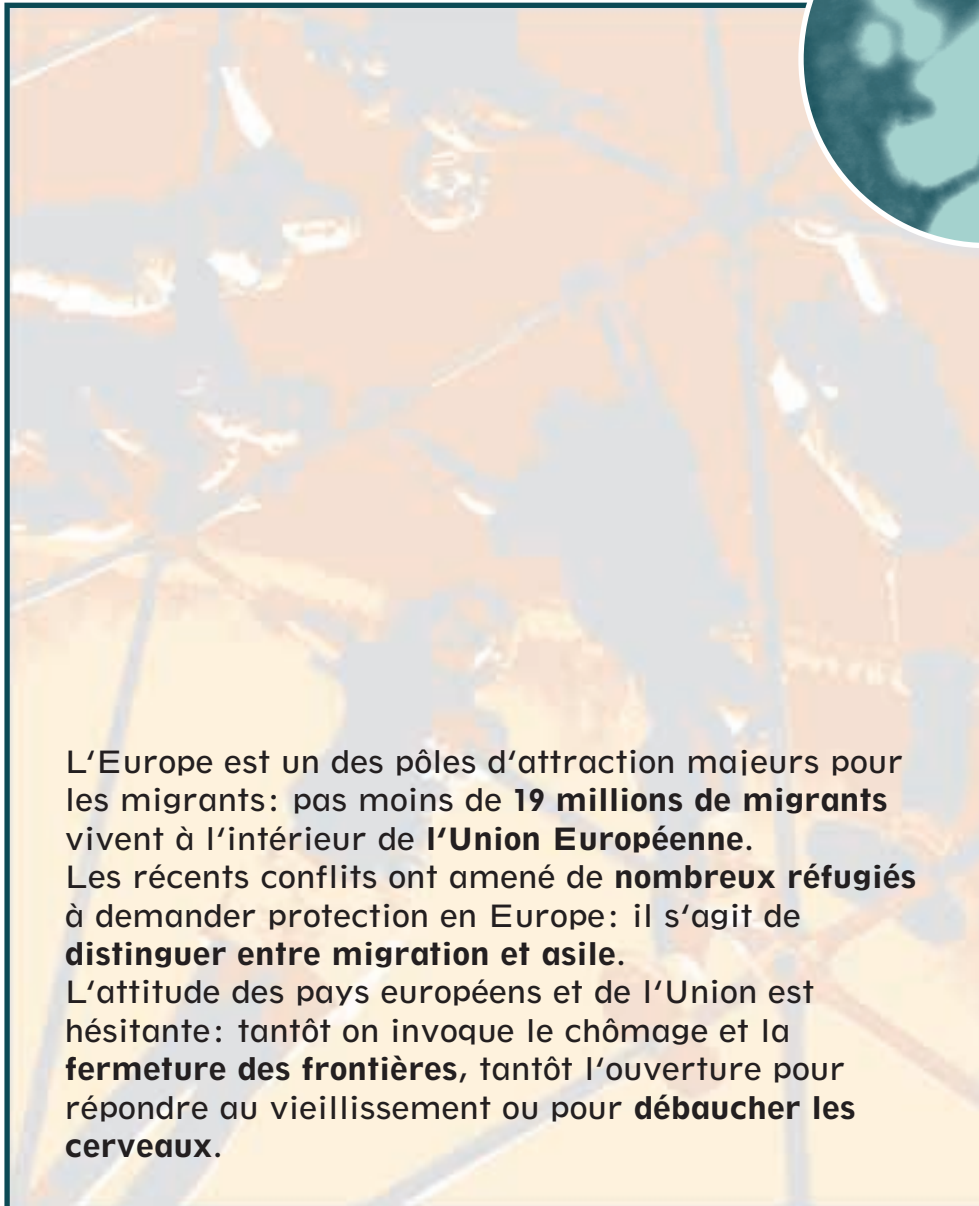
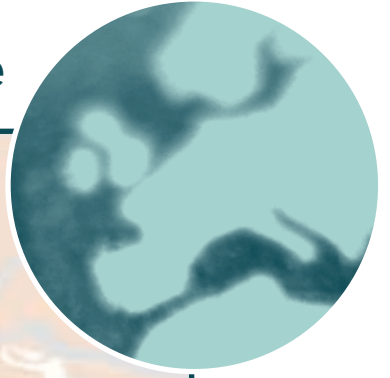




L'Europe



L'Europe



L'Europe est un des pôles d'attraction majeurs pour les migrants: pas moins de **19 millions de migrants** vivent à l'intérieur de l'**Union Européenne**.

Les récents conflits ont amené de **nombreux réfugiés** à demander protection en Europe: il s'agit de **distinguer entre migration et asile**.

L'attitude des pays européens et de l'Union est hésitante: tantôt on invoque le chômage et la **fermeture des frontières**, tantôt l'ouverture pour répondre au vieillissement ou pour **débaucher les cerveaux**.



■ **Introduction**

■ **Mondialisation et régionalisation
des flux migratoires**

■ **Le contrôle des frontières**

■ **Fiche pédagogique**



Alors qu'au milieu des années 1970 les pays européens décrètent l'arrêt de l'immigration, l'Europe redevient, au cours des décennies 1980 et 1990, un continent d'immigration sans pour autant en reconnaître la légitimité: les Etats s'interrogent sur les identités nationales et se préoccupent du risque migratoire vécu comme un défi.

D'après: "L'immigration en Europe – C. Withol de Wenden – 1999"
© La Documentation française



migrations: les enjeux!
Défis pour l'économie et la cohésion sociale

L'Europe

Ausländische Mitbürger
in den EU-Ländern.

Terre d'asile, Terre d'exil

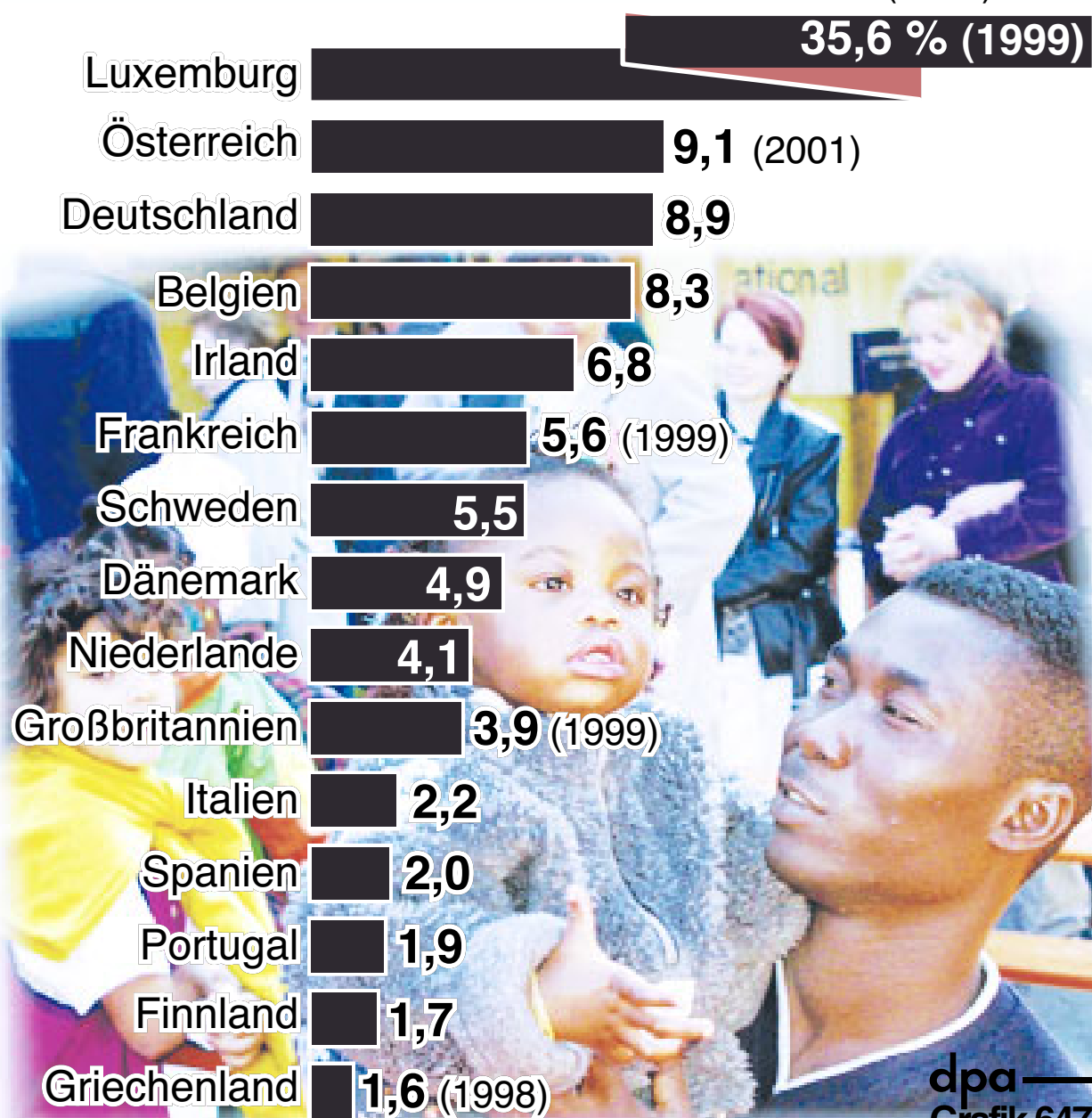
The Truth about Immigration

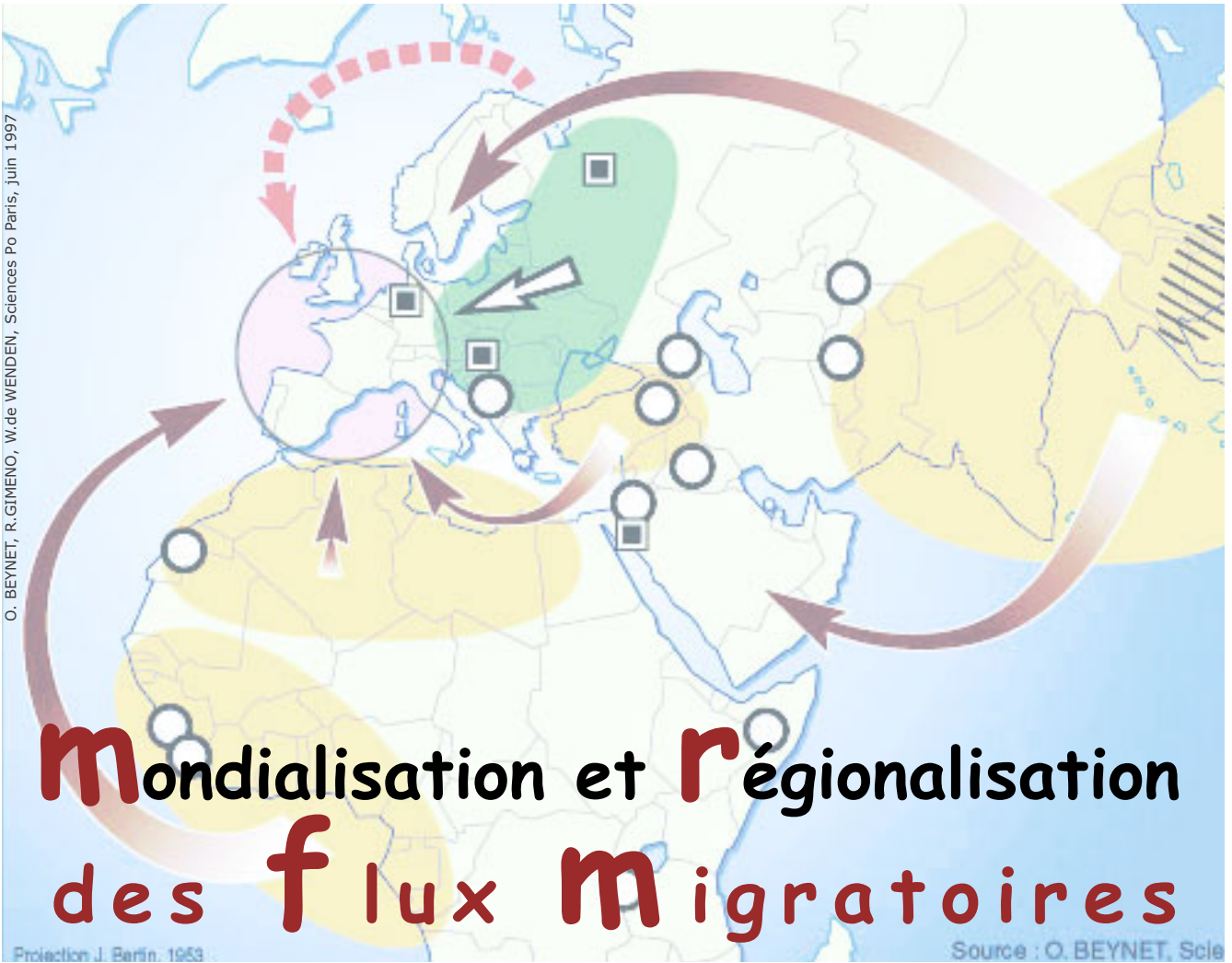




Ausländische Mitbürger in den EU-Ländern

Ausländeranteil an der Bevölkerung
(2000) in %





Depuis les années 80, des tendances nouvelles bouleversent en profondeur les mouvements migratoires en Europe.

D'après: "L'immigration en Europe – C. Withol de Wenden – 1999"
© La Documentation française

**L'immigration économique
vers l'Europe occidentale**

L'immigration économique vers l'Europe occidentale (1960-1975)



Corrientes de inmigrantes



Population movements in the EU

L'impact de la **Mondialisation**

La **mondialisation** accélère la mobilité et élargit le nombre de pays et de catégories de personnes concernés par la migration.

De nouveaux pôles migratoires sont, par exemple, apparus en Europe de l'Est depuis la chute du mur de Berlin et en Asie. De même, la demande d'asile a explosé à partir des années 80, du fait de la déstabilisation des pays du Tiers-Monde, à la fois pauvres et peu démocratiques, et des crises politiques très graves en Europe ou à sa périphérie (problème kurde, affaire yougoslave).

Le phénomène de mondialisation a pour conséquence la diversification des types de migrations.

D'après: "L'immigration en Europe – C. Withol de Wenden – 1999"
© La Documentation française

Le footballeur et l'immigré



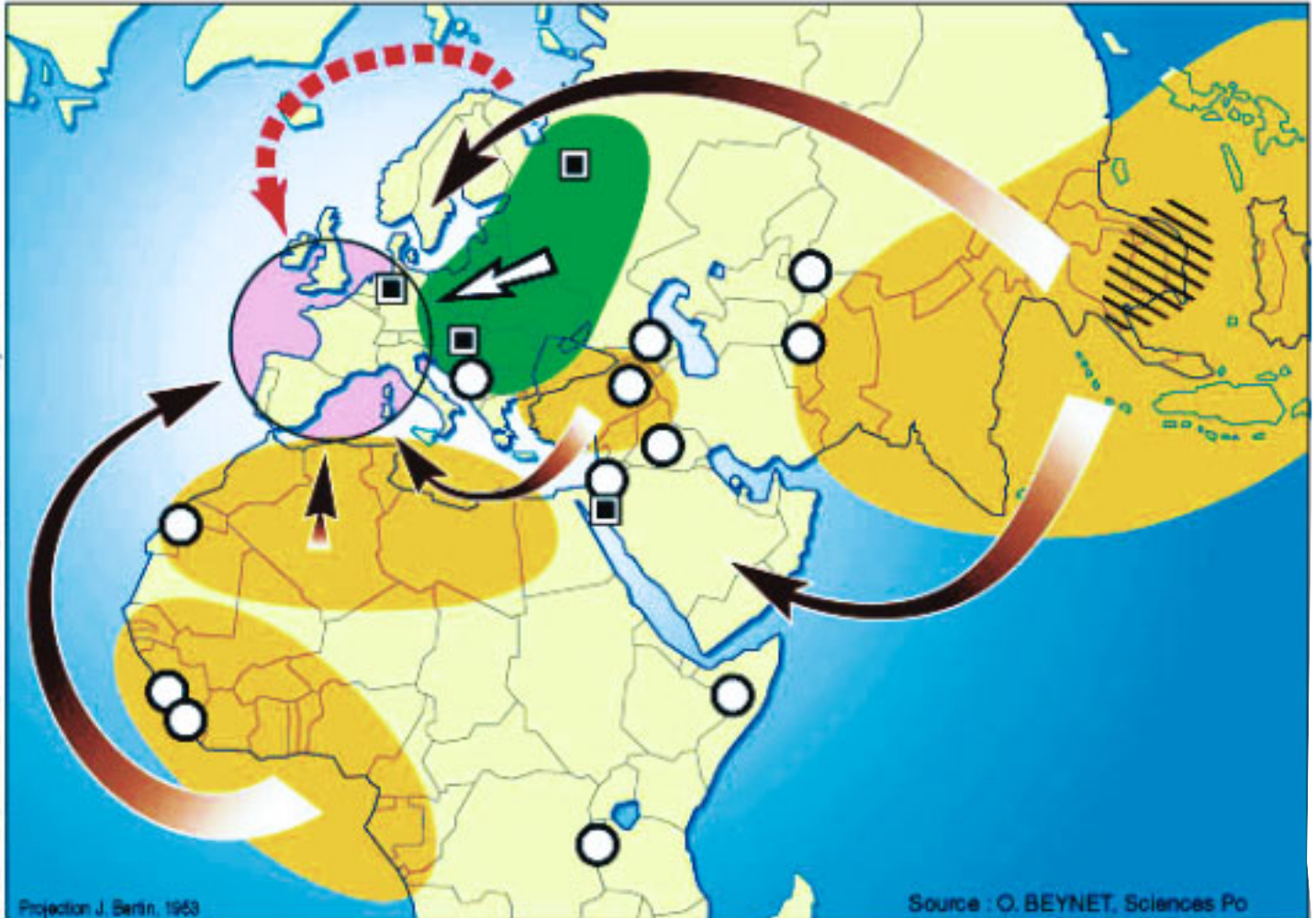
migrations: **les enjeux!**

Défis pour l'économie et la cohésion sociale

L'impact de la Mondialisation

Les flux migratoires

O. BEYNET, R. GIMENO, W. de WENDEN, Sciences Po, Paris, juin 1997



Du fait de la mondialisation des échanges et des réseaux, de la persistance des liens coloniaux et du caractère attractif de l'Europe, elle attire des flux migratoires Est-Ouest et Sud-Nord qui se sont diversifiés avec la chute du mur de Berlin et avec la déstabilisation politique de nombreuses régions du tiers-monde.

- | | | | |
|---|---|---|--|
|  | Principales zones d'émigration politique |  | Grand flux migratoire de travailleurs très qualifiés (« brain drain ») |
|  | Conflit à l'origine de flots de réfugiés dans les pays limitrophes |  | Nouveau flux d'émigration économique post-guerre froide |
|  | Principaux pays d'accueil de populations nationales précédemment dispersées dans l'ancien « bloc » de l'est |  | Grande zone de mobilité des travailleurs |
|  | Grand flux d'émigration économique : travailleurs qualifiés et non qualifiés |  | Grande zone d'émigration économique |
| | |  | Nouvelle zone d'émigration économique post-guerre froide |

L'élargissement de l'espace migratoire

Des pays caractérisés autrefois comme des pays d'émigration se sont transformés aujourd'hui en pays d'immigration, en particulier ceux d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Grèce).

Certains pays sont même devenus, à la fois, pays d'installation (ou de transit) et de départ. C'est le cas pour un bon nombre de pays de l'Europe de l'Est.

*D'après: "L'immigration en Europe - C. Withol de Wenden - 1999"
© La Documentation française*



La persistance de l'immigration vers l'Europe

Tout d'abord, il faut préciser que l'essentiel des flux vers l'Europe des vingt dernières années provient du regroupement familial.

Mais, l'Europe attire également du fait des déséquilibres de tous ordres qui subsistent au-delà de ses frontières externes: à l'est et surtout **au sud**, où la Méditerranée fait un peu figure de Rio Grande, le fleuve-frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Cependant, les pays d'immigration européens veulent arrêter la migration d'établissement sur leur territoire. Ils souhaitent, en fait, une immigration temporaire répondant aux variations du marché du travail et ignorent quels seront leurs besoins à plus long terme.

Paradoxalement, la politique restrictive ne favorise pas l'immigration temporaire, mais incite ceux qui ont réussi à entrer dans un pays à y rester. Ainsi, au lieu d'allers-retours, voire de retours définitifs, on assiste à une sédentarisation des migrants: n'étant pas sûrs de pouvoir revenir, ils restent.

D'après: "L'immigration en Europe – C. Withol de Wenden – 1999"
© La Documentation française

La peur d'ouvrir la porte

Une chance pour les grands pays européens

La persistance d'une pression migratoire

En Europe, l'idée selon laquelle le Nord comblerait son déficit démographique par le Sud n'est pas partagée par les décideurs politiques publics qui se considèrent comme incapables d'admettre davantage d'immigrés.

Au départ, les migrations ont été introduites essentiellement pour remplir les marchés du travail et elles ont maintenant quelques difficultés à occuper une légitimité dans la construction et le devenir des Etats d'accueil.

Pourtant, le déficit de la fécondité européenne ainsi que **le vieillissement de la population européenne** accentuent encore ce besoin de nouveaux travailleurs étrangers afin de conserver l'économie compétitive des pays européens et de financer les pensions.

*D'après: "L'immigration en Europe - C. Withol de Wenden - 1999"
© La Documentation française*

L'immigration en Europe

Le contrôle des frontières



migrations: **les enjeux!**
Défis pour l'économie et la cohésion sociale



Des **P**olitiques de **R**efus

La plupart des pays européens décident de suspendre provisoirement leurs flux de main-d'œuvre salariée immigrée au moment de la crise pétrolière en 1973 et 1974.

Puis, à la fin des années 80, les nouveaux pays d'immigration tels l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Grèce se dotent de politiques migratoires. Le Luxembourg reste ouvert à l'immigration de travail.

Alors qu'aux Etats-Unis, au Canada et en Australie coexistent à la fois une politique encourageante et une politique répressive d'entrée, choisie selon la "désirabilité" des candidats à l'immigration, l'Europe semble, aujourd'hui, avoir fait de sa décision de **fermeture des frontières** une mesure durable, sinon définitive, bien qu'elle demeure sujette aux débats.

*D'après: "L'immigration en Europe - C. Withol de Wenden - 1999"
© La Documentation française*

**L'immigration est-elle
une menace pour l'Europe?**

La **"désirabilité"** des migrants

La crise économique mondiale a transformé les critères de "désirabilité" des migrants: on ne veut plus de "bras", mais des "cerveaux" et, lorsque l'on veut des travailleurs dans des secteurs précis, on ne les accepte pas nécessairement comme participants à la société d'accueil.

En effet, les possibilités de devenir membre des sociétés d'accueil semblent se restreindre: difficultés d'accès à la nationalité et au statut de résident, débats sur la légitimité du bénéfice des politiques sociales. Certains analystes démontrent même que plus l'Etat providence est développé, plus le contrôle devient strict.

Ainsi, ces mesures de refus poussent de nombreux migrants à entrer légalement en Europe comme touristes ou comme étudiants avant de devenir **clandestins**.

L'inadaptation de ces politiques est illustrée par des campagnes de régularisation des sans papiers dans la plupart des pays européens.

*D'après: "L'immigration en Europe – C. Withol de Wenden – 1999"
© La Documentation française*



migrations: **les enjeux!**

Défis pour l'économie et la cohésion sociale



Une main-d'œuvre étrangère recherchée

- ✓ Quand le Nord débauche les médecins du Sud
- ✓ Geschlossene Gesellschaft
- ✓ Pour une approche libérale quant à l'ouverture des frontières
- ✓ Une politique communautaire en matière d'immigration basée sur les principes humanistes de l'Europe

Fiche pédagogique





Une vingtaine d'enfants vivent au foyer Sonacotra de Beauvais. Une moitié est régularisée, l'autre pas.
MICHAEL ZUMSTEIN/L'ŒIL PUBLIC POUR « LE MONDE »

Il vit en France depuis vingt ans, a un travail, paie ses impôts régulièrement, même la redevance télé. Il est père de trois petites filles, nées à Paris ; l'aînée, Fatoumata, se tortille toute gênée quand on lui demande son prénom. Elle va à l'école, à la maternelle de la rue Marx-Dormoy, dans le 18^e arrondissement, et ne se doutait de rien. La foudre est tombée, vendredi 3 novembre, sur la famille. Touré Tuncam a été interpellé lors d'un contrôle d'identité et placé au centre de rétention de Vincennes. Il a 46 ans, est originaire de Guinée-Bissau, où il n'a plus ni famille ni attaches, et a craint le pire.

Jeudi 9 novembre, Fatoumata, sa mère et les deux petites sont venues au tribunal administratif qui devait examiner le recours du papa. Touré était assis dans le hall, près des policiers, derrière un mince cordon de sécurité. Il souriait de toutes ses dents à la petite qui lui envoyait des bisous, les policiers l'ont laissé l'embrasser rapidement. L'école était là aussi. La directrice avait décidé, par solidarité, de fermer la maternelle pour la matinée et les institutrices, accompagnées d'une trentaine de parents d'élèves et une poignée d'enfants, sont venus à l'audience.

Le juge, agacé par tout ce monde, a fait sortir les enfants et rejeté le recours contre l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Touré Tuncam a été renvoyé à Vincennes, puis sans explications, lâché vendredi dans la nature. Il est venu chercher sa fillette, ravie, à l'école, mais rien n'est réglé : il peut être à nouveau interpellé d'un jour à l'autre. Tout comme sa femme, qui n'a pas plus de papiers que lui, et risque, elle, d'être renvoyée à Bamako, parce qu'elle est malienne.

Avec ses trois enfants. Fatoumata et ses deux sœurs ne pourront en effet obtenir la nationalité française qu'à l'âge de 13 ans, si leurs parents en font la demande, sinon à 18 ans, pourvu qu'elles n'aient pas, entre-temps, quitté la France. « Quand je vois les progrès que Fatoumata a faits en deux mois, s'alarmer son institutrice, ce serait désastreux qu'elle vive dans une famille détruite ou qu'elle quitte la France. »

La famille Tuncam fait partie de ces nombreuses familles qui ont, en juin, nourri l'immense espoir d'être régularisées. En vain. 33 538 demandes ont été déposées dans le cadre de la circulaire Sarkozy du 13 juin, ouvrant droit à des régularisations exceptionnelles, mais seuls 6 624 parents ont obtenu un titre de séjour.

Tous les autres vivent aujourd'hui dans l'angoisse d'un contrôle. Payent la cantine des petits quatre fois le prix, parce que, pour payer en fonction de ses revenus, il

Sans papiers La loterie de l'expulsion

faut donner son adresse à la mairie, et donc au ministère de l'intérieur.

Il ne se passe pas une semaine sans qu'ici ou là un père, une mère, voire une famille entière, ne soient placés en rétention. Pourtant la mobilisation des enseignants et des parents d'élèves, plus discrète qu'avant l'été, reste forte. Parmi les familles déboutées, a priori une seule, ukrainienne, a été expulsée le 13 août. « Il y a de multiples tentatives d'expulsion, mais dès qu'une mobilisation se produit, les autorités marquent le pas, assure Richard Moyon, porte-parole du Réseau éducation sans frontières (RESF). Mais les préfetures ne reculent devant rien. Elles ont parfois réussi à expulser l'un des parents et pas l'autre. »

La « parenthèse » de la régularisation est refermée pour le ministre de l'intérieur, mais l'arbitraire est à peu près total. Témoignage du 7^e étage du foyer Sonacotra à Beauvais, dans l'Oise, où vivent six familles étrangères.

En juin, elles étaient toutes en situation irrégulière. Trois ont décroché un titre de séjour. Les trois autres, non. Toutes, pourtant, remplissaient les critères de la circulaire. La solidarité demeure. Et c'est toujours la même joyeuse bande d'enfants – ils sont une vingtaine – qui se retrouvent le soir après l'école dans le couloir, et transforment l'étage en une joyeuse volière : ça court, ça crie, ça rit, ça pleure. Mais il y a ceux qui, comme Nesrine ou Tania, portent toujours en eux une « angoisse », une « honte ». Et ceux qui, comme Gaël, Benonga ou Lola, se sentent « libérés ».

Les uns sont rassurés et revivent. Les autres redoutent d'être arrêtés à tout moment ou expulsés, comme Touré Tuncam qui vit en France depuis vingt ans. Un bilan de la circulaire Sarkozy très contrasté

LAETITIA VAN EECKHOUT

Lola Garcia, 16 ans, peut désormais pleinement goûter au bonheur d'« être comme les autres ». Ses parents ont fui l'Angola en 2002 et ont été régularisés cet été. Même son frère aîné, qui a aujourd'hui 18 ans, a obtenu un titre de séjour. « Aujourd'hui, je vis ! rit Lola. Je ne suis plus en danger, je vais à l'école tranquille. Et désormais je vais pouvoir sortir un peu. » Depuis que ses parents ont des papiers, l'avenir s'entrouvre. Elle est en deuxième année de BEP de vente, où elle dit « assurer à mort », et envisage l'année prochaine un contrat d'apprentissage et, pourquoi pas, de changer de filière. Elle rêve d'un métier dans le social.

Benonga, 11 ans, n'est pas moins heureux de sa nouvelle vie. Comme tous les petits garçons, il est tout fier d'avoir un « papa qui travaille ». Enfin régularisé, son père, mécanicien, a en effet décroché un contrat dans une entreprise de découpe de marbre. Et comme tous les papas, il part le matin et rentre le soir. Benonga ne passe plus des heures devant la télévision à regarder les informations, il va désormais jouer avec les autres. Ça se voit à l'école. « L'an dernier, j'avais 5 sur 10 de moyenne, cette année, j'ai souvent des 10 sur 10 », dit-il tout fier. Il ne lui manque plus qu'un vélo et une vraie chambre « dans une maison calme, à nous ».

Déménager, c'est aussi ce dont rêve Gaël depuis qu'il sait que sa mère, Thérèse N'Zumbi, angolaise, arrivée en France en 2001 avec ses deux fils, s'est vu promettre des papiers. « Ça y est ! On a des papiers, on est français, on va trouver une grande maison ! », a braillé le garçon de 5 ans, quand sa mère lui a appris la bonne nouvelle. Déménager, partir s'installer dans « une vraie maison où il ait une grande chambre pour faire ses devoirs tout seul », Gaël n'attend que ça. Reste encore à vif dans sa mémoire le jour où il est rentré en larmes de l'école. « Les copains se sont moqués de moi parce que j'habitais dans un foyer, dit le petit garçon. Je leur ai dit que je n'avais pas de papiers. Alors ils ont arrêté. »

Une honte que Nesrine, du même âge, porte tous les jours en elle. Sa mère n'a pas été régularisée. Et lorsqu'elle lui dit, « on rentre à la maison », la petite corrige, « non, à la chambre ». L'angoisse de la fillette se traduit par des troubles du langage. Gaël, selon ses instituteurs, est, lui, transformé depuis la rentrée. « Il est malin, il s'affirme », raconte sa maîtresse

de grande section de maternelle. Rien à voir avec le petit de l'année dernière, « qui était dans une spirale de repli sur soi, et tout le temps dans l'agressivité ».

La mère de Tania, 12 ans, n'a pas été régularisée. Depuis la rentrée, la fillette a perdu tout appétit et décroche au collège. « Pendant les cours, j'ai du mal à me concentrer, avoue timidement l'adolescente, je me demande ce qui va se passer le soir. Si on nous renvoie dans notre pays, ma mère sera arrêtée. Avec ma sœur, on ne saura pas où aller. On ne pourra plus aller à l'école. Il n'y a pas d'école publique là-bas. » Cette année encore, en France, elle ne pourra pas participer aux voyages scolaires. Sa classe part en Angleterre. Pas elle, il faut des papiers.

Filipe, 19 ans, en terminal ESG, se garde bien, lui, de laisser transparaître la moindre angoisse. « Je déteste la pitié, dit-il. Il y en a même qui me demandent si je suis né en France. Et quand je leur dis que je suis arrivé il y a trois ans, ils ne me croient pas. » Rien ne le distingue d'ailleurs de ses copains. Filipe est un adolescent comme les autres : même tenue vestimentaire, même comportement, même langage. Il s'est déjà « tracé une route », comme il dit : deux ans de classes préparatoires à Amiens puis une école de commerce, pour devenir « manager » ou créer son entreprise. « Mes profs m'ont dit que j'avais un bon niveau pour intégrer une prépa. »

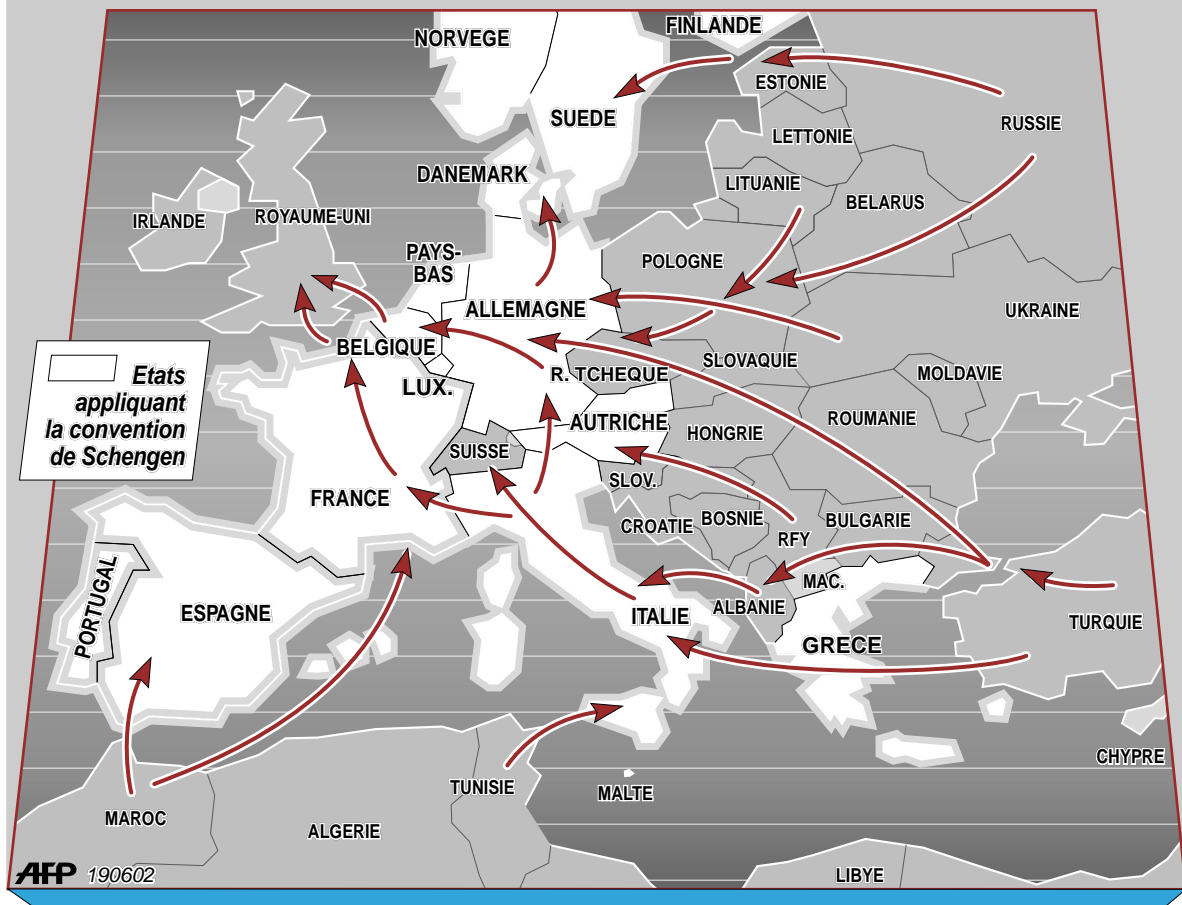
Condition qu'il ne soit pas renvoyé en Angola, pays qu'il a fui en 2003 avec sa mère et ses quatre frères et sœurs, après la disparition de son père, militant du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC, parti indépendantiste). Ils ont reçu l'acte de décès du papa début septembre. Dès leur arrivée, en avril 2003, la mère de Filipe a déposé une demande d'asile. Rejetée. S'ensuivront un recours, une seconde demande et un nouveau recours. En vain : début 2006, la France a définitivement refusé de leur accorder le statut de réfugiés.

Alors, en juin, la circulaire Sarkozy a été « une bouffée d'air ». « On s'est senti à l'abri, se souvient Filipe. On remplissait tous les critères. Au rendez-vous à la préfecture, la femme qui nous a reçus nous a dit qu'on avait un bon dossier. En sortant, on arrivait même à plaisanter. » Ils n'en ont plus trop le cœur aujourd'hui. La préfecture a refusé de régulariser la famille. Un mois et demi plus tard, elle a tout de même accordé un titre de séjour provisoire, pour raison de santé, à sa mère, malade. Pas à Filipe, aujourd'hui majeur. Et sans papiers. ■



Fiche pédagogique

Les flux de l'immigration



Définitions:

Les accords de Schengen: accords signés en 1985 et en 1990 à Schengen (Luxembourg) par l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas, auxquels se sont joints, par la suite, les autres pays membres de l'Union Européenne (Grande-Bretagne et Irlande exceptées).

L'Europe



Visant à instaurer, par la suppression progressive des frontières, la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'espace communautaire ainsi défini (espace Schengen) et à améliorer, par une étroite coopération, la sécurité à l'intérieur de cet espace, ils connaissent une mise en application graduelle depuis 1995.

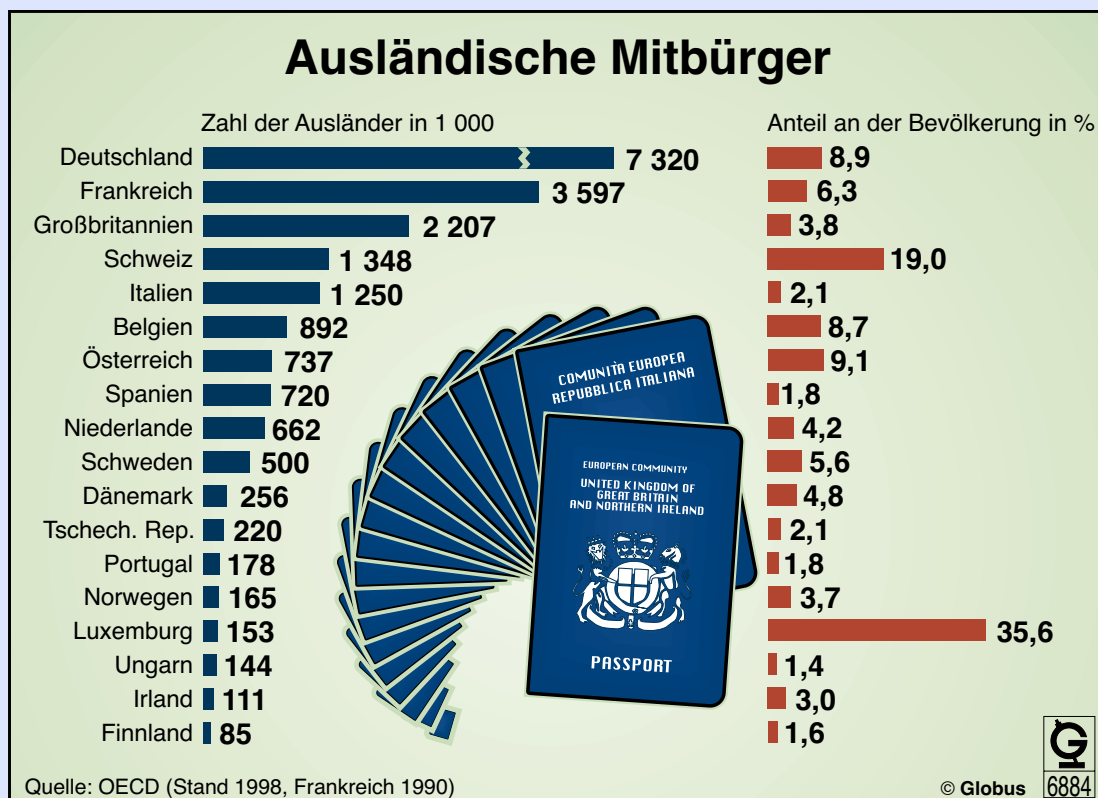
Espace Schengen: Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande, Suède. *Le Petit Larousse 2001*

Observez les origines des migrations

- X les destinations des flux
- X les directions des flux
- X Examinez la situation du Luxembourg
- X Quelle est l'année ou la période évoquée par cette carte?

Interpréter

- X Pourquoi des directions?
- X Appliquez les termes de push and pull à l'Europe en général et au Luxembourg en particulier (pensez au développement du marché de l'emploi).



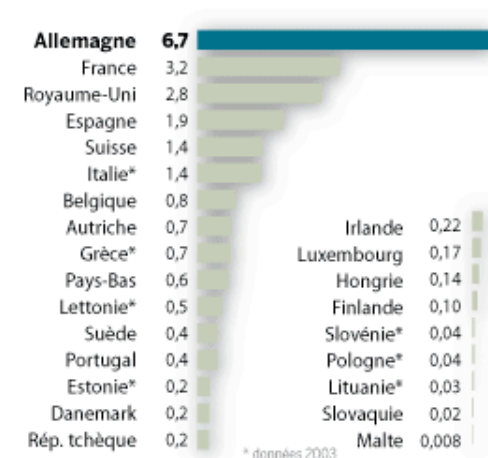
Part des étrangers dans la population totale des états de l'Union

Moins de 2,5% De 2,5 à 4,9% De 5 à 7,4% De 7,5 à 10% Plus de 10%



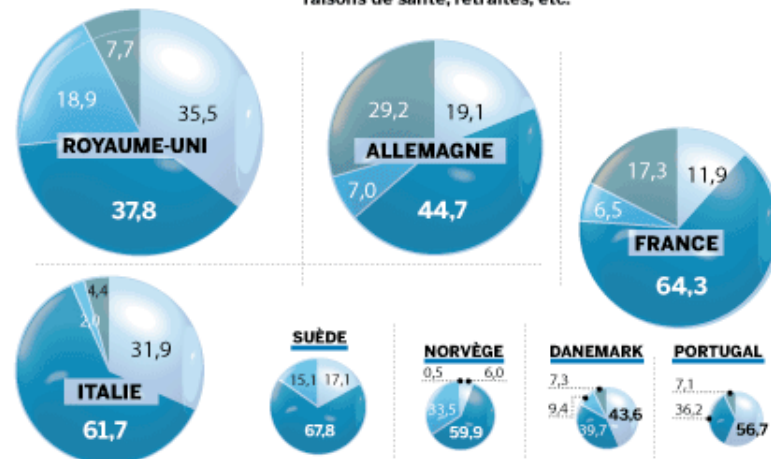
Nombre d'étrangers par pays en 2004

en millions



Motif de l'entrée dans chaque pays, en %

Immigration de travail Regroupement familial
 Réfugiés Minorités d'ascendance nationale, raisons de santé, retraités, etc.



★ Recommandez Envoyez par email Citez Classez cet élément

Terre d'asile, terre d'exil

Au tournant des années 1970, l'Europe est devenue le premier continent d'immigration du monde

A l'échelle de l'histoire, cette mutation-là a été menée tambour battant: un demi-siècle a suffi à changer la face de l'Europe des migrations. Un continent qui restait largement voué à l'émigration et aux exils en 1945 s'est mué, à l'orée du XXI^e siècle, en une terre d'immigration, potentiellement ouverte à tous les vents de la planète, à tous les métissages. Une prétendue terre de cocagne, dont chaque Etat désormais, même parmi ceux que les habitants fuyaient voilà peu de temps encore, accueille, de gré ou de force, une part des flux mondiaux d'hommes et de femmes en quête d'un avenir meilleur. Sur 380 millions d'habitants que compte l'Union européenne, 13 millions sont des étrangers à l'Union, soit 3,4% de la population totale. Chiffres dérisoires en apparence, mais qui masquent de larges disparités: la Suisse accueille 19% d'étrangers, l'Allemagne 8,9%, la France 6,3% et le Royaume-Uni 3,8%. Encore ces chiffres sont-ils faussés par la diversité des lois permettant l'acquisition de la nationalité: ils ne tiennent pas compte des millions de descendants de parents immigrés, Européens de passeport et de naissance, auxquels le continent doit ce qui lui reste de vitalité démographique, mais que leur visibilité physique désigne comme <<différents>> aux yeux du reste de la population.

Le contraste est total avec la situation qui prévalait au sortir de la seconde guerre mondiale. Les migrations européennes étaient alors d'abord internes au continent: des Irlandais travaillaient au Royaume-Uni, des Italiens et des Polonais en France, etc. Et, si le continent était ouvert sur le monde, c'est que lui-même essaimait largement: colonisations en Afrique et en Asie, de l'Algérie à l'Inde et des Guyanes aux îles Moluques: migrations économiques et exils politiques vers les Amériques. Un seul pays contredisait ce tableau général de l'émigration, la France.

Depuis les années 1860, l'Hexagone

s'était progressivement affirmé comme le seul pays d'immigration massif du continent, pour cause de démographie défaillante, de géographie avantageuse et de nécessité économique. Au recours à la main-d'œuvre des pays limitrophes avait succédé l'appel aux coloniaux en 1914-1918, puis aux Polonais dans les années 1930. Mais, en dehors de la France, seules la Suisse et l'Allemagne, jusqu'à l'époque des travailleurs forcés du régime nazi, avaient alors l'expérience du recrutement de travailleurs hors de leurs frontières.

La période ouverte en 1945 amorce la généralisation du recours à l'immigration dans la plupart des pays de l'Europe du Nord. L'histoire coloniale de chaque Etat détermine largement les mouvements massifs qui débutent alors. Au Royaume-Uni comme en France, l'incorporation de coloniaux dans les armées de libération amorce ces migrations: ressortissants du Commonwealth d'un côté, Maghrébins de l'autre, affluent d'autant que la liberté de circulation avec la "métropole" est alors la règle. C'est aussi le cas des Pays-Bas avec ses possessions asiatiques. Les indépendances, loin de stopper ces arrivées, les multiplient, au moins pendant un temps. Paradoxe? L'immigration algérienne vers la France atteint un pic au moment même où, en 1962, la colonie conquiert son indépendance. La décolonisation se traduit aussi par une vague de retours de colons européens. L'évolution de l'Allemagne est différente: l'absorption massive des minorités allemandes et des réfugiés des pays voisins (12 millions de personnes) ne suffit pas aux besoins de la reconstruction et de l'expansion dans l'immédiat après-guerre: des accords d'Etat à Etat sont signés (notamment avec la Turquie et la Grèce) prévoyant l'arrivée de contingents de *Gastarbeiter*, ces travailleurs ainsi qualifiés d'"invités" pour mieux souligner le caractère temporaire de leur séjour. Il faudra encore quarante ans pour que l'Allemagne admette qu'elle est devenue le plus grand pays d'immigration d'Europe.



Le continent lui-même ne deviendra globalement une terre d'accueil qu'au tournant des années 1970, lorsque les arrivées de l'extérieur l'emporteront sur les départs. Jusque-là, les migrations internes à l'Europe alimentent l'augmentation rapide de la population étrangère (Européens compris) dans chaque Etat: de 4 millions de personnes en 1950, celle-ci atteint 11 millions en 1970 et dépasse 20 millions aujourd'hui. Au cours du dernier quart du XXe siècle, le continent va être marqué par une double tendance: les migrants vont arriver de plus en plus loin et leur destination va inclure, à partir des années 1980, les pays du sud de l'Europe.

Le premier choc pétrolier coïncide avec la décision des principaux pays (Allemagne en 1973, France l'année suivante) de stopper l'immigration de travailleurs non qualifiés. Anticipation de la crise économique, mais aussi première perception d'une réalité qui domine encore aujourd'hui: l'immigration de travailleurs induit nécessairement l'installation de familles et donc l'intégration des générations suivantes. Le mythe du retour s'effondre: Pakistanais, Algériens et Turcs feront souche en Europe. De Brixton à Kreuzberg, en passant par Vénissieux, cette réalité devient explosive, et la gestion du "vivre ensemble" une priorité politique.

Mais l'"arrêt de l'immigration" est un autre mythe: l'Europe des droits de l'homme ne peut refuser aux travailleurs immigrés de faire venir femmes et enfants. De plus, en prétendant fermer la porte d'entrée, on a aussi bloqué la sortie: les migrants limitent leurs rotations et s'enracinent, de crainte de ne pouvoir ré-immigrer, d'autant que leurs pays d'origine ne décollent pas. Conséquences: les flux du regroupement familial deviennent dominants tandis que ceux de l'asile, la seule voie d'accès restée entrouverte prennent leur envol. De 700000 entrées par an dans les années 1980, l'Europe passe à largement plus d'un million au cours de la décennie suivante, dont près de la moitié en Allemagne. Sans oublier les clandestins, qui, de plus en plus nombreux, franchissent les frontières au prix de drames répétés (2000 morts entre 1993 et 2000).

Trois phénomènes presque concomitants vont alors imposer la nécessité d'une politique européenne: la République fédérale absorbe l'essentiel des migrations nées de

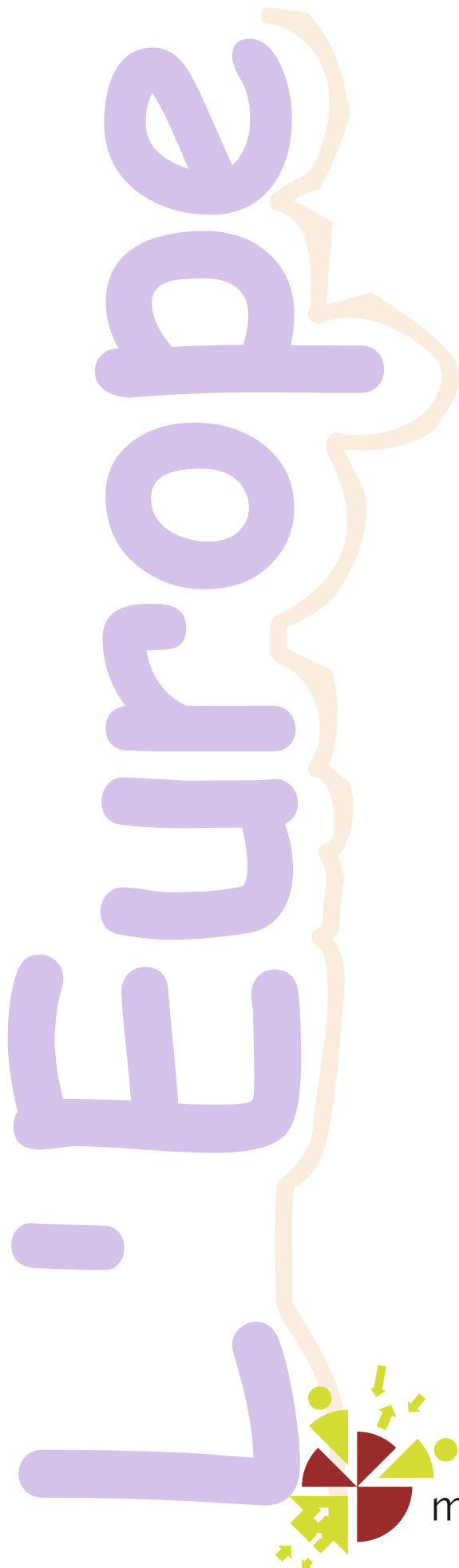
l'implosion du bloc de l'Est en 1989, puis des convulsions balkaniques. Au même moment, les pays du sud de la communauté s'affirment comme de nouveaux pays d'immigration et doivent se doter de législations et de structures d'accueil. Enfin, la mondialisation de l'économie induit des mouvements de main-d'œuvre désormais indépendants des histoires diplomatiques ou coloniales. Des Marocains s'installent aux Pays-Bas, des Philippins en Espagne, des Iraniens en Suède, des Chinois en France...

Dans ce contexte, l'espace Schengen, conçu à l'origine (1985) comme un espace de libre circulation intérieure, va symboliser plutôt la mise en commun des moyens de lutte contre l'immigration irrégulière dans la "forteresse Europe". D'ici à 2004, les membres de l'Union, qui font désormais face aux mêmes défis en matière d'intégration et de xénophobie, se sont engagés à bâtir une politique commune en matière d'immigration et d'asile. La nécessité de répondre aux opinions publiques les pousse à mettre en avant l'unification des systèmes juridiques et policiers.

Le durcissement généralisé des politiques qui se dessinent entre pourtant en contradiction non seulement avec la faiblesse démographique du continent, mais aussi avec la pénurie de main-d'œuvre dont souffrent certains secteurs. La réduction des tensions liées aux phénomènes migratoires suppose l'ébauche de solutions à plus long terme, notamment la définition du type de migrations souhaitée en Europe, la prise en compte des liens économiques entre l'Union et les pays d'émigration, notamment dans les politiques d'aide au développement. Devant la réalité d'une Europe devenue en quelques décennies le premier continent d'immigration du monde, la nécessité de politiques communes s'est imposée. Elle conduit les citoyens de l'Union à interroger non seulement l'efficacité de leurs instruments répressifs, mais leur volonté d'ouverture sur le monde et leurs valeurs en matière de droits de l'homme, de gestion des différences et de place faite à "l'autre".

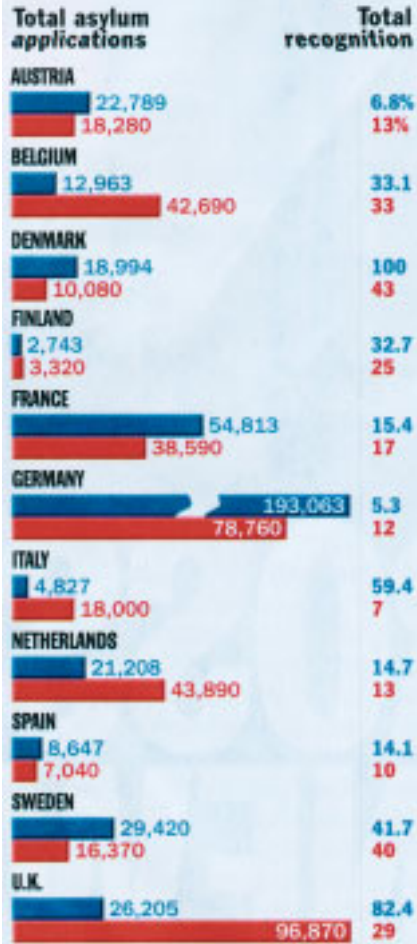
Philippe Bernard

Le Monde - 9 juin 2002



THE TRUTH ABOUT IMMIGRATION

Some politicians suggest the E.U. is being "swamped" by immigrants, but the statistics are not so simple



SOURCE: UNHCR

1990 2000

NOTE: In the U.K., a single application can include more than one person. Some countries, like Denmark, operate a pre-screening procedure that excludes some asylum seekers from the application process. Applications thus excluded are not reflected in the total applications figure. Decisions on applications aren't necessarily reached in the same year in which they are filed.

Foreign nationals as a percentage of population

| | 1990 | 2000 |
|--------------------|------|------------------|
| AUSTRIA | —% | 9.3% |
| BELGIUM | 8.9 | 8.3 |
| DENMARK | 2.9 | 4.8 ¹ |
| FINLAND | .4 | 1.7 |
| FRANCE | 6.3 | 5.6 ¹ |
| GERMANY | — | 8.9 |
| ITALY | .9 | 2.2 |
| NETHERLANDS | 4.3 | 4.1 |
| SPAIN | 1 | 2 |
| SWEDEN | 5.3 | 5.5 |
| U.K.* | 3.4 | 4 |

SOURCE: Eurostat; *National Statistics

NOTE: 1999 figures

*Foreign nationals are defined as people who don't hold the nationality of the country in which they reside

migrations: **les enjeux!**

2.1 Population movements in the European Union

This chapter presents various data which shed some light on the level of population mobility within the EU and explain the main demographic characteristics of the people who have moved. The main data sources used are from Eurostat and Eurobarometer.

In brief

- Positive net migration has increased over the last two decades. In 2000, it reached an estimated level of around 700,000 net migrants or a net migration rate of 0.2% of the total EU population. Since the annual natural growth of the total EU population was only 0.1% in the year 2000, immigration is currently the main cause of population growth in the Union.
- The recent increase in positive net migration is basically due to the growing inflow of third country nationals: they were 58% of all immigrants in 1999, while the inflow of EU nationals seems to be stable. Luxembourg, followed by Ireland, Austria and Germany, is the Member State with the highest immigration (3%) and emigration (2%) rates, well above the EU averages - immigration rate of about 0.5% and an emigration rate of around 0.3%.
- Presently, there are 19 million non-national people living in the 15 Member States, accounting for 5.1% of the total population. But only 30% of these (around 6 million) are nationals from other Member States, making 1.6% of the total EU population. The remaining 13 million people, or 3.5% of the total EU population, are non-EU nationals. The share of EU citizens living in other Member States has changed very little over the last two decades, remaining close to 1.5%, while the share of non-EU nationals is increasing (from 2.3% in 1985 to around 3.5% in 2000). Luxembourg is the country with the highest percentage of other EU-nationals: close to one third of the country's total population. Austria (around 9%) and Germany (almost 7%) are the EU Member States with the highest shares of third country nationals in their population. When considering citizens coming from the applicant countries, Turkish nationals are by far the most common foreign nationality in the EU, with 2.7 million people. There are also around 850,000 citizens from the other 12 candidate countries.
- While inflows from outside the EU are growing, the geographical mobility of EU citizens is lower than that existing in the 50's and 60's. However, 600,000 people, or 0.4% of the total employed population, work in a country different from their country of residence and cross-border commuting is continuing to grow. Complementary information is available on how often EU citizens change residence: 38 % of them, on average, have moved within the last ten years. But this European average masks significant differences between the Member States, with a clear North-South (plus Ireland) divide. Work-related reasons are only mentioned in 15% of the cases, while the main motive for moving house is for family/personal reasons. Only 5% of those moving house went to another country within the European Union.

Introduction

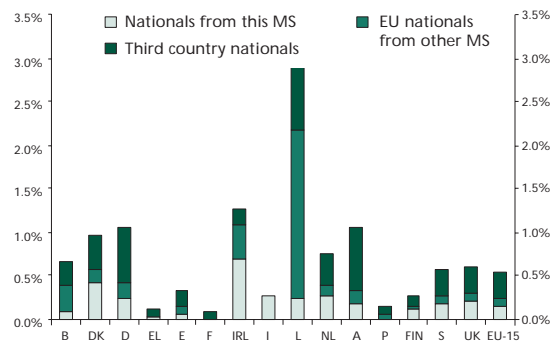
The study of population movements is a complex area which raises several data issues relating to availability, comparability and harmonisation of data sources²¹. The reliability of migration data is often dependent, among other things, on the willingness of people moving to register their change of residence in the place of departure as well as the place of arrival.

2.1.1 Growing migratory inflows of third country nationals

The flow of third country nationals entering the European Union is increasing. The available data collected by Eurostat from the Member States about the inflows are incomplete, come from different sources and are not fully homogenised. The data also do not take account of illegal immigrants, who do not appear in administrative registers. However, the existing data reveal some interesting trends:

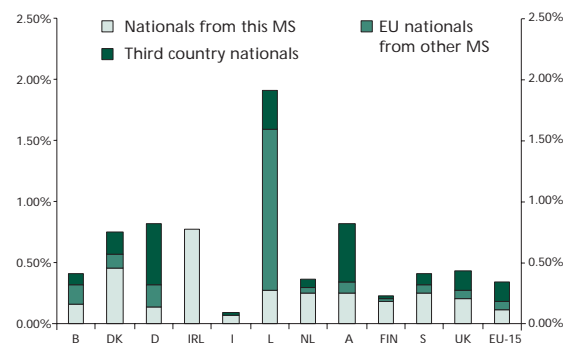
- **The total population entering EU Member States has increased over the last few years reaching around 2 million people...**: Eurostat data on inflows entering EU Member States show that the number of people moving from other countries (both EU citizens and third country nationals) is increasing. It is estimated that in 1999²² around 2 million people arrived into the 15 Member States, representing just over 0.5% of the total population, compared to almost 1.7 m in 1998 and 1.6 m in 1997²³.
- **... mainly due to the growth of the number of immigrants from third countries...**: Analysing the available data of all the moves towards the EU Member States for the 1997-99 period, the inflow of third country citizens increased from about 53% in 1997 to nearly 58% in 1999. The importance of immigration is relatively larger in Luxembourg (with an immigration rate of 3%), Ireland, Austria and Germany, while Southern countries are at the other end of the scale.
- **... while immigration of EU citizens has not changed significantly**: The number of Union citizens entering the 15 Member States has been relatively stable, so their shares within the total immigration flow have showed a decreasing trend over the last few years: the flows of EU nationals entering their own Member States has passed from 27% of the total inflows in 1997 to 24% in 1999, while the inflows

Graph 2 Inflows: immigration rate by citizenship, 1999



Source: Eurostat - Italian data are total immigrants, data for Greece and Denmark are from 1998. French and Greek data do not include nationals leaving their own MS.

Graph 3 Outflows: emigration rate by citizenship, 1999



Source: Eurostat - Data from Denmark are from 1998 and 1997 for Ireland. Data are not available for Greece, France and Portugal, and not complete for Spain. Irish data are total emigrants.

made by Union citizens entering a Member State different from their own nationality has decreased from 20% in 1997 to 18% in 1999.

- **Outflows from EU Member States are gradually decreasing**: The available data show that the number of people leaving Member States²⁴ has decreased from about 1.3 million in 1997 to nearly 1.2 million in 1999 (or around 0.3% of the EU population, using last available data). Around half of this number is made up of third country nationals, almost 30% are EU nationals leaving their own country and around 20% are EU citizens leaving other Member States. Again, Luxembourg (close to 2%), Austria, Germany and Ireland seem to have the largest relative outflows.

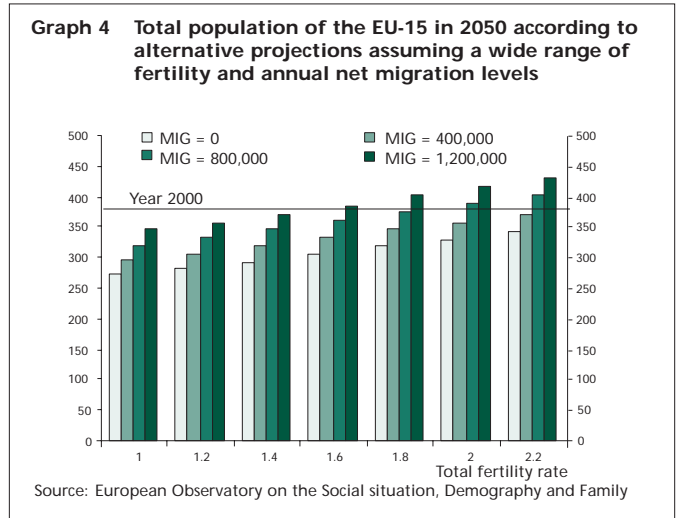
21 The systems of registration and accountability of population movements are quite different among the Member States

22 1996 data for Italy, 1998 data for Greece and Denmark.

23 Data on immigration flows are not available for Italy for the three years (or they are not complete); for Greece and Denmark in 1999; for Belgium and Ireland in 1998; and data are partial for Greece, France and Portugal in 1997.

24 Data on emigration flows are not available for France, Portugal and Greece in the period 1997-99, for Denmark in 1999, for Belgium in 1998 and for Italy and Ireland in 1998-1999.

- **As a consequence, total net flows are increasing:** The difference between the number of people entering and leaving the 15 Member States has been growing over the last few years. Using different methods²⁵, a figure of about 0.7 million people can be seen as a reasonable estimate of the positive net population flow entering the European Union in 1999 and 2000 compared with 0.5 million in 1997. This implies a positive yearly migration growth rate of about 0.2% of the total population, while the annual natural growth rate was around 0.1% in 1999 and 2000 (Eurostat estimation).
- **Positive net migration is mainly comprised of third country citizens:** almost 3/4 of the positive flows are third country nationals, only 12% are EU nationals entering their own Member State and around 15% are EU citizens entering another Member State.



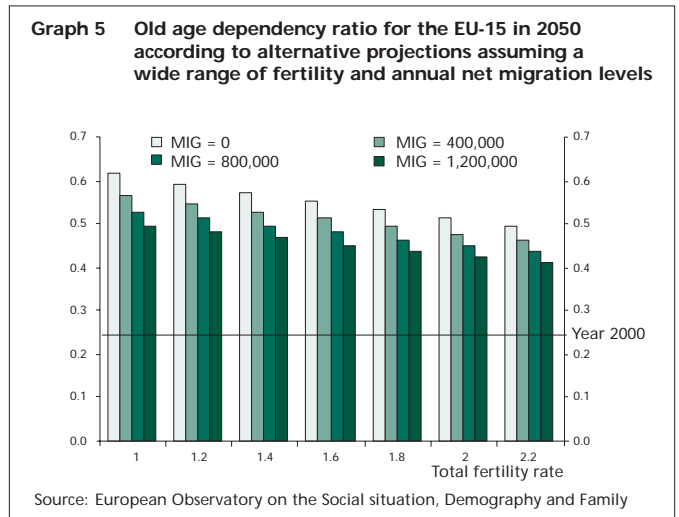
Can Immigration Compensate for Ageing in Europe?

One of the commonly debated issues relates to the possibilities offered by immigration growth for addressing the growing old age dependency in Europe which has implications for the labour market and the sustainability of pension systems. However, as the following analysis demonstrates, even high immigration scenarios could not compensate the growth of dependency due to population ageing.

Although the question "to what extent can the immigration of young adults from outside the EU compensate ageing?" has many political, economic and even cultural dimensions, only the strictly demographic dimension is considered here based on the analysis made by Sergei Sherbov for the European Observatory on the Social Situation, Demography and Family.

Graph 4 presents the results based on alternative population scenarios (combining different fertility and migratory assumptions) for the year 2050, with respect to the total population size of today's EU-15. It shows that total population size is a rather inert variable and even rather extreme combinations of assumptions affect it only very slowly. Population size only grows significantly in 2050 with fertility rates in excess of 1.8 (compared to 1.4 today) combined with an annual net migration of 1,200,000 or more.

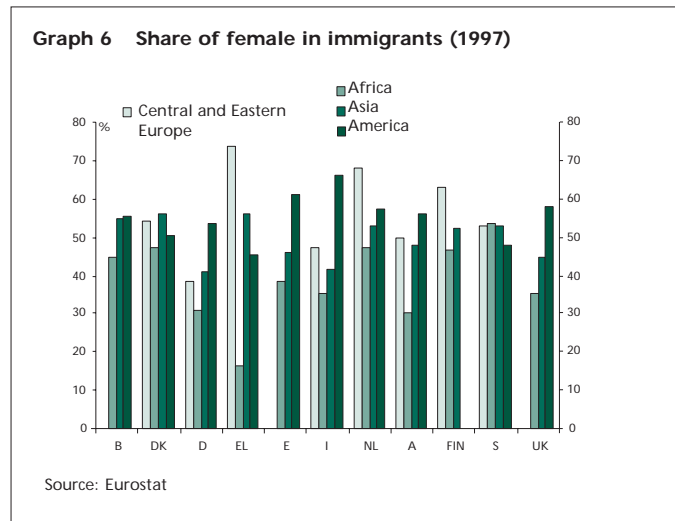
Graph 5 shows that the population age structure is expected to change more rapidly and more profoundly than population size. The graph plots the so-called old



age dependency ratio, which is defined here as the proportion of the population above age 65, divided by the population aged 15-64. At the level of the EU-15 this ratio is presently 0.24. Due to the inevitable changes that are mostly pre-programmed in the current age structure of the population, this ratio is bound to increase significantly under all scenarios. It is interesting to see that even annual net migration rates of around 1 million combined with higher fertility rates than today's level make little difference to the old age dependency ratio in 2050. In conclusion, immigration can contribute to filling certain specific gaps on the European labour market, but it can in no way stop or reverse the process of significant population ageing in Europe.

25 Using data on registered inflows and outflows, an estimated figure of almost 0.8 million immigrants in 1999 is found. Taking into account the fact that emigration data is habitually more under-recorded than immigration data, this figure is not very different to Eurostat's estimations of net migration using another method: The difference between total population growth and natural increase (births minus deaths). That method gives a positive net migration of 711.4 thousand people in 1999 and 680.4 thousand people in 2000.

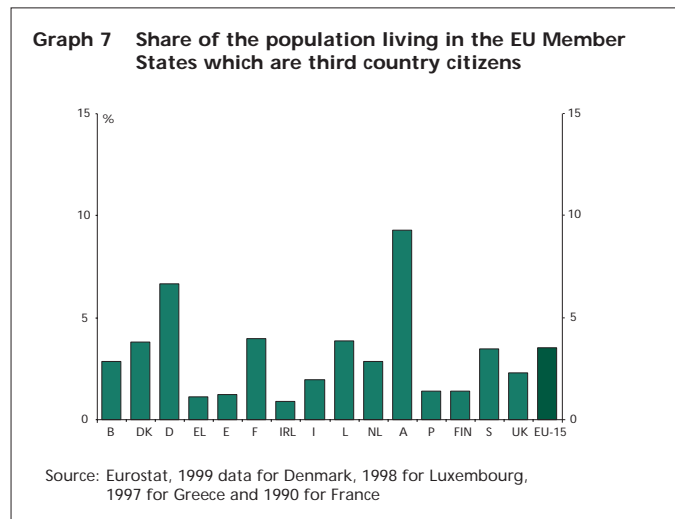
- Migration from outside the Union is not gender neutral:** Currently, differences between Member States in the share of male and female migratory inflows are very large. There are also considerable differences between immigrants of different origin. Women have a higher rate of labour migration in some Member States, particularly as demand for services and domestic workers has risen. The graph shows that women made up the largest percentage (more than 60%) of third country nationals coming from Central Europe to Greece, the Netherlands and Finland in 1997, while Spain and Italy attracted a larger share of women (compared to men) from Central and South America. In Germany there is more male immigration from Central and Eastern Europe and Africa.



2.1.2 The growing share of third country nationals living in the EU

The use of the stocks of population (number of people by nationality) by Member State provides some indication about the magnitude of these flows in the past and the socio-economic status of these people²⁶, although these data can only be considered as approximate (and probably under-estimating the real figures)²⁷.

Using the most recently published Eurostat data²⁸, more than 13 million people or 3.5% of the total EU population are third country citizens, compared with a figure of 8.4 million and a share of 2.3% in 1985. This share is much higher in Austria (9.3%) and in Germany (6.7%). These non-EU nationals can be broken down by the following main geographical groups:



- More than 3.5 million citizens from the applicant countries are now living in the Union:** According to Eurostat, Turkish nationals are by far the most common foreign nationality in the EU, amounting to 2.7 million persons. Of these, 77% are in Germany (2.1 million), where they make up 2.5% of the total German population. There are also 850,000 citizens from the other 12 applicant countries, with close to two thirds of them being located in Germany. Only two other nationalities show high-registered figures: around 450,000 Polish, of which two thirds are in Germany, and almost 160,000 Romanians.

- Nationals from the former Yugoslavia make up around 1.9 million people:** Almost two thirds of them are in Germany and another 18% are in Austria. The citizens of the new Federal Republic of Yugoslavia

(Serbia and Montenegro) are the most represented, with around 1 million people.

- Nationals from other European countries amount to more than half a million people.** Among this group, two nationalities are predominant: Russians and Albanians. The former group concentrate mainly in Germany while the latter in Greece.
- Nationals from North African countries living in the Union account for close to 2.3 million people,** with 1.2 million from Morocco, less than 0.7 million Algerians and almost 0.3 million Tunisians. Close to 90% of Algerians and 70% of Tunisians are living in France, while Moroccans are spread over a larger number of Member States.

26 It is important to note that a proportion of immigrants may acquire the citizenship of the host Member State (the laws of acquisition of citizenship varying from one Member State to another) and in addition there are descendants of migrants who maintain the nationality of their immigrant parents even though they were born in the host Member State and are not immigrants. Both these facts limit the scope of using nationality as an indication of the number of migrants who have entered a Member State.

27 Given the different sources used in each Member State to estimate the number of foreign citizens, and the fact that a considerable share of the non-nationals in several Member States are not registered.

28 Estimations for the year 1998, in EUROSTAT: "European Social Statistics – Migration", 2000 Edition. More recent data on population by citizenship can be found in the EUROSTAT database "NewCronos", where data for the year 2000 are available for all the countries, except for Denmark (last year with available data: 1999), Greece and Luxembourg (1998) and France (1990).

Map 3 Distribution of nationals from Turkey living in the EU NUTS2 regions²⁹



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 4 Distribution of nationals from Ex-Yugoslavia and Albania living in the EU NUTS2 regions



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 5 Distribution of nationals from Central and Eastern Applicant countries living in the EU NUTS2 regions



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 6 Distribution of nationals from North African countries living in the EU NUTS2 regions



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 7 Distribution of nationals from Sub-Saharan African countries living in the EU NUTS2 regions



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 8 Distribution of nationals from Asian countries living in the EU NUTS2 regions



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

29 For this set of maps, the relative size of the "dot" represents the share of people from particular countries living in a region of the EU-15 compared with the total number of people from the same countries living in the EU.

- **The rest of Africa shows just over 1 million nationals in the EU**, mainly concentrated in the UK (27%), France (23%), Germany (15%) and Portugal (9%).
- **Nationals from Asia amount to about 2.2 million people**: They show a wide range of nationalities. The most significant are Indians (close to a quarter of a million people), Pakistanis (nearly 185,000), and Chinese (more than 170,000). The majority of Indians and Pakistanis are concentrated in the UK, while Chinese are more widespread.
- **People from the rest of the world amount to less than one million**: Central and South American nationals account for almost 0.4 million people, one quarter of which are concentrated in Spain. North American nationals account for nearly 420,000 people, 80% from the USA, mainly concentrated in the UK and Germany. Oceania is represented by just over 100,000 nationals mainly concentrated, at around 80%, in the UK.

Fewer older people within the populations of third nationals living in the EU

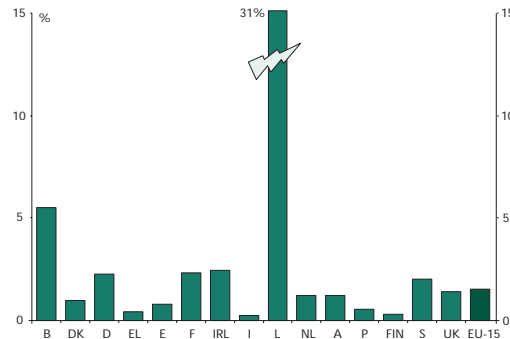
The old age dependency ratio (population aged 65+ / 15-64) is much lower in all third citizen populations compared with EU-nationals. This is not surprising as the majority of immigrants are of working age, and a share of them return to their country of origin when they reach retirement. The lowest value for this indicator is found (according to LFS data) among Turkish immigrants.

However, the situation is more diverse by nationality when the share of young people is analysed. Differences in fertility and family reunion patterns are the main sources of this diversity. Turkish people have the highest young dependency ratio (people aged less than 15 years old / 15-64), while the same indicator for immigrants coming from the other candidate countries is lower than the EU average.

2.1.3 Around 6 million EU citizens are living in other Member States

Eurostat data on stocks of people by citizenship allows the quantification of the number of Union citizens living in a Member State different to their own. This group is estimated at around 6 million people, making 1.6% of the total EU population. But big differences in the share exist among the Member States. Luxembourg shows the largest share of other EU citizens: These make up almost one third of the country's total population. Belgium has the second largest share, followed by Ireland and Germany with 2.3%.

Graph 8 Share of the national population which are EU citizens from other MS, 2000



Source: Eurostat; 1999 data for Denmark, 1998 for Luxembourg and Austria, 1997 for Greece, and 1990 for France

It is worth noting that the share of EU citizens living in other Member States has changed very little over the last two decades, remaining close to 1.5%. This stagnation is explained by the low levels of mobility between the EU Member States, which have consistently remained below the high levels observed in the 50's and 60's.

- **Germany has the highest number of Union citizens from other Member States living in it...**: almost 1.9 million, followed by France (1.3 million), UK (0.8) and Belgium (less than 0.6).
- **... while Italians and Portuguese are the largest groups of Union citizens living in other Member States**: More than 1.2 million Italians (equivalent to more than 2% of the national population) and almost one million Portuguese (equivalent to nearly 10 % of the national population) are living in other Member States. Italians are mostly living in Germany (half of them), France, Belgium and UK. In comparison, the Portuguese emigrants are mostly concentrated in France (more than two thirds of them, mainly in the region of Paris - île-de-France), Germany and Luxembourg (where they represent 13% of the total population). These large stocks of Italians and Portuguese living in other Member States are mainly the consequence of the large migration flows until the 70's. Currently, these two countries have positive net migration flows and low international mobility levels³⁰.
- **Six other EU nationalities have high numbers of persons living in other Member States**: 480,000 Irish (equivalent to 13% of the Irish population) live in other Member States (92% of them in UK), followed by 477,000 Spanish (with 45% in France and 27% in Germany), 455,000 British (25% in Germany, 17% in Spain, 15% in Ireland), 436,000 Greeks (nearly 85% in Germany), 395,000 French and 360,000 Germans.

30 For instance, the emigration rate for the year 1997 (last year with data available in EUROSTAT: "European Social Statistics – Migration", 2000 Edition) were 0.8 per 1000 population in Italy and 1 per 1000 population in Portugal, so the lowest emigration rate among all the Member States (data not available for Greece, Spain and France).

Map 9 Distribution of Italian citizens living in the EU NUTS2 regions (excluding Italy)



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 10 Distribution of Portuguese citizens living in the EU NUTS2 regions (excluding Portugal)



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 11 Distribution of Spanish citizens living in the EU NUTS2 regions (excluding Spain)



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

Map 12 Distribution of Greek citizens living in the EU NUTS2 regions (excluding Greece)



Source: Eurostat - LFS 2000 (this source has been used as updated registered data by citizenship at regional level and is not available in all the Member States).

- **Citizens from other Member States tend to concentrate in their main neighbour Member State:** 186,000 Austrians live in Germany out of a total of 219,000 Austrians living in other Member States; 148,000 Belgians, of which close to 80% live in the four adjacent Member States; there are 286,000 Dutch, of which two thirds live in Germany or Belgium; and 135,000 Finns, of which more than two thirds live in Sweden.
- **The majority of the EU nationals living in other Member States are of working age:** Data from LFS show that both young and old age dependency ratios are lower among the Union citizens living in other Member States than among those living in their own country. This concentration within the age 15-64 reflects the fact that migration to other

Member States is mainly linked with working reasons.

- **The household composition of EU citizens living in another Member State is different from the average patterns observed in the country of origin:** On average, Union citizens in other Member States live in smaller households (2.1 persons per household, LFS 2000 data) compared to nationals in their country of origin (2.4). The difference is mainly due to the fewer number of dependent children in the households of those living abroad.
- **Males are slightly more numerous than females:** data show a share of 52% of men among the EU nationals who live in other Member States, compared to 48.6% for those who live in their own country.

2.1.4 Residential mobility of the EU citizens in the 90's.

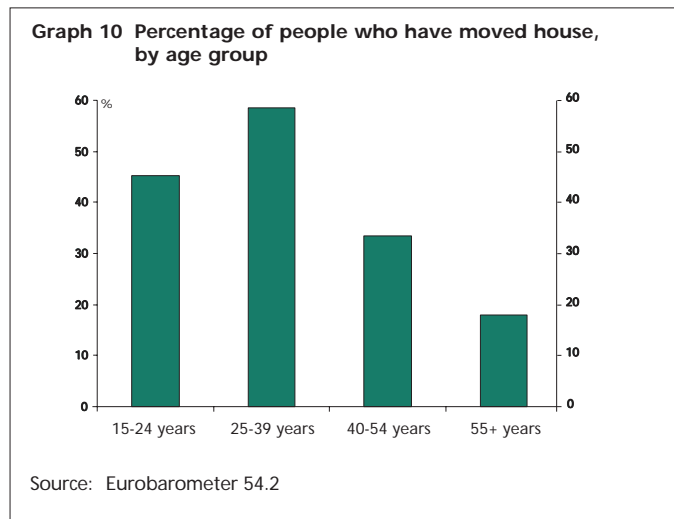
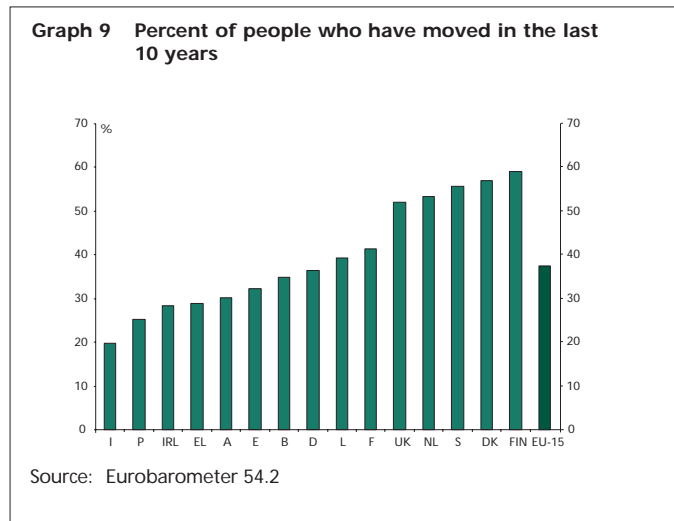
When examining mobility phenomena it is also interesting to consider residential mobility. According to a recent Eurobarometer survey³¹ European citizens do not change residence very often: 38% of them, on average, have moved at least once within the last ten years (an annual mobility rate of 7.3%, i.e. half of the American mobility levels). Of those who moved, the majority (58%) have done so only once, with 20% having moved house twice and 10% three times. But these European averages mask significant differences between the Member States. Moreover there is a clear North-South (plus Ireland) divide.

- Citizens from Northern Europe have changed residence more often within the last ten years...**: Finland has the highest level of geographical mobility: 59% of Finnish have changed residence at least once, followed by Danish, Swedish, Dutch and British. Moreover, these European Member States where most people have moved, are also the ones where people have moved house most often: This correlation is particularly strong in the Nordic countries, where the percentages of people who have moved house several times in ten years are greater than the European average. For example: 16% of Finnish, 14% of Danish and 12% of Swedish people who have moved house within the last ten years have done so five times (compared to an EU-15 average of 7%).

- ... while those from the South are more sedentary:** At the other end of the scale, the majority of citizens from Southern Europe (plus the Irish) did not move house in the last ten years. It is especially the case of Italians, who are the most sedentary citizens out of the fifteen Member States. Another indication of low mobility of citizens from the South is that of those who moved, most of them did it just once: 77% in Portugal, followed by Italy and Greece.

- There are no significant differences between men and women** since 38 % of men have changed residence at least once within the last ten years compared to 37 % of women.

- The 25-39 years age group move the most...**: People between 25 and 39 years of age show the largest percentage of moves since almost 60% of them have relocated at least once within the last ten years. People in the 15 to 24 age bracket come second at about 45%, followed by the 40 to 54 year olds at about 34%. People aged over 55 years old have moved house the least at about 18%.



The number of moves decreases with distance

The analysis above addresses all types of migrations, however, one can distinguish between several types of move when examining the proximity to the former place of residence. Moving to another house in the same city or village is the most common type of mobility, with other moves being less common as distance increases.

| Table 1 Moving house at least once... | EU-15 |
|---|-------|
| within the same town or village? | 68.2 |
| to another town or village, but within the same region? | 36.3 |
| to another region, but within the same country? | 21.2 |
| to another country, but one within the European Union? | 4.4 |
| to another country outside the European Union ? | 4.7 |

Source: Eurobarometer 54.2 (2001)

31 Eurobarometer 54.2 (2001)

- **Europeans move house most often within their own town or village:** Of the people that have moved house, more than 68% on average have moved at least once within the same city or town. Higher percentages are observed in Sweden (82%), Finland and the UK, and lower percentages are observed in Luxembourg (53%), France and Italy.

- **Moves within the same region are also quite common, while interregional mobility is relatively less common:** On average, more than a third of the people who moved during the last ten years chose a new place of residence in another city, town or village within the same region, while just over 20% of people relocated to another region of the same country. People from Mediterranean countries (followed by Irish) appear to be more reluctant when it comes to inter-regional mobility. Nevertheless, for these types of mobility the comparisons among Member States have to be relativised given the difficulties of interpretation caused by the concept “region” used in this survey³².

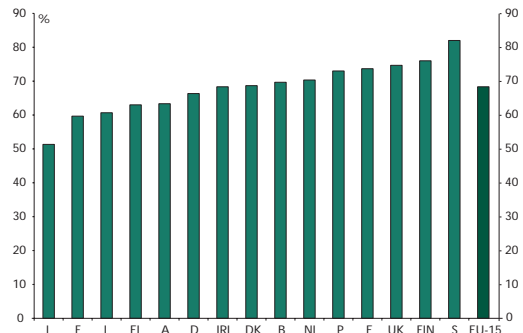
Young people are more attracted by Urban regions

Interregional mobility is mainly characterised firstly by the inflow into urban regions of young people, and secondly by the outflow of people reaching the end of their working age, and who are either going back to their home region or to coastal regions.

The graph illustrates these trends using Eurostat data at regional (NUTS-2) level for 9 main EU urban regions. The high positive inflow for the age groups between 15 and 24 years old indicates moving for reasons linked with studies or with the beginning of a professional career. After the age of 25 years, the flows become negative due to, firstly, the suburbanisation process linked with family mobility (see negative flows for small children) and, secondly, mobility at older ages linked with the end of the working period. As a consequence, urban areas tend to maintain a younger demographic structure compared to the EU-15 average.

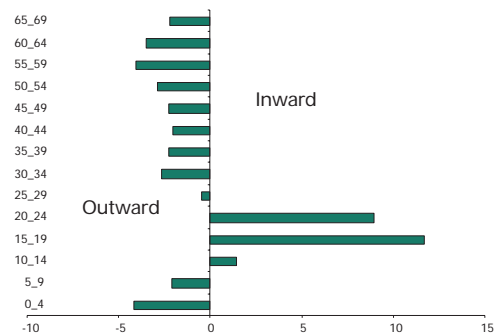
- **Mobility to another EU country is far less common...** Less than 5% of the people that have moved in the last decade have chosen a new home in a different country within the EU. Italian and Greeks show the lowest percentage at about 2% followed by people in the other southern countries. The only large deviations from the average are observed in Luxembourg³³

Graph 11 Percentage of people who have moved once or more within the same city or town within the last 10 years



Source: Eurobarometer 54.2

Graph 12 Net 5-year mobility rate in urban regions* - 1994-1999**



* Average (unweighted) of 9 urban (NUTS2) regions (Brussels, Berlin, Bremen, Hamburg, Vienna, Madrid, Ile-de-France, Stockholm, Zuid-Holland).

** All in 1994-1999 except Ile de France 1993-1998

Source: Eurostat

(around 20%), Ireland and Austria. This is not a pure coincidence given that these three countries, in the same order, have the highest annual immigration rate for the year 1999: 3%, 1.3% and 1.1% (See 2.1.1).

- **... as well as having lived in a country outside the EU:** Only about 5 % of those who have moved house in the last ten years have lived in a country outside the EU. The North/South divide appears again, with the Northern Europeans (plus people living in Austria, Ireland, Luxembourg and Germany³⁴) being among the individuals most involved in this type of migration, while Southern Europeans, and especially Italians (only 2%), are found at the lower end of this classification.

32 In this survey the concept of “region” is undefined and depends on the interpretation of the interviewee. In addition the size and population density of different regions within the EU vary considerably.

33 Luxembourg is a very specific case with a large share of its population being citizens of other EU Member States. The case of Ireland is also special: Irish people figure amongst the most sedentary citizens in Europe; but they are in the top group of mobility only when it comes to mobility from another country. The significantly high flows between Ireland and UK (and USA) could be the cause of this.

34 Austria and Germany are countries with significant level of shares of third-country nationals.

Higher mobility in the USA than in the EU, but with similar patterns

The study "An Overview of Labour Mobility in the United States" by F. W. Horvarth (U.S. Bureau of Labour Statistics) demonstrates that, while the United States is a highly mobile country (around 15% of Americans change residence each year, twice as much as the EU average), the main characteristics of these movements are not very different from those which have been found in the Eurobarometer for the Union.

As for the European Union, short-distance moves are predominant: The majority of geographical mobility in the United States relates to intra-county moves (almost 60%) while movements between different counties within the same State make up around 20% of the total annual movements, and 15% of the movements relate to moving between different states.

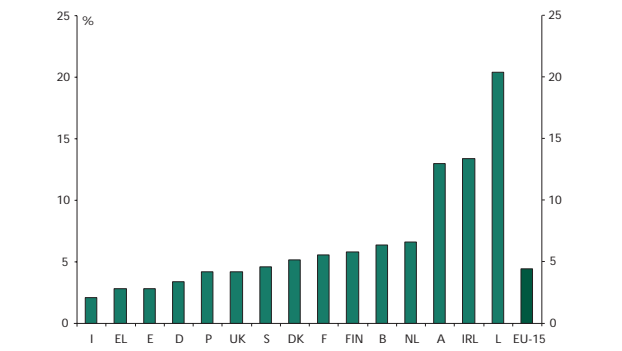
The reasons for moving in the United States are not very different from those found in the EU. Most of the short-distance movements are mainly related to housing and life-cycle considerations, while job-related reasons only concern 18% (20% for men, 16% for women) of the total mobility (slightly higher than the share of 15% observed in the EU). As also seems to be the case in Europe, the importance of housing and family reasons decreases with distance, whereas the share of work-related moves increases³⁵. Finally, unemployment does not seem to be a major factor behind most moves of Americans – the same pattern can be seen from the answers of EU citizens to the Eurobarometer.

People living in the EU essentially move house for family and housing reasons

In analysing the motivations of people in relation to changing residence, the following are the main outcomes of the Eurobarometer:

- **Family / personal reasons are the main motives for moving house...:** When the 38% of people who moved were asked what made them move house in the last ten years, 54% cited family and personal reasons as their motivation³⁶, followed by housing related reasons ("not satisfied with where you were living") with 18%.
- **... while motivations related to work concern only a small share:** Professional reasons only come in third place in terms of importance (15%). Financial reasons are cited by nearly 9% of the people who have

Graph 13 Percent of people who have moved to another country once or more within the European Union



Source: Eurobarometer 54.2

moved house and, finally, not liking the people in the area is the main reason for moving at about 3%. These results are in line with the main conclusions of a recent study about the mobility in the United States (see box above).

- **Family reasons affect more women, while work affects more men:** The suggestion "for family / personal reasons" was chosen by 57% of women and 51% of men, while 18% of men and 12% of women replied "for professional reasons". The other answers show few gender differences.
- **People below 39 years old moved more for work reasons:** All the age groups show a similar pattern of answers with a predominance of the family / personal reasons, but it is within 25-39 year olds that we find the greatest proportion of people citing professional reasons (17%), followed by 15-24 year olds (16%), compared with only 8% for 55 years old and over.
- **EU citizens are mainly satisfied with their place of residence...:** Looking at why 62% of European citizens have not moved house within the last ten years, most people declared to be satisfied with where they live. Cited in 81% of cases, this is the principle reason for their sedentary lifestyle. The level of satisfaction increases with the age of the people interviewed, with a maximum of 87% for those aged 55 and above. This "home sweet home" attitude eclipses all other reasons which might have explained why these citizens gave up the idea of moving house. Nevertheless, some other reasons, mainly financial or family (around 8% for each) were also highlighted as impediments to moving house.

35 Work-related moves represent only 6% of the movements within the same country, but about a quarter of the intra-State moves between different counties, one-third of the inter-State movements (within the same statistical region), and around one-half of the movements between States placed in different statistical regions (i.e. different parts of the country) of the USA.

36 The family / personal reasons are very often linked with the transitions to different stages of the life cycle -i.e. the change of residence can be caused by a marriage or the formation of a new couple, a birth, the independence from the parents' household, etc.

- **However, professional reasons emerge as an important factor driving future moves:** When the citizens who intend to move house within the next five years (19% of total) were questioned on the factors which may influence them to move, they cited the following three main reasons: family and personal reasons

in first position (46% of mentions), followed by professional reasons (27%) and reasons related to living conditions ("not satisfied with where I live", with 17%). It appears that the importance of work as a factor driving geographical mobility is gradually increasing, in terms of the perception of the EU citizens.

| Table 2 Reasons for changing residence... | ...in the next 5 years | ... in your most recent move |
|---|------------------------|------------------------------|
| For family or personal reasons | 45.9 % | 53.9 % |
| For professional reasons | 27.4 % | 15.2 % |
| You aren't (weren't) satisfied with where you live | 16.6 % | 18.0 % |
| Other reasons | 16.2 % | 16.2 % |
| For financial reasons | 9.9 % | 8.5 % |
| You don't like (didn't like) the people living in your area | 5.4 % | 3.4 % |

Source: Eurobarometer 54.2 (2001)

Annex I: Key social indicators per Member State

| no. | Key indicator | Unit | Year | EU-15 | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK |
|-----|---|-------|------|-------|------|------|-------|------|------|------|------|------|-------|------|------|------|------|------|------|
| 3 | Old age dependency ratio | % | 2000 | 24 | 26 | 22 | 24 | 26 | 25 | 24 | 17 | 27 | 21 | 20 | 23 | 23 | 22 | 27 | 24 |
| 4 | Net migration rate per 1000 inhab. | | 2000 | 2.0 | 1.6 | 1.8 | 2.5 | 2.1 | 1.0 | 0.8 | 5.3 | 2.0 | 10.9 | 2.8 | 2.4 | 1.0 | 0.7 | 1.5 | 2.8 |
| 5 | Early school-leavers not in further education or training | % | 2000 | 20* | 12 | 12 | 15 | 17 | 28 | 13 | 19° | 29 | 17 | 17 | 11° | 43 | 10 | 8 | : |
| 6 | Lifelong learning (adult participation in education and training) | % | 2000 | 8 | 7 | 21 | 5 | 1 | 5 | 3° | 5° | 5 | 5 | 16 | 8° | 3° | 20 | 22 | 21 |
| 7 | Employment rate | % | 2000 | 63.2 | 60.5 | 76.3 | 64.8* | 55.7 | 54.8 | 62.0 | 65.2 | 53.7 | 61.7* | 72.9 | 68.2 | 68.3 | 67.3 | 70.8 | 71.5 |
| 8 | Employment rate of older workers | % | 2000 | 37.5 | 25.0 | 54.6 | 37.4 | 39.0 | 36.6 | 29.3 | 45.1 | 27.3 | 27.2 | 37.9 | 29.2 | 51.7 | 41.2 | 64.3 | 50.5 |
| 9 | Unemployment rate | % | 2000 | 8.2 | 7.0 | 4.7 | 7.9 | 11.1 | 14.1 | 9.5 | 4.2 | 10.5 | 2.4 | 3.0 | 3.7 | 4.1 | 9.8 | 5.9 | 5.5 |
| 10 | Youth unemployment/population ratio | % | 2000 | 7.8 | 6.5 | 5.3 | 4.6 | 11.3 | 11.4 | 7.1 | 3.3 | 11.8 | 2.5 | 4.0 | 2.9 | 4.2 | 11.1 | 5.5 | 8.3 |
| 11 | Long-term unemployment rate | % | 2000 | 3.6 | 3.8 | 1.0 | 4.4 | 6.1 | 5.9 | 3.7 | 1.6 | 6.3 | 0.7 | 0.8 | 1.0 | 1.6 | 2.8 | 1.7 | 1.5 |
| 12 | Social protection expenditure as a percentage of GDP | % | 1999 | 27.6 | 28.2 | 29.4 | 29.6 | 25.5 | 20.0 | 30.3 | 14.7 | 25.3 | 21.9 | 28.1 | 28.6 | 22.9 | 26.7 | 32.9 | 26.9 |
| 13 | Old age and survivors benefits as a percentage of total social benefits | % | 1999 | 46.0 | 43.0 | 38.0 | 42.1 | 50.7 | 46.2 | 44.2 | 25.2 | 64.0 | 41.4 | 41.5 | 47.4 | 43.7 | 35.1 | 39.5 | 46.1 |
| 14 | Distribution of income (S80/S20 ratio) | Ratio | 1998 | 5.4 | 5.8 | 2.7 | 4.8 | 6.5 | 6.8 | 4.7 | 5.3 | 5.9 | 4.6 | 4.4 | 3.8 | 7.2 | 3.0 | 3.4 | 5.7 |
| 15a | Risk of poverty rate before social transfers | % | 1998 | 26 | 28 | 26 | 24 | 23 | 25 | 28 | 33 | 23 | 26 | 21 | 25 | 27 | 27 | 30 | 33 |
| 15b | Risk of poverty rate after social transfers | % | 1998 | 18 | 16 | 9 | 16 | 22 | 19 | 18 | 17 | 20 | 12 | 12 | 13 | 20 | 8 | 10 | 21 |
| 16 | People in jobless households | % | 2000 | 4.5 | 4.5 | : | 4.7 | 4.2 | 5.1 | 5.5 | 6.6 | 5.0 | 0.9 | 1.1 | 2.4 | 1.2 | : | : | 3.9 |
| 17 | Female share in national Parliaments | % | 2001 | 23 | 23 | 38 | 32 | 9 | 28 | 10 | 13 | 11 | 17 | 35 | 28 | 20 | 37 | 44 | 18 |
| 18 | Female employment rate | % | 2000 | 54.0 | 51.5 | 71.6 | 57.1* | 41.2 | 40.3 | 55.1 | 54.1 | 39.6 | 48.6° | 63.6 | 59.5 | 60.3 | 64.3 | 69.3 | 64.8 |
| 19 | Gender pay gap | % | 1998 | 84 | 93 | 90 | 81 | 87 | 86 | 88 | 80 | 91 | 83° | 79 | 79 | 94 | 82° | 82 | 76 |
| 20a | Life expectancy at birth - males | Years | 1999 | 74.6 | 74.3 | 74.0 | 74.5 | 75.5 | 75.3 | 74.9 | 73.5 | 75.5 | 73.7 | 75.2 | 74.4 | 71.7 | 73.7 | 77.1 | 74.8 |
| 20b | Life expectancy at birth - females | Years | 1999 | 80.9 | 80.5 | 78.8 | 80.6 | 80.6 | 82.5 | 82.3 | 79.1 | 81.8 | 80.5 | 80.5 | 80.9 | 78.9 | 81.0 | 81.9 | 79.7 |
| 20c | Disability-free life expectancy (at birth) - males | Years | 1996 | 63 | 65 | 62 | 63 | 67 | 65 | 60 | 64 | 67 | 61 | 63 | 62 | 59 | 56 | : | 61 |
| 20d | Disability-free life expectancy (at birth) - females | Years | 1996 | 66 | 69 | 62 | 69 | 70 | 68 | 63 | 67 | 70 | 64 | 63 | 66 | 61 | 59 | : | 62 |
| 21 | Quality of work (serious accidents at work) Index points (1994 = 100) | | 1998 | 90 | 116 | 121 | 89 | 79 | 115 | 89 | 96° | 88 | 105 | 91 | 93° | 93 | 88 | 118 | 79 |

° = See comment in the corresponding portrait. The figure may be from another year or may have some other limitation.

Reading note for each key indicator

- 3 EU-wide, the number of persons aged 65 and over corresponded to 24% of what is considered to be the working age population (15-64 years) in 2000.
- 4 The net migration rate for the EU in 2000 was 1,8 per 1000 inhabitants.
- 5 In 2000, 20% of 18-24 year-olds in the EU had left the education system without completing a qualification beyond lower secondary schooling.
- 6 EU-wide, 8% of the population aged 25-64 participated in education/training (in the last four weeks) in 2000.
- 7 63,2% of the EU population aged 15-64 were in employment in 2000.
- 8 37,5% of the EU population aged 55-64 were in employment in 2000.
- 9 8,2% of the EU labour force (those at work and those seeking work) were unemployed in 2000.
- 10 7,8% of the EU population aged 15-24 were unemployed in 2000.
- 11 3,6% of the EU labour force (those at work and those seeking work) had been unemployed for at least one year in 2000.
- 12 In 1999, EU social protection expenditure represented 27,6% of Gross Domestic Product (GDP).
- 13 EU-wide, old-age and survivors benefits make up the largest item of social protection expenditure (46,0% of total benefits in 1999).
- 14 At EU level, the bottom (poorest) 20% of the population received only 8% of total income in 1998, while the top (richest) 20% received 39% of total income, i.e. 5.4 times as much.
- 15a EU-wide before social transfers, 26% of the population would have been living below the poverty line in 1998.
- 15b EU-wide after social transfers, 18% of the population were actually living below the poverty line in 1998.
- 16 EU-wide, 4,5% of people living in active households (i.e. at least one person belongs to the labour force) were living in jobless households in 2000, i.e. no member of the household was in employment.
- 17 EU-wide, 23% of the seats in the national Parliaments (or Lower House) were occupied by women in 2001.
- 18 54,0% of the EU female population aged 15-64 were in employment in 2000.
- 19 EU-wide, the average gross hourly earnings of women were 84% of the average gross hourly earnings of men in 1998. The population consists of all paid employees aged 16-64 that are 'at work 15+ hours per week'.
- 20a The average life expectancy at birth of a male citizen in the EU was 74.6 years in 1999.
- 20b The average life expectancy at birth of a female citizen in the EU was 80.9 years in 1999.
- 20c On average, a male citizen in the EU should live to 63 without disability (1996 data).
- 20d On average, a female citizen in the EU should live to 66 without disability (1996 data).
- 21 EU-wide there occurred 10 % (100-10=90) less working accidents (resulting in more than three days' absence) per 100 000 persons in employment in 1998 than in 1994.

| 2 POPULATION (contd.) | EU-15 | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK |
|---|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Population by main group of citizenship. in percentages, 2000 (or latest data) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nationals | 95.0 | 91.7 | 95.2 | 91.1 | 98.5 | 98.0 | 94.4 | 96.7 | 97.8 | 65.1 | 95.9 | 90.7 | 98.1 | 98.3 | 94.5 | 96.1 |
| Foreigners | 5.0 | 8.3 | 4.8 | 8.9 | 1.5 | 2.0 | 5.6 | 3.3 | 2.2 | 34.9 | 4.1 | 9.3 | 1.9 | 1.7 | 5.5 | 3.9 |
| Nationals of other | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EU Member State | 1.5 | 5.5 | 1.0 | 2.3 | 0.4 | 0.8 | 2.0 | 2.4 | 0.3 | 31.0 | 1.2 | 1.2 | 0.5 | 0.3 | 2.0 | 1.5 |
| Non EU nationals | 3.4 | 2.8 | 3.8 | 6.7 | 1.1 | 1.2 | 3.5 | 0.9 | 1.9 | 3.8 | 2.9 | 7.9 | 1.4 | 1.4 | 3.5 | 2.5 |

DK: 1999, EL: 1997, F: 1999, L: 1998, UK: 1999, A: breakdown for foreigners: 1998.

Asylum applications, 1000s

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|-------|------|------|-------|-----|------|------|-----|------|-----|------|------|-----|-----|------|------|
| 1990 | 397.0 | 12.9 | 5.3 | 193.1 | 4.1 | 8.6 | 54.8 | 0.1 | 3.6 | 0.1 | 21.2 | 22.8 | 0.1 | 2.7 | 29.4 | 38.2 |
| 1991 | 511.2 | 15.4 | 4.6 | 256.1 | 2.7 | 8.1 | 47.4 | 0.0 | 24.5 | 0.2 | 21.6 | 27.3 | 0.2 | 2.1 | 27.4 | 73.4 |
| 1992 | 672.4 | 17.7 | 13.9 | 438.2 | 2.1 | 11.7 | 28.9 | 0.0 | 2.6 | 0.1 | 20.3 | 16.2 | 0.7 | 3.6 | 84.0 | 32.3 |
| 1993 | 516.7 | 26.7 | 14.3 | 322.6 | 0.9 | 12.6 | 27.6 | 0.1 | 1.3 | 0.2 | 35.4 | 4.7 | 2.1 | 2.0 | 37.6 | 28.5 |
| 1994 | 300.3 | 14.3 | 6.7 | 127.2 | 1.1 | 12.0 | 26.0 | 0.4 | 1.8 | 0.3 | 52.6 | 5.1 | 0.6 | 0.8 | 18.6 | 32.8 |
| 1995 | 263.7 | 11.4 | 5.1 | 127.9 | 1.3 | 5.7 | 20.4 | 0.4 | 1.8 | 0.3 | 29.3 | 5.9 | 0.3 | 0.8 | 9.0 | 44.0 |
| 1996 | 227.8 | 12.4 | 5.9 | 117.3 | 1.6 | 4.7 | 17.4 | 1.2 | 0.7 | 0.3 | 22.9 | 7.0 | 0.3 | 0.7 | 5.8 | 29.6 |
| 1997 | 242.8 | 11.8 | 5.1 | 104.4 | 4.4 | 5.0 | 21.4 | 3.9 | 1.9 | 0.4 | 34.4 | 6.7 | 0.3 | 1.0 | 9.7 | 32.5 |
| 1998 | 295.5 | 22.0 | 5.7 | 98.6 | 3.0 | 4.9 | 22.4 | 4.6 | 13.1 | 1.7 | 45.2 | 13.8 | 0.4 | 1.3 | 12.8 | 46.0 |
| 1999 | 352.5 | 35.7 | 6.5 | 95.1 | 1.5 | 8.4 | 30.9 | 7.7 | 18.5 | 2.9 | 39.3 | 20.1 | 0.3 | 3.1 | 11.2 | 71.2 |
| Rate per 1 000 inhabitants, 1999 | 0.9 | 3.5 | 1.2 | 1.2 | 0.1 | 0.2 | 0.5 | 2.1 | 0.3 | 6.8 | 2.5 | 2.5 | 0.0 | 0.6 | 1.3 | 1.2 |

B: excluding dependent children. Figure for 1999 is calculated as the sum of monthly data supplied to Eurostat, I: excluding dependent children, DK: excluding applications made outside Denmark and rejected applications at the border, D: excluding repeat applications. Includes dependent children if the parents requested asylum for them, EL: figures for 1989-92 are the sum of the applications registered with the Greek authorities and those registered with UNHCR (United Nations High Commission for Refugees). E: up to 1998 - excluding dependants; 1999 - including dependants, F: excluding children and some accompanying adults, NL, A: excluding displaced persons from the former Yugoslavia granted exceptional leave to remain, S: excluding repeat applications, UK: excluding dependents.

Source: Eurostat - Migration Statistics.

Number of households (thousands), 2000

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| | 154 332 | 4 314 | 2 434 | 37 478 | 3 886 | 12 982 | 24 411 | 1 192 | 21 660 | 164 | 6 822 | 3 264 | 3 389 | 2 373 | 4 369 | 25 597 |
|--|---------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|--------|

Average number of persons per household

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| 1981/82 | 2.8 | 2.7 | 2.4 | 2.5 | 3.1 | 3.6 | 2.7 | 3.6 | 3.0 | 2.8 | 2.8 | 2.7 | 3.3 | 2.6 | 2.3 | 2.7 |
| 2000 | 2.4 | 2.4 | 2.2 | 2.2 | 2.7 | 3.0 | 2.4 | 3.0 | 2.6 | 2.6 | 2.3 | 2.4 | 2.9 | 2.2 | 2.0 | 2.3 |

IRL: 1997, DK, FIN, S: data from national sources. Source: Eurostat - Censuses of Population (1981/82). European Union Labour Force Survey (2000).

Population living in private households by household type, 2000

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Total population | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 1 adult without dependent children | 12 | 12 | 17 | 16 | 8 | 5 | 13 | 7 | 9 | 10 | 14 | 12 | 5 | 17 | 20 | 13 |
| ... aged under 30 | 2 | 1 | 4 | 3 | 1 | 0 | 2 | 1 | 0 | 2 | 3 | 2 | 0 | 4 | 5 | 2 |
| ... aged 30-64 | 5 | 5 | 7 | 7 | 3 | 2 | 5 | 3 | 3 | 5 | 6 | 6 | 1 | 8 | 9 | 6 |
| ... aged 65 or more | 5 | 6 | 6 | 6 | 4 | 3 | 5 | 3 | 5 | 4 | 5 | 5 | 3 | 6 | 6 | 6 |
| ... Male | 5 | 5 | 8 | 7 | 3 | 2 | 5 | 4 | 3 | 4 | 6 | 5 | 1 | 7 | 10 | 6 |
| aged under 30 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 2 | 3 | 1 |
| aged 30-64 | 3 | 3 | 4 | 4 | 1 | 1 | 3 | 2 | 2 | 3 | 4 | 3 | 1 | 4 | 5 | 3 |
| aged 65 or more | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| ... Female | 7 | 8 | 9 | 9 | 5 | 3 | 8 | 4 | 6 | 5 | 8 | 8 | 3 | 10 | 10 | 7 |
| aged under 30 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 2 | 1 |
| aged 30-64 | 2 | 2 | 2 | 3 | 1 | 1 | 3 | 1 | 2 | 2 | 3 | 3 | 1 | 4 | 3 | 3 |
| aged 65 or more | 4 | 5 | 5 | 5 | 3 | 2 | 4 | 2 | 4 | 3 | 4 | 4 | 2 | 4 | 5 | 4 |
| 2 adults without dependent children | 24 | 25 | 28 | 29 | 22 | 17 | 25 | 14 | 18 | 19 | 29 | 23 | 16 | 26 | 25 | 27 |
| ... both younger 65 | 14 | 14 | 19 | 18 | 9 | 7 | 15 | 8 | 8 | 12 | 20 | 14 | 8 | 16 | 15 | 17 |
| ... at least one aged 65 or more | 10 | 11 | 9 | 11 | 13 | 10 | 10 | 6 | 10 | 7 | 9 | 9 | 9 | 9 | 10 | 10 |
| 3 or more adults without dependent children | 14 | 11 | 8 | 10 | 21 | 23 | 8 | 13 | 21 | 12 | 10 | 15 | 18 | 5 | 1 | 11 |
| 1 adult with dependent children | 4 | 5 | 3 | 4 | 2 | 2 | 5 | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 5 | 7 | 8 |
| 2 adults with dependent children | 35 | 40 | 35 | 33 | 34 | 34 | 42 | 39 | 36 | 44 | 35 | 33 | 38 | 41 | 45 | 32 |
| ... 1 child | 11 | 12 | 11 | 12 | 10 | 11 | 12 | 8 | 13 | 14 | 9 | 11 | 16 | 13 | 12 | 9 |
| ... 2 children | 17 | 17 | 15 | 15 | 18 | 18 | 18 | 15 | 18 | 19 | 17 | 16 | 17 | 17 | 20 | 15 |
| ... 3 or more children | 8 | 11 | 9 | 6 | 5 | 5 | 12 | 17 | 5 | 11 | 8 | 6 | 5 | 11 | 13 | 9 |
| 3 or more adults with dependent children | 11 | 7 | 10 | 7 | 13 | 20 | 8 | 24 | 13 | 12 | 9 | 14 | 20 | 6 | 1 | 8 |

Note: Dependent children include all children younger than 15 years plus all those persons aged 15-24 who are economically inactive (mainly in education) and who are living with at least one of their parents.

Source: Eurostat - European Labour Force Survey 2000. DK, IRL, FIN, S: 1997. European Community Household Panel. UDB September 2001.

4

Migration and asylum

Since 1989, net migration has been the main component of annual population change in the Union. In 2000, the annual net migration rate was 2.0 per 1 000 population, representing around 65% of total population growth. Around 5% of the EU population are non-nationals (3.4% are non-EU nationals and 1.5% EU nationals). In 1999, there were just over 400 000 asylum applications in the fifteen Member States.

Important role of international migration in population growth

Since the mid-1980s, international migration has rapidly gained importance as a major determinant of population growth. Over the last five years it has contributed 70% of the increase. It now represents just under 700 000 people per annum. Without positive net migration the populations of Germany, Greece, Italy and Sweden would be in decline.

18 million non-nationals in the EU, of which 13 million are non-EU nationals

The total number of non-nationals living in the fifteen Member States in 1999 was around 18 million, the equivalent of 4.9% of the total population. In 1990, the comparable figure was 4.1%. Belgium, Germany and Austria have sizeable non-national populations (around 9%). Next come France and Sweden with about 6%. Luxembourg is a unique case with non-nationals accounting for just over one-third of the population. Differences between countries in terms of non-national populations partly reflect differences in national legislation on the acquisition of citizenship.

Among the non-nationals, around one-third (six million persons) are citizens of another EU Member State and the remaining two-thirds are citizens of countries outside the Union. Belgium, Ireland and Luxembourg are the only countries where other EU nationals outnumber non-EU nationals.

The two largest groups of non-nationals living in the Union are Turkish citizens (around 2.5 million in 1998, of which 2.1 million in Germany) and citizens of the former Republics of Yugoslavia (around 2 million, of which 0.7 million in Germany).

Around 1.1 million recorded immigrants into the EU in 1999 were non-EU citizens

In 1999, the number of persons recorded as migrating into the fifteen Member States was estimated at just over 2.0 million. Around 1.1 million were citizens of a non-EU country. Germany recorded the highest immigration flow of non-EU nationals (539 000), followed by the United Kingdom (177 000) and Italy (123 000 in 1997).

352 500 asylum requests in the EU in 1999

After peaking at 672 400 in 1992, the number of asylum applications in the EU fell to 227 800 in 1996. Thereafter, the trend is upward. In 1999, an estimated 352 500 requests for asylum were made in the EU, a rise of around 19% on the 1998 figure.

The largest increases (in absolute terms between 1998 and 1999) took place in the United Kingdom (+ 25 100) and Belgium (+ 13 800). In relative terms, Finland, Luxembourg, Spain, Ireland, Belgium and the United Kingdom experienced strong rises (more than 50%), largely as a result of the entry of a relatively large group of persons from former Republics of Yugoslavia.

In 1999, Germany received the largest number of applications (95 100) followed by the United Kingdom (71 200), the Netherlands (39 300), Belgium (35 700) and France (30 900). In terms of overall population, Belgium (3.5 applicants per 1 000 inhabitants), Austria (2.5), the Netherlands (2.5) and Ireland (2.1) had the highest rates of asylum requests (excluding Luxembourg with a rate of 6.8 per 1000 inhabitants although the number of applications was less than 3 000).

Policy context

The Treaty of Amsterdam introduced a new Title IV (Visas, asylum, immigration and other policies related to free movement of persons) into the EC Treaty. It covers the following fields: free movement of persons; controls on external borders; asylum, immigration and safeguarding of the rights of third-country nationals; judicial cooperation in civil and criminal matters and administrative cooperation.

The Treaty of Amsterdam thus establishes Community competence in the fields of immigration and asylum.

The European Council at its meeting in Tampere in October 1999 called for the development of a common EU policy in these areas including the following elements: partnership with countries of origin, a common European asylum system, fair treatment of third country nationals and management of migration flows. A detailed programme of action is set out in the "Scoreboard to review progress on the creation of an area of freedom, security and justice in the European Union" (Biannual update COM (2001) 628). The Commission has already put forward proposals for the establishment of a common asylum procedure and a uniform status (COM(2000)755 final and COM(2001)710

final) and for a Community immigration policy (COM(2000)757 and COM(2001)387) together with a number of Directives which will be followed by others setting out the necessary legal framework.

Furthermore, following the Treaty of Amsterdam, asylum and migration are transferred from the intergovernmental third pillar to the community first pillar, with decisions in these fields being shaped in Community instruments such as directives.

Methodological notes

Source: Eurostat - Migration Statistics.

Population growth rates represent the relative increase of the total population per 1 000 inhabitants during the year(s) in question. The increase in total population is made up of the natural increase (live births less deaths) and net migration. Net migration is estimated on the basis of the difference between population change and natural increase (corrected net migration rate per 1 000 inhabitants).

Total immigration flows include immigration of nationals and non-nationals. Different Member States apply different definitions of migration. Often, statistics are based on a person registering as a resident in another

country or on a stated intention to stay longer than a certain period in a country (typically twelve months or more).

Some dependents are included in some countries and excluded in others. The same applies to repeat applications. The details are given in the table "Asylum applications" in the part "2 POPULATION" in Annex II.

Links to other parts of the report

Population, households and families (3.2), Population (Annexes II and IV)

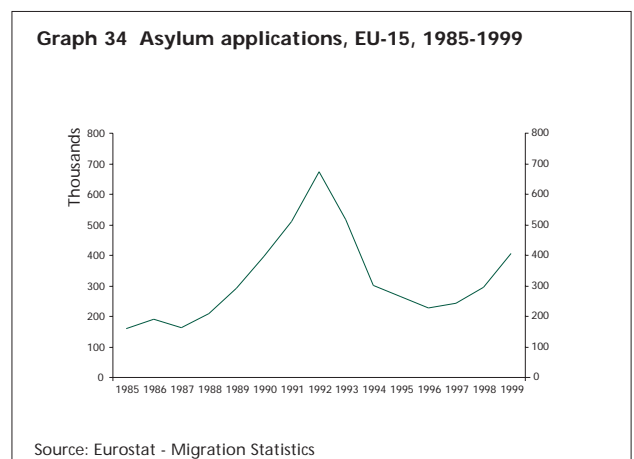
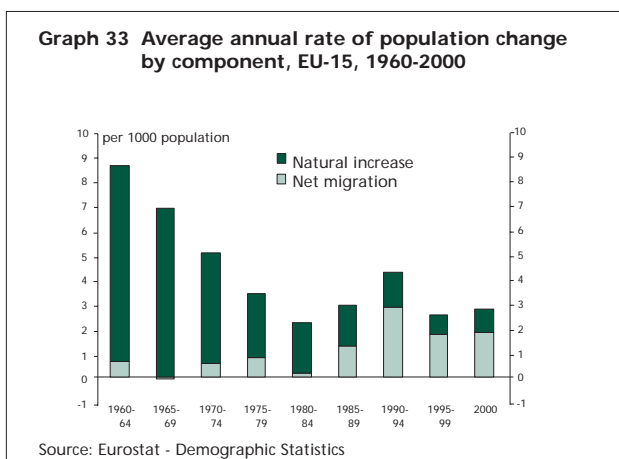
Further reading

- "European social statistics - Migration", 2001 edition. Eurostat.
- "European social statistics - Demography", 2001 edition. Eurostat.
- Statistics in Focus (Population and social conditions): "First results of the demographic data collection for 2000 in Europe", No.15/2001. Eurostat.
- "Patterns and trends in international migration in Western Europe", 2000. Eurostat.
- "Migrants' insertion in the informal economy, deviant behaviour and the impact of receiving societies", European Commission DG Research report 2000.

Key indicator

| | EU-15 | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK |
|--|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------|-----|------|-----|-----|------|-----|-----|-----|
| Net migration rate (per 1 000 population) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 2.0 | 1.6 | 1.8 | 2.5 | 2.1 | 1.0 | 0.8 | 5.3 | 2.0 | 10.9 | 2.8 | 2.4 | 1.0 | 0.7 | 1.5 | 2.8 |
| Average annual net migration rate | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1995-99 | 1.8 | 1.1 | 3.0 | 2.5 | 1.9 | 1.1 | 0.7 | 4.3 | 2.1 | 10.0 | 2.0 | 1.0 | 1.1 | 0.8 | 1.1 | 2.0 |
| 1990-94 | 2.9 | 1.9 | 2.0 | 7.0 | 5.7 | 0.4 | 1.3 | -0.4 | 1.9 | 10.5 | 2.7 | 7.5 | -1.3 | 1.8 | 3.7 | 1.3 |

Source: Eurostat - Demographic Statistics



Définition de la Mondialisation

C'est dans les années 90, dans la période de l'après-guerre froide, que naît le phénomène de mondialisation.

La mondialisation peut être définie comme un processus multiséculaire de contraction de l'espace et du temps, par la multiplication des flux et des réseaux entre toutes les parties de la planète.

À la fin du XXème siècle s'opère une poussée de la mondialisation: ouverture et dislocation de tous les espaces clos (bloc soviétique, Chine maoïste, Inde...), intensification du commerce et des investissements internationaux,

épanouissement de techniques facilitant formidablement les communications.

La terre semble donc tenue ensemble par un maillage de plus en plus dense, bien que très inégal d'une région à l'autre.

La mondialisation est une révolution ou, plus exactement, une étape dans la dynamique qu'ont mise en branle, au XVIème siècle, les Grandes découvertes puis, à la fin du XVIIIème siècle, les révolutions industrielle et démocratique.

*P. Moreau Defarges
in Cahiers français n°305
"Mondialisation et gouvernance"
© La Documentation française 2001*

L'Europe



Le otballeur et l'immigré



De la mondialisation nous ne considérons, le plus souvent, que le flux des marchandises qui déborde les espaces nationaux. En réalité, la mondialisation est comme l'air qu'on respire. Le vaste monde entre aussi bien chez nous par les flux d'immigrés. Comme il entre par le son et l'image. Ainsi de la Coupe du monde de football, qui nous "délocalise" de son mieux.

Parce qu'il est le plus mondial de tous les spectacles, le football électrise le globe. Tous les quatre ans, pour sa Coupe du monde, le village planétaire s'offre, dans son arène télévisée, un concentré de mondialisation. Avec, bien sûr, là comme ailleurs, le meilleur et le pire!



Le meilleur? Oui: la beauté du spectacle sportif répandue à tous les coins de la planète; le rapprochement des peuples dans le kaléidoscope des races et des continents; la fierté des humiliés du monde ancien, qui trouvent un bref mais éclatant exutoire aux talents des favelas, des bidonvilles d'Afrique ou du bitume banlieusard; l'apprentissage de la règle d'un vieux jeu occidental par des peuples enfoncés dans la nuit de la misère. "*La morale et ses obligations*, disait Camus, *c'est au football que je le dois*". Pour des millions de gamins égarés entre leur culture native et la culture d'adoption, le jeu avec ses conventions inculque un embryon de discipline. C'est peu, mais mieux que rien!

Hélas, le même tournoi disperse aussi ses vilénies. Elles s'étalent dans cette comédie planétaire comme une caricature des vices que la mondialisation n'abolira pas. C'est d'abord l'hystérie des passions nationales: tribus vociférantes de supporters, xénophobies déchaînées des presses de caniveau. Le football était un sport; il devient pour quatre semaines et, comme la guerre, "*la continuation de la politique par d'autres moyens*"... Les chefs d'Etat ne s'y trompent pas, qui caressent leurs champions, certains que leurs exploits influent sur l'humeur nationale.



Voilà belle lurette qu'en se faisant spectacle le sport a perdu de son élégante gratuité. Il était un ornement de civilisation. Le fair-play passait pour un héritage ludique de l'honneur. Les caméras l'ont tué: le chauvinisme, l'énormité des intérêts financiers et le star-sys-



tem l'ont avili. Ils font craquer des règles d'ailleurs bancales. La tricherie et la simulation s'acharnent à démentir "*la glorieuse incertitude du sport*". L'arbitrage humain défaille devant le verdict de la vidéo instantanée et de ses ralentis: environ 800 millions de téléspectateurs voient ce que l'arbitre n'a pas vu. A cette bamboula mondiale il ne manque plus, ma parole, qu'un tribunal international pour trancher entre des vaincus en transe et des arbitres dévalés... Peu chère!

Oublions ces outrances! Et voyons plutôt que, pour saluer leurs champions, les manifestations exaltées des fortes communautés ici et là immigrées -les Coréens du Canada, les Sénégalais de Paris, les Turcs d'Allemagne- nous instruisent en passant sur une autre version du mondialisme: l'immense remue-ménage migratoire qui agite tous les continents. La mondialisation a mis son grand pied dans la fourmilière humaine. Il n'est presque plus de peuples pauvres où les vocations à la migration ne soient multipliées par le spectacle télévisé des eldorados et les occasions nouvelles qu'offrent les transports modernes, la perméabilité des frontières et l'aménité des régimes d'asile.

C'est un mouvement brownien qui, partout, s'accélère. Aux grandes migrations "classiques" du Sud vers le Nord -celles des "Latinos" catholiques d'Amérique centrale qui rognent aux Etats-Unis la dominance protestante et anglo-saxonne, celles des pays d'Afrique maghrébine et noire vers l'Europe- s'ajoutent désormais les courants Est-Ouest, comme ceux des anciens pays communistes, Roumains, Bulgares, Albanais, ou ceux des nationalismes sacrifiés des Kurdes ou des Arméniens. Et l'on voit un pays comme le Portugal, qui fournit à la France 550000 immigrés, ouvrir, bon gré mal gré, son propre marché du travail aux Ukrainiens faméliques dégringolés jusqu'à Lisbonne. Les boat people qui furent jadis d'Asie fourmillent désormais à toutes les portes de l'Europe: ils s'échouent en Italie sur la côte Adriatique comme ils s'échouent en Andalousie. Et l'Italie et l'Espagne, qui furent, dans l'Histoire, parmi les plus nombreux et industriels émigrants d'Europe, ne cessent de se protéger contre des émules indésirés.

Notre Europe deux fois vieillissante -par sa faible natalité et la longévité de ses vieillards- s'affairait, dimanche, à Séville, pour limiter le déferlement chez elle des clandestins. On lui souhaite bonne chance, tout en sachant l'immigration inéluctable. On peut freiner la clandestine et contrôler enfin une immigration voulue, sélective et organisée. Mais, pour le reste, la démographie parle d'elle-même: les vieux riches ne pourront pas se passer des jeunes pauvres.

Entre la fièvre du football et les fièvres migratoires frémit ainsi un même signal. Autour du globe comme autour du ballon rond, de nouveaux candidats mettent, comme on dit, la pression...

Les sirènes andalouses de Tarifa

Pour les jeunes Marocains au chômage, la côte espagnole annonce l'eldorado européen

On voit juste une petite tache, au bout de sa chaussure. Au soleil, on la distingue à peine, mais Hicham s'acharne avec un vieux chiffon pour la faire disparaître. Cette paire d'Adidas achetée d'occasion, c'est son sauf-conduit. Son arme secrète, avec la fausse Lacoste roulée dans un plastique, à côté de l'indispensable téléphone portable.

Plus encore que sur l'optimisme de ses 22 ans, son teint clair et ses cheveux qu'il décolore à l'eau salée, c'est sur cet attirail "occidental" qu'il compte pour passer inaperçu lorsqu'il parviendra de l'autre côté du détroit.

C'est pour cela qu'il aime venir ici, sur les hauts de Marshant, qui émergent de la brume au-dessus de Tanger comme un grand voilier prêt à appareiller. C'est la promesse de cet autre voyage, clandestin celui-là, qu'il fera bientôt à présent qui lui a permis de réunir les 1000 euros de la traversée. Un homme de main du "passeur" est venu le relancer, hier soir, dans sa pension suffocante du souk Dakhil. Le quartier des candidats à l'immigration près du port. Il y flotte une odeur forte d'épices, d'urine et de poisson qui pour beaucoup est aussi celle de l'espoir. Et là, parmi les mille et un petits trafics où le "chocolat", la résine de haschich, a sa place, se nouent bien des destins.

A Marshant au moins, Hicham respire. Il peut même rêver. Entre les tombes puniques à l'abandon

qu'il fait visiter aux touristes, lui le fils de paysan, qui, après trois ans de sécheresse, a abandonné son village désolé de Yaiche, au pied de l'Atlas, il apprivoise tout à loisir cette mer immense qu'il n'avait jamais vue il y a seulement deux mois. Et, tout au bout, floue et attirante comme un mirage obsédant, la côte andalouse.

L'Espagne, c'est la porte d'entrée blindée de cet eldorado protégé qu'est l'Europe pour une majorité de jeunes Marocains frustrés

Entre Tanger et Tarifa, il n'y a que 14 kilomètres, près de quatre mille noyés y ont été repêchés en cinq ans.

par le chômage (20%) et une ouverture démocratique qui se fait attendre. A moins que ce ne soit, comme l'explique le professeur d'économie Hassan Tahiri, *"l'effet des visas imposés après Schengen et accordés au compte-gouttes qui donne aux jeunes l'impression d'être dans une prison à vie chez nous. Sans compter les ravages de la télévision par satellite, qui montre un modèle européen plein d'opportunités faciles, de voitures et de libertés"*.

Entre Tanger et Tarifa, en face, il n'y a que 14 kilomètres. Quatorze kilomètres de fosse commune: près de 4000 noyés repêchés en cinq ans, d'après les ONG. Et autant jamais retrouvés. Mais comment résister aux riches sirènes andalouses de Tarifa? Même pour Hicham, l'ingénu qui ne sait pas conduire, le bonheur et la réussite

s'appellent Renault, Peugeot ou Toyota. Dans un sondage, 82% des lycéens marocains et 90% de ceux qui n'ont pas un travail stable ne disent-ils pas vouloir "partir pour l'Europe"? Alors, chaque année, cent mille tentent la traversée clandestinement. Une aventure individuelle devenue en cinq ans un tour organisé aux mains de mafias de passeurs. La Brigade centrale de la police espagnole en désarticule deux cents ou plus par an. Selon les explications de l'un de ses responsables, le travail est réparti en trois

phases. D'abord, une équipe de démarcheurs locaux va dans le Rif et les régions agricoles, surtout Khouribga et Beni Mellal, pénalisées par la sécheresse, susciter des candidats. A Khouribga, les chiffres réunis par l'Afvic, l'Association des familles et victimes de l'immigration clandestine, créée sur place en 2001 pour lutter contre ce fléau, sont accablants: huit familles sur dix touchées par l'immigration et trente morts, noyés, en un an.

Ensuite, les futurs immigrés sont dirigés sur Nador ou Tanger et pris en main par les aides du patero (patron de la patera, la barque), entassés dans des pensions ou à même les plages. Jusqu'au soir décisif: départ de nuit, à cinquante dans un Zodiac. Enfin, une troisième équipe, celle des collecteurs, prévenue par téléphone portable



migrations: les enjeux!

depuis la barque lorsque, zigzaguant pour éviter le patrouilleur des gardes-côtes elle touche la plage espagnole, prend le relais pour héberger les arrivants avant l'arrivée de la garde civile. De là, ceux de Marrakech seront dirigés, moyennant 500 ou 1000 euros supplémentaires, en général vers la France; ceux de Beni Mellal vers l'Italie; ceux de Nador vers la Belgique ou le Luxembourg. Un périple si difficile que souvent le "package" donne droit à deux tentatives, car beaucoup sont arrêtés : entre dix mille et quinze mille ont été interceptés et rapatriés l'année dernière.

Dès que le temps se met au beau, la nationale 340 et les petits bois sur les hauteurs de Tarifa et d'Algésiras se transforment en terrain de chasse entre mafias et policiers. Dhabi Chakir, venu de Marrakech, avait échappé à tout. A 18 ans, même épuisé par deux heures de traversée et une centaine de kilomètres caché sous un camion, on peut encore courir. C'est une rafale de plomb qui l'a arrêté net et envoyé à l'hôpital : des chasseurs de Malaga s'essayaient au tir à l'émigré. Pour Karim, embarqué à Larrache, sur la dangereuse côte atlantique, l'aventure s'est achevée dans une mesure en plein champ, près d'Almeria: huit jours sans boire ni manger, séquestré par des rançonneurs d'immigrés -une nouveauté depuis deux ans- qui exigeaient, pour le libérer, que sa famille au Maroc envoie de l'argent.

Et que dire de Mohammed Said Ahattach, tout juste adolescent, renversé par un camion, à peine arrivé. Pour lui, la terre promise a été deux mois à la morgue

d'Algésiras. Et encore, les avocats de l'Association des deux rives, créée en décembre 2000 à Tanger pour établir une coopération plus humaine avec l'Espagne, ont réuni les 500 euros nécessaires: son corps a échappé aux niches du cimetière marquées d'un triste "D" (*desconocido*, inconnu) et a été rapatrié.

Khalid, le diplômé en sciences économiques venu de Khourigba, lui, oui, a eu vraiment de la chance. Et sa chance s'appelle Nieves Garcia. Professeur d'histoire, mais surtout militante des droits de l'homme à Tarifa, Nieves fait partie de cette "contre-mafia" qui s'intéresse avant tout "à ce drame humain inutile de l'immigration clandestine que l'on pourrait éviter avec des visas". C'est elle qui a recueilli Khalid en juin dernier, épuisé, brûlé par le mélange d'eau salée et de gazole qui stagne dans le zodiac, les côtes enfoncées après avoir sauté d'un pont pour échapper à la garde civile. Ses compagnons avaient été pris, lui errait dans la montagne.

A Tarifa, racisme et xénophobie sont des mots vides de sens. Le petit port dominé par ses murailles mauresques où se mêle l'été un curieux mélange de surfeurs californiens et de *pateros*, a appris à vivre dans l'urgence sans poser de questions. Nieves la première, qui, en ouvrant les volets de sa maison sur la plage de Los Lances, un matin de novembre 1989, a vu dix-huit cadavres échoués sur le sable. Un baptême de sang qui a changé sa vie: "*Devant tant de détresse et d'humiliation, nous ne sommes que le premier secours indispensable apporté à ces naufragés de la vie*". Depuis, Tarifa s'est mobilisée. De

José Maria, le marchand de surgelés, à Mariam, l'interprète d'origine marocaine, en passant par Luis, le responsable du matériel de la Croix-Rouge, que plus d'un immigré renvoyé à Tanger arrête en plein souk lorsqu'il visite la ville pour le saluer avec effusion. Il est vrai que le centre d'accueil impeccable de la Croix-Rouge sur le port accueille un défilé continu. Il est même arrivé que la moitié de Tarifa se jette à l'eau un jour de tempête pour sauver une patera en perdition.

"Pour dissuader les clandestins, pas besoin de bateaux de guerre dans le détroit, mais bien de vidéos au Maroc, sur le drame des clandestins", conclut le Père Isidoro, surnommé "Padre patera" par toutes les immigrantes enceintes que ce religieux a recueillies, lui aussi sans poser de questions, à Algésiras. Et depuis la lointaine Pampelune où, après avoir obtenu enfin ses papiers, il s'est installé, Khalid l'intellectuel l'approuve: "On devrait interdire la télévision au Maroc, ironise-t-il, quand on est jeune, on est influençable. Et bête. Moi, avec mes diplômes, j'avais une chance. Ici, j'ai travaillé comme gardien de sécurité, payé trois fois rien. Quelle bêtise..."

Ce matin, une mer d'huile paresse dans le port de Tarifa. A la Croix-Rouge, Luis prépare couvertures et rations énergétiques: "*C'est un jour à pateras !*", dit-il, connaisseur. En face, sur les hauteurs de Marshant, Hicham enfile déjà peut-être ses précieuses Adidas.

Marie-Claude Decamps (à Tanger et à Tarifa)

Le Monde - 9 juin 2002

INFORMACIÓN

▶ En portada

▶ Evolución

▶ En cifras

▶ Causas

▶ Consecuencias

MULTIMEDIA

▶ Galería multimedia

▶ Galería de imágenes

ESPECIAL ES

▶ La reforma de la ley de extranjería

PARTICIPACIÓN

▶ Multiculturalismo e inmigración

DOCUMENTACIÓN

▶ Textos de referencia

▶ Enlaces de interés

INMIGRACIÓN EN ESPAÑA

MULTIMEDIA • GALERÍA DE IMÁGENES



◀ 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 ▶



La guardia costera que vigila las aguas del sur de España intercepta casi a diario pequeñas embarcaciones repletas de inmigrantes que tratan de burlar los controles para alcanzar suelo europeo. En la mayoría de los casos llegan paralizados por el frío y el miedo. (REUTERS)

INFORMACIÓN

▶ En portada

▶ Evolución

▶ En cifras

▶ Causas

▶ Consecuencias

MULTIMEDIA

▶ Galería multimedia

▶ Galería de imágenes

ESPECIAL ES

▶ La reforma de la ley de extranjería

PARTICIPACIÓN

▶ Multiculturalismo e inmigración

DOCUMENTACIÓN

▶ Textos de referencia

▶ Enlaces de interés

INMIGRACIÓN EN ESPAÑA

MULTIMEDIA • GALERÍA DE IMÁGENES



◀ 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 ▶



La fragilidad de las pateras en las que se embarcan en busca de una vida mejor es en muchos casos una sentencia de muerte para decenas de inmigrantes. En febrero de 2001, el mar devolvía a la costa de Tarifa los cuerpos sin vida de 10 personas procedentes del norte de África. Decenas de personas fallecen cada año en similares circunstancias. (JOSÉ BIENVENIDO)

Marokko • Spanien: Pull & Push

SPANIEN hat im Jahr 2001 44841 irreguläre Einwanderer in ihre Heimat rückgeführt oder abgeschoben - die meisten waren Marokkaner, Kolumbianer und Ecuadorianer. 21706 weitere Marokkaner wurden ohne gültige Papiere angetroffen und festgenommen. Die große Mehrheit der 12976 Ausländer, die nach einem Gerichtsverfahren und in Anwendung des neuen Einwanderungsgesetzes vom 23. Dezember 1999 ausgewiesen wurden, waren ebenfalls Marokkaner. Spanien war lange Zeit ein Auswanderungsland und hatte bis in die Achtzigerjahre hinein kaum Immigranten zu verzeichnen. Doch allein im Jahre 2001 hat das Land offiziell 1243919 Ausländer aufgenommen, davon 46 Prozent aus einem Land außerhalb der EU. Die Einwanderung ist für Spanien zum großen Problem geworden. Jorge Dezcallar, Chef des Geheimdienstes CNI, war früher spanischer Botschafter in Marokko. Zweifellos rührt der faktische Abbruch der spanisch-marokkanischen Beziehungen, der im Oktober 2001 durch den Rückruf des marokkanischen Botschafters aus Madrid offensichtlich wurde, von Problemen mit der Einwanderung und dem Cannabishandel.

Im Rahmen einer spanischen Legalisierungsoffensive haben im Jahr 2000 nach Angaben des Europarates zwischen dem 3. März und dem 31. Juli 246000 illegale Einwanderer eine Aufenthaltsgenehmigung beantragt. Zwar wurde die Hälfte der Anträge abgelehnt, aber die Marokkaner sind nach wie vor die größte ausländische Bevölkerungsgruppe in Spanien. Die marokkanischen Behörden bedauern diese Situation, zumal es im eigenen Land einen sektoralen Arbeitskräftemangel gibt (insgesamt 127000 offene Stellen). Die spanische Regierung bevorzugt Arbeiter aus Lateinamerika und Polen, insbesondere für die Erntesaison in Andalusien.

Dass der Einwanderungsdruck nicht nachlässt, dafür sorgt schon die gewaltige Kluft, die hinsichtlich Wirtschaftswachstum, Reichtum und demographischen Verhältnissen zwischen den Gebieten nördlich und südlich der Meerenge von Gibraltar besteht. Der wohlhabenden Costa del Sol gegenüber liegt das Rifgebirge, dessen hoffnungslose Lage schon daran deutlich wird, dass es in der gesamten Region um Kettama kaum etwas außer Cannabis - Monokulturen

gibt. Als es vor zwei Jahren in der andalusischen Kleinstadt El Ejido zu Krawallen und regelrechten Menschenjagden auf „Moros“ kam, verfolgten viele Marokkaner die Gewaltszenen im Fernsehen: Über die Interviews mit Landarbeitern erfuhren sie, dass jenseits des Meeres viele ihrer Landsleute Arbeit hatten. In den darauf folgenden Wochen waren die Warteschlangen vor dem spanischen Konsulat in Rabat so lang wie noch nie.

Mit finanzieller Unterstützung der EU versucht Spanien, den Strom der Einwanderer zu bändigen und die Außengrenzen des Schengen-Gebiets zu sichern. Für jeden illegalen Einwanderer, den die spanischen Behörden festnehmen und nach Marokko zurückschicken, verlangen sie von der Regierung in Rabat 300 Euro - eine Forderung, die in Marokko übel aufstößt. Das Land beteuert seinen Willen zur Kooperation und beklagt, dass es keine europäischen Zuwendungen erhält.

Die marokkanische Wirtschaft ist nach den drei Dürrejahren von 1998 bis 2001 in einer schwierigen Lage. Mehr als 20 Prozent der Bevölkerung leben unterhalb der absoluten Armutsgrenze. Und nach spanischen Statistiken sind 70 Prozent der festgenommenen illegalen Einwanderer in Marokko arbeitslos. Doch es gibt unter ihnen auch eine kleine Gruppe von Universitätsabsolventen - u. a. Anwälte und Ärzte - die sich auf die gefährliche Überfahrt einlassen, wenn sie alle legalen Möglichkeiten der Auswanderung erfolglos ausgeschöpft haben.

Ein geretteter Schiffbrüchiger erklärte im vergangenen Jahr gegenüber dem marokkanischen Wochenmagazin *Demain*: „Hören Sie, dies ist die Meerenge der letzten Hoffnung. Sie ist die letzte Grenze zwischen der Hölle und einer angeblich besseren Welt. Wer versucht, diese Grenze zu überschreiten, weiß, was ihn erwartet. Es ist ein Spiel. Ein Spiel um Leben und Tod.“ Dazu passt die folgende Aussage eines Befragten aus der AFVIC-Untersuchung: „Ich habe es dreimal auf einer patera versucht. Einmal wurde ich festgenommen, und zweimal ist das Boot gesunken. Sechs Leute sind dabei gestorben. Ich werde es wieder versuchen. Wenn ich sterbe, bin ich ein Wirtschaftsmärtyrer. Was ich tue, tue ich für meine Familie.“



Diese Verzweiflung macht deutlich, dass die illegale Emigration für Marokko die Funktion eines Überdruckventils hat. Wer ins Exil geht, hat den Kampf im Lande aufgegeben. Zwar wird mit dem Weggang ein Platz im heimischen Wirtschaftskreislauf frei (die Arbeitslosigkeit in Marokko ist 2001 zurückgegangen), was bei den Verbleibenden neue Hoffnungen hervorruft. Doch von diesem ökonomischen Aspekt abgesehen, ist die massenhafte illegale Auswanderung ein Symptom für die Krise Marokkos, vielleicht sogar für das Scheitern des Nationenbildungsprozesses, der einmal dem ganzen Maghreb die Unabhängigkeit gebracht hat. Und diese Krise ist zuallererst eine Krise des Wertesystems.

Bis in die Achtzigerjahre existierte die Bevölkerung des Maghreb in relativer Autarkie. Die Masse der Bauern hatte kaum Kontakt mit der Außenwelt. Nationale Radio - und Fernsehsender schürten den patriotischen Elan - und lehnten den europäischen Konsumismus ab. Abgesehen von den Eliten und den Emigranten reisten nur wenige Marokkaner ins Ausland. Und als in den Siebzigerjahren das Land versuchsweise für den Tourismus geöffnet wurde, sorgte der damalige König Hassan II. dafür, dass nicht mehr als eine Million Europäer pro Jahr ins Land kamen.

Mit der Verbreitung der Satellitenschüsseln seit Ende der Achtzigerjahre ist für viele Bewohner des Maghreb ihr Weltbild unwiderruflich zerbrochen. Wie die Tunesier dank der RAI begannen, Italienisch zu lernen, und die Algerier sich an die französischen Nachrichten gewöhnten, so öffneten sich auch die Marokkaner langsam für neue Horizonte. Im Fernsehen präsentierte sich ein künstlicher Westen, und der Erfolg der Satellitenschüsseln im Algerien und Marokko der Neunzigerjahre lässt erahnen, wie sehr diese Sendungen die Sichtweisen der Menschen veränderten. Ende der Neunzigerjahre begannen europäische Spartensender, die Bevölkerung mit einem nie dagewesenen Strom - auch pornografischer - Bilder zu überschwemmen. Die Sender wussten genau, warum sie ihre Arabisch sprechende Klientel pausenlos und gezielt ansprachen - angesichts der drückenden gesellschaftlichen Enge und der Tatsache, dass die meisten Marokkaner aus wirtschaftlichen

Gründen nicht vor dem 30. oder 35. Lebensjahr heiraten können, bleiben sexuelle Bedürfnisse unbefriedigt. Zudem verbreiten auch die einheimischen Sender Erfolgsgeschichten von Emigranten - etwa von dem niederländischen Unternehmer Jamel Debbouz, von der Sängerin Nadia Farès oder dem Fußballer Zinedine Zidane. Und einmal im Jahr kehren 1,5 Millionen Marokkaner mit Konsumgütern beladen und nicht selten in nagelneuen Autos nach Marokko zurück. Kein Wunder, dass Europa wie ein Eldorado erscheint.

In mancher Hinsicht ist der Maghreb das Mexiko Europas. Im vergangenen Jahr zählte Mexiko 100 Millionen Einwohner. 35 Millionen weitere Mexikaner leben in den USA. Davon sind 10 Millionen illegale Einwanderer, und jedes Jahr kommt eine weitere Million hinzu. Der Maghreb hat heute 70 Millionen Einwohner, und man kann davon ausgehen, dass weitere 10 bis 15 Millionen Menschen aus dem Maghreb in Europa leben. Marokko hat 30 Millionen Einwohner, etwa 5 bis 7 Millionen Marokkaner leben im Ausland, und jedes Jahr wandern weitere 100000 bis 200000 aus. Die Abwanderung ins Exil ist also ungebrochen im Gange, und die einzige Möglichkeit, sie wenigstens zu begrenzen, wäre ein konsequentes Vorgehen gegen den organisierten Menschenhandel der Schlepperbanden.

„Der Kampf gegen die illegale Einwanderung“, so Khalil Jemmah, der Vorsitzende des AFVIC, „kann nicht an den Grenzen stattfinden, sondern nur im Heimatland und in den Köpfen der Emigranten. Nord und Süd müssen dabei zusammenarbeiten. Wir brauchen einen Dialog gleichwertiger Partner, keinen Monolog des Nordens. Wir brauchen eine Politik der Einwanderung, keine Einwanderungspolizei. Und der Süden darf nicht in die Rolle des Bittstellers gezwungen werden.“

dt. Herwig Engelmann

¹ *Demain Magazine*, 11. Mai 2002

Pierre Vermeren, "Le Maroc en transition", Paris (La Découverte) 2002



migrations: **les enjeux!**

Défis pour l'économie et la cohésion sociale

Zu zehntausenden unterwegs

DER Verband der Freunde und Familien von Opfern der illegalen Einwanderung (AFVIC)¹ wurde am 2. August 2001 in Marokko gegründet. Das Datum der Gründung erinnert an den Tod zweier Guineer, die genau zwei Jahre zuvor in den Radkästen eines Linienflugzeugs am Brüsseler Flughafen erfroren aufgefunden worden waren. AFVIC entstand in Khouribga, einer kriegsgeschüttelten Bergbauregion in Zentralmarokko. Die Gründer des Verbandes sind sieben Freunde, die nach dem Studium in Casablanca und Rabat in die Heimatstadt zurückkehrten und feststellen mussten, welchen Aderlass die massenhafte Auswanderung für die Region bedeutet.

Die massenhafte illegale Migration prägt inzwischen das Verhältnis von EU und Maghreb, insbesondere das von Marokko, Spanien und Frankreich. Eine regelrechte Mafia ist entstanden, um diese neue Form des Menschenhandels zu organisieren. Laut AFVIC werden allein über die Meerenge von Gibraltar jedes Jahr zwischen 100000 und 110000 Menschen geschleust. In der Meerenge kommt es immer wieder zu tragischen Unfällen - ebenso wie in den türkischen Gewässern zwischen Marokko und den Kanarischen Inseln.

Seit dem Schengen-Abkommen ist es für Marokkaner noch schwieriger, ein Einreisevisum für Europa zu erhalten. Zugleich wächst der Strom illegaler Einwanderer nach Spanien ständig an. Von 1991 bis 1999 hat die spanische Polizei

insgesamt 32000 Illegale bei ihrer Ankunft an den Küsten Andalusiens und der Kanarischen Inseln verhaftet. Im Jahr 2000 waren es 15000, im darauf folgenden Jahr sogar 18517. Auf den Kanarischen Inseln hat sich die Zahl der Festgenommenen innerhalb eines Jahres verdoppelt². Im Jahr 2001 wurden 1060 pateras (Schnellboote der Schlepper) durchsucht, 362 illegale Einwanderungsnetze aufgedeckt und 1223 Schlepper bzw. deren Komplizen verhaftet. Die marokkanischen Behörden bestätigen, dass der Strom illegaler Auswanderer anwächst. Im Jahr 2000 haben sie 25613 Menschen verhaftet, die Marokkos Küsten Richtung Spanien verlassen wollten. Zwischen Januar und August 2001 waren es bereits 21000 - durchschnittlich 80 Verhaftungen pro Tag allein auf marokkanischer Seite. Von vier illegalen Migranten wird schätzungsweise einer gefasst. Zu diesen Zahlen kommen noch 22984 Personen, größtenteils Marokkaner, die im Jahr 2001 von spanischen Grenzposten abgewiesen wurden.

¹ www.afvic.fr.st.

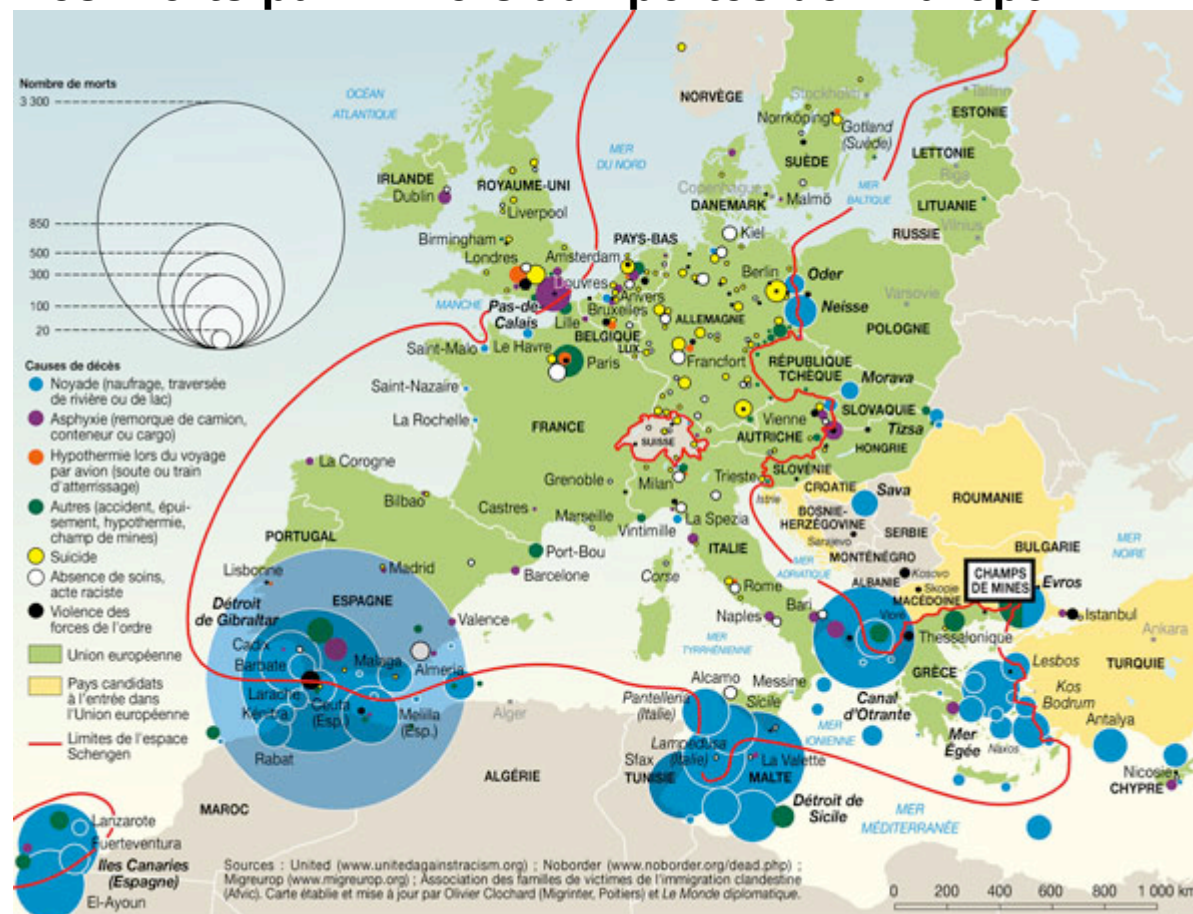
² Die Zahlen stammen aus der marokkanischen Zeitschrift L'Opinion vom 27. April 2002. Sie wurden auf der Grundlage eines Rechenschaftsberichts erstellt, den der spanische Premierminister José Maria Aznar vor dem Unterhaus seines Parlaments am 24. April ablegte.

Le Monde diplomatique

<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/mortsauxfrontieres>
DÉCEMBRE 2006

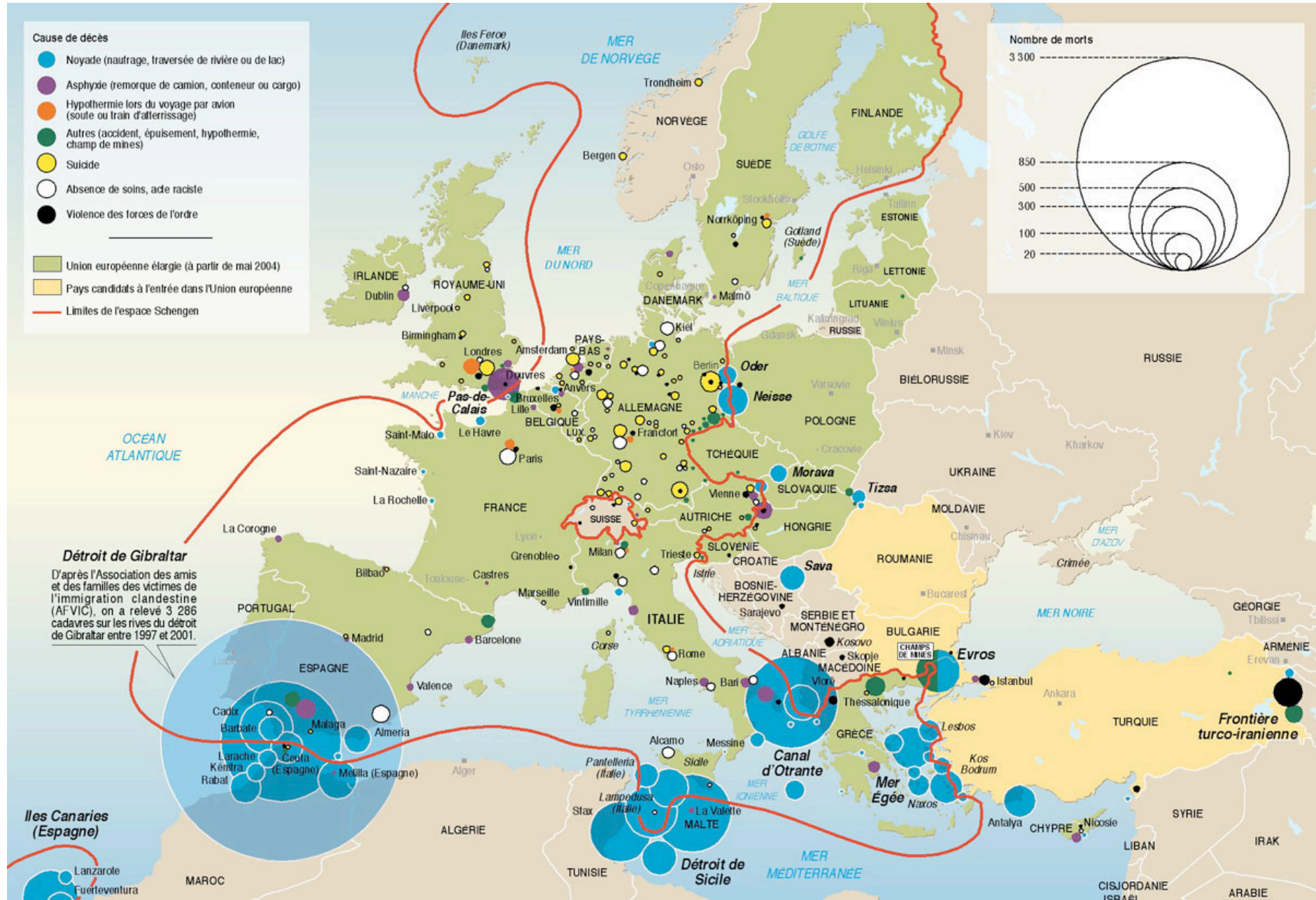
PREMIÈRE PUBLICATION : MARS 2004

Des morts par milliers aux portes de l'Europe



Par **PHILIPPE REKACEWICZ ET OLIVIER CLOCHARD**

Géographe à l'université de Poitiers, membre du réseau Migreurop. Contact : <http://pajol.eu.org>.



Plusieurs associations tiennent à jour la liste des victimes, immigrés et réfugiés, de la « forteresse Europe ». Se fondant sur des rapports de presse et des signalements effectués par des organisations locales, elles tentent d'en établir une comptabilité aussi précise que possible. Seuls les décès précisément documentés - plus de 7 000 entre 1993 et 2006, soit 3 000 sur la seule période allant de décembre 2003 à 2006 - figurent donc sur ces cartes, représentations *a minima* d'une hécatombe ignorée.

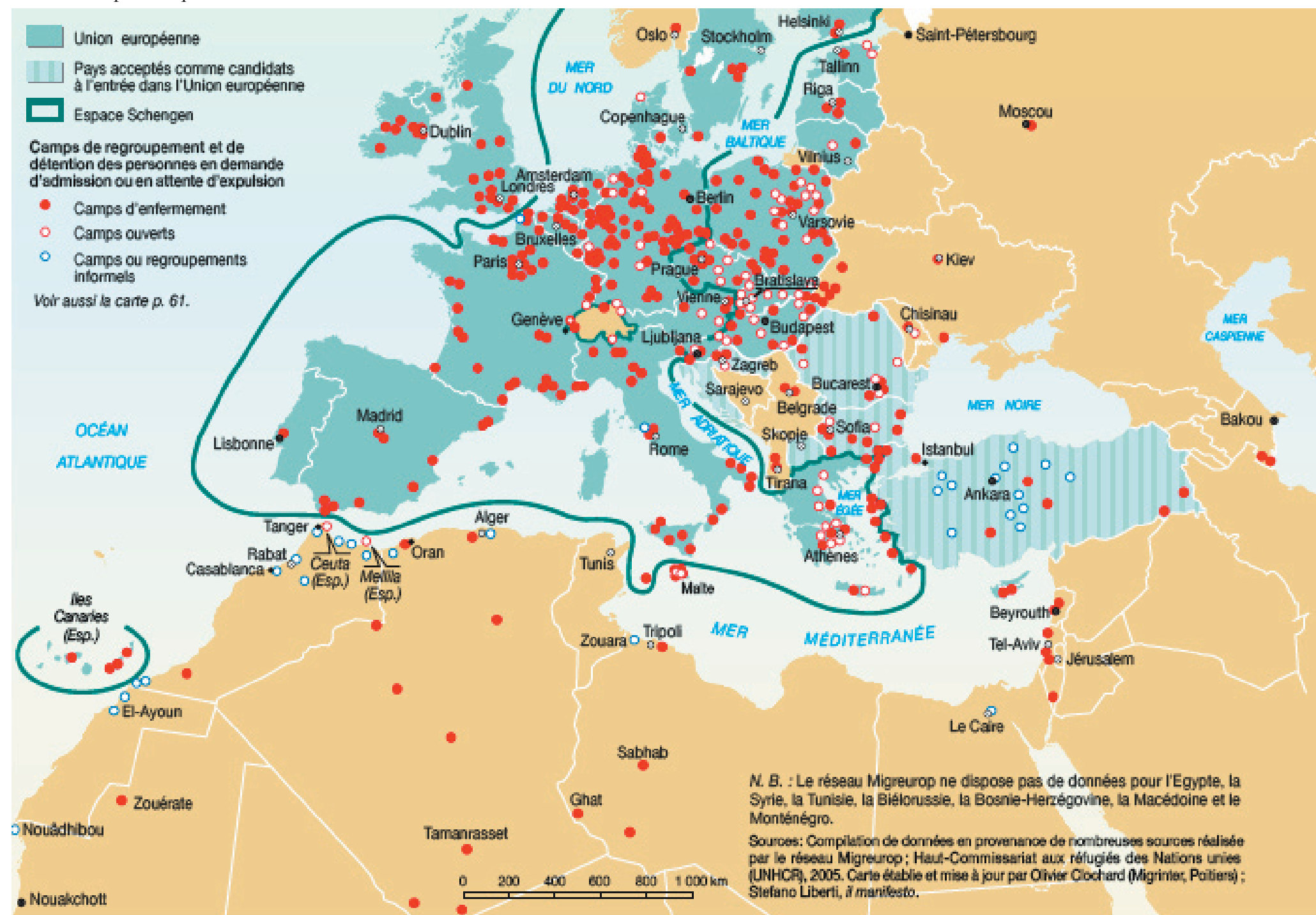
Sources - carte 2006 : Olivier Clochard (Migrinter), Alain Morice (CNRS, Paris), United for Intercultural Action, Gibraltar : Association des familles de victimes de l'immigration clandestine (AFVIC), police aux frontières (PAF) des ports de Nantes et de la Rochelle, Jean Christophe Gay, *Les discontinuités spatiales*, Economica, Paris, 1995, Le Monde, AFP, Reuters, AP, Eleftherotypia (Athènes).

1993-2004 , plus de 4 000 morts aux frontières



Sources - carte 2004 : 3 777 cas recensés par United for Intercultural Action - Gibraltar : Association des familles de victimes de l'immigration clandestine (AFVIC) - police aux frontières (PAF) des ports de Nantes et de la Rochelle - premier semestre 1992 : Jean Christophe Gay, *Les discontinuités spatiales*, Economica, Paris, 1995 - et, pour le second semestre 2003 : *Le Monde*, AFP, Reuters, *Eleftherotypia* (Athènes).

<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/mortsauxfrontieres> - DÉCEMBRE 2006



La discrimination des Roms débute dès l'école, en Europe centrale



Plusieurs pays d'Europe centrale réservent aux enfants roms les écoles spéciales « pour handicapés ». Une situation que dénonce l'Observatoire européen des phénomènes racistes

En ce jour de célébration, lundi 20 novembre, de la Journée internationale des droits de l'enfant, l'Union européenne (UE) est toujours confrontée à la situation préoccupante des enfants roms en Europe centrale. L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) s'inquiète que de nombreux enfants roms y soient placés dans des écoles spéciales, « pour handicapés », au lieu d'être scolarisés normalement. « Un phénomène qui reste inquiétant en Hongrie, Slovaquie et République tchèque », précise son rapport de 2006.

Ce constat est corroboré par une étude de l'eurodéputée hongroise, Viktoria Mohacsi, elle-même rom, qui dénombre entre 28 % et 87 % des enfants roms dans ces « écoles spéciales » en République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Bulgarie et Roumanie. Cette dernière, qui rejoindra avec la Bulgarie l'UE en 2007, a

la plus importante communauté rom d'Europe : 1,8 million, selon les estimations du Conseil de l'Europe.

Les écoles spéciales existaient déjà quand ces pays vivaient sous régime communiste et regroupaient tous les « inadaptés ». Aujourd'hui, il s'y trouve une majorité d'enfants roms arrivés là pour diverses raisons : difficultés d'apprentissage, problèmes comportementaux ou parce que leurs parents y étaient déjà. « Les directeurs des écoles normales conseillent parfois aux parents d'y mettre leurs enfants car ils seront entre eux : eux-mêmes y sont allés, ils savent où vont leurs enfants ; de plus, ils ne subiront pas d'agressions racistes de la part des autres enfants. Ça les rassure », témoigne Sarah Ecoffet, de l'ONG hongroise Chance for Children Foundation.

« Les enfants sont dirigés vers ces écoles sur la base de tests, auxquels ils ne peuvent pas répondre car ils font référence à des objets qui n'appartiennent pas à leur environnement », explique Karin Waringo du Forum européen des Roms, une ONG soutenue par le Conseil de l'Europe.

Ainsi, par manque d'intégration culturelle, ils sont exclus du système général dès leur plus jeune âge, dans le but de leur offrir un moyen de rattrapage scolaire rapide. « Mais dans les faits, très peu de Roms en ressortent », constate Antonela Capelle-Pogacean, chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales. Résultat, en Hongrie, « plus de 78 % de ces enfants ne dépassent pas le niveau du collège et 2 % seulement fréquentent l'enseignement supérieur », souligne-t-elle. En Roumanie, sur 2,1 % d'analphabètes, en 2004, une majorité était rom.

Pourtant, l'entrée dans l'UE avait reformulé la problématique rom dans une logique antidiscriminatoire. Un projet européen – Décennie d'intégration des Roms 2005-2015 – a été engagé, en 2005, associant gouvernements, ONG et

Roms. Et, depuis les années 2000, les pays d'Europe centrale ont effectivement développé d'actives politiques nationales de discrimination positive, attribuant des fonds de soutien aux écoles, proposant des collations aux enfants pour lutter contre l'absentéisme, et versant des allocations aux parents pour les inciter à envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'au travail. Mais ces mesures en faveur des minorités ont eu des effets pervers.

En Hongrie, bon élève pour sa politique d'intégration, des subventions ont été accordées aux écoles qui accueillent des enfants des minorités et qui enseignent le romani. Cela a abouti à la création de classes spéciales où ne se retrouvent que des Roms, parfois dans des quartiers où n'habitent que des Roms, provoquant ainsi un phénomène de ghettoïsation que l'on retrouve, à différents degrés, en Bulgarie ou en Roumanie. En outre, les professeurs ne veulent pas aller dans ces ghettos. Conséquence : ces écoles sont mal équipées et le niveau de l'enseignement y est plus faible qu'ailleurs.

Selon des ONG, actuellement, la seule voie efficace pour améliorer le sort de ces enfants, c'est la justice. En dénonçant les écoles qui refusent de les accueillir, ils créent une jurisprudence, comme ce fut le cas dans la ville de Miskolc, où un établissement a été condamné pour avoir isolé des enfants roms dans une classe à part. La plupart ont été réintégrés. Ce qui explique la démarche du Forum européen des Roms qui, le 8 novembre, a demandé au comité des ministres du Conseil de créer une « charte des droits des Roms » juridiquement contraignante. La Commission européenne a désigné l'année 2007 comme l'année européenne de l'égalité des chances, ce qui ne peut que nourrir l'espoir des enfants roms. ■

« Un phénomène qui reste inquiétant en Hongrie, Slovaquie et République tchèque »

Observatoire européen des phénomènes racistes

ITALIE Romano Prodi joue son va-tout au Sénat sur le budget 2007

ROME. Le gouvernement italien a obtenu, samedi 18 novembre, la confiance des députés pour accélérer l'adoption du budget 2007, placé sous le signe de l'austérité. La motion a été adoptée par 331 voix contre 231. Les choses pourraient être plus délicates au Sénat, où la coalition gouvernementale ne dispose que d'un unique siège d'avance. La Chambre haute examinera le budget, censé ramener le déficit public sous le seuil de 3 % du PIB, dès cette semaine. – (Reuters.)

le quotidien

le fait du jour
un pays à la une
économie
vu d'amérique
le dessin
dépêches AFP
newsletter

rubriques web

multimédia
l'analyse
la revue
interview
paris-berlin
voyage
nord-sud
écologie

l'hebd



au sommaire
à votre avis
le bloc-notes
s'abonner
hors-séries

les ressources

kiosque en ligne
dossiers
repères pays
agenda
archives

les services

internet mobile
l'agence
annonceurs
offres d'emplois

contacts

la rédaction
l'équipe web

les dossiers

UNION EUROPÉENNE

La peur d'ouvrir la porte

"The Economist" (Londres)

Face aux étrangers qui affluent, les Quinze appliquent une politique extrêmement restrictive. Résultat : nombre d'immigrés enfreignent la loi ou tentent de se faire passer pour des réfugiés.

Non loin du village paisible de Gedney Dyke, dans le Lincolnshire, certains des 96 ouvriers agricoles attendus pour la saison s'activent déjà à l'exploitation de Norfolk House. Pas un seul d'entre eux n'est du coin. Ce sont de jeunes Lettons, Ukrainiens, Lituanais, Polonais, Tchèques et Biélorusses, et ils ne représentent qu'un échantillon des quelque 10 000 saisonniers que recrute chaque année le Royaume-Uni dans le cadre d'un dispositif officiel d'importation de main-d'oeuvre agricole.

Londres n'autorise à rester ces travailleurs migrants que d'avril à novembre. Ce qui, même au salaire minimum, leur permet de gagner bien plus que ce qu'ils auraient pu espérer dans leur pays. Les agriculteurs y trouvent également leur compte. "Les gens d'Europe de l'Est ne sont pas de la main-d'oeuvre bon marché", explique Stuart Piccaver, l'un des intendants de Norfolk House. "Mais ils sont fiables et travaillent bien. Les jeunes de 18 ans, chez nous, n'ont aucune envie de travailler dans une ferme. Et, de toute façon, ils ont un rendement tellement faible qu'on ne peut leur confier que des tâches simples - cueillir des jonquilles, par exemple".

Des centaines d'exploitations britanniques comptent de plus en plus sur des travailleurs d'Europe de l'Est pour pourvoir les emplois dont les locaux ne veulent pas. Certains exploitants, comme M. Piccaver, passent par les services officiels pour leur délivrer des permis de travail. D'autres font appel à des rabatteurs qui leur fournissent très rapidement des journaliers, dont certains sont en situation irrégulière. Ils sont recrutés par des réseaux de trafiquants souvent peu scrupuleux.

CARTOGRAPHIE



LIENS

[Organisation internationale pour les migrations \(OIM\)](#) est un organisme qui a pour but d'observer et d'étudier les mouvements de migration et notamment [les droits des migrants](#) (en anglais)

[Histoire des migrations internationales](#) Ce site retrace les mouvements de migrator en Europe, leurs causes et leurs conséquences (en anglais)

[Conseil européen sur les réfugiés et les exilés](#) Cette organisation est installée dans 25 pays et oeuvre pour un traitement juste et humain des exilés, réfugiés politiques et déplacés (en anglais)

[La situation des femmes](#), un site du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dédié aux femmes (en anglais)

[UNHCR](#) Le site du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (en français)

[La Cimade](#) : réseau d'entraide des étrangers migrants en France et des étrangers en voie d'expulsion. Cet organisme mène aussi des actions de solidarité internationale (en français)

[Les immigrés](#) dans les archives de "Courrier international"

La peur d'ouvrir la porte

Aujourd'hui, le Royaume-Uni est loin d'être le seul pays à embaucher - légalement ou illégalement - des étrangers pour ce type d'emploi. Des Marocains cueillent des tomates et des poivrons dans les serres d'Andalousie en Espagne ; des Polonais ramassent des légumes en Allemagne ; des Russes moissonnent en Irlande. Il n'y a d'ailleurs pas que l'agriculture qui recrute hors des frontières nationales : au quotidien, bon nombre d'Européens s'en remettent à des étrangers pour le ménage, la garde d'enfants, la livraison de pizzas, etc.

Jadis, l'Europe "exportait" ses ressortissants pour coloniser ou gouverner des terres lointaines. Aujourd'hui, le continent - ou du moins son moteur central, l'Union européenne - est confronté à une situation totalement différente : les pays membres, qui connaissent une expansion économique mais aussi un vieillissement démographique, ont de plus en plus recours aux étrangers. Si l'Allemagne veut stabiliser le nombre de ses actifs d'ici à 2050, au vu de son taux de croissance démographique actuel, elle doit faire venir 487 000 immigrants par an, selon un rapport rendu public en début d'année par le département "population" de l'ONU. La France devrait pour sa part en faire venir 109 000, et l'UE dans son ensemble 1,6 million par an. Ces chiffres ne tiennent compte ni des besoins de l'économie, ni des éventuelles évolutions du marché de l'emploi, ni du fait que les chômeurs d'aujourd'hui pourraient réintégrer un jour le monde du travail. Mais la logique qui les sous-tend reste valable : l'Europe voit sa population active diminuer alors même que les Européens aspirent de plus en plus clairement à n'occuper que des emplois propres, sédentaires et bien payés.

Cela se vérifie tout particulièrement avec la reprise économique actuelle. Cette année, l'UE devrait enregistrer un taux de croissance de 3,4 %, et le chômage, s'il reste élevé, sera ramené à 8,5 %. La pénurie de main-d'oeuvre est particulièrement flagrante en Irlande et aux Pays-Bas, mais elle frappe également des pays plus grands. On pourrait certes satisfaire une partie de cette demande en attirant davantage de femmes dans la vie active ou en formant les chômeurs, mais il ne s'agit là que d'expédients, qui, de plus, ne pourront être mis en oeuvre du jour au lendemain.

Certains politiques ont commencé à réfléchir à la question. Le chancelier allemand Gerhard Schröder a ainsi demandé que l'on fasse venir d'Inde et d'Europe de l'Est 20 000 informaticiens. L'Irlande, dont l'économie est florissante, étudie des propositions visant à accueillir 200 000 travailleurs qualifiés sur sept ans. La plupart des Etats membres de l'UE ont depuis longtemps fermé leurs portes à ce que les démographes appellent l'*"immigration primaire"* - expression désignant les étrangers extracommunautaires qui envisagent de rester et de faire venir leur famille - et, depuis le début des années 90, l'immigration légale est en recul dans beaucoup de pays.

Officiellement, l'Union n'accueille pas les personnes en quête d'une vie meilleure. Seuls les travailleurs hautement qualifiés peuvent espérer décrocher un permis de travail. Les autres, les non-qualifiés, trouvent généralement porte close. Pour eux, la seule solution est d'enfreindre la loi : pénétrer illégalement dans un pays, y rester discrètement après la date d'expiration de leur visa d'étudiant ou de touriste, ou demander l'asile, en espérant passer pour des réfugiés ou profiter des lenteurs administratives pour pouvoir rester indéfiniment. Chaque année, quelque 300 000 à 400 000 immigrants clandestins arrivent dans l'UE, selon Jonas Widgren, directeur du Centre international pour le développement des politiques migratoires. Si ces chiffres - toujours difficiles à vérifier - sont exacts, cela signifie qu'il entre chaque année plus de clandestins en Europe qu'aux Etats-Unis, où l'on en dénombre environ 300 000.

Mais les chiffres peuvent être trompeurs. Depuis la chute du mur de Berlin, un nouveau type de migrants est apparu en Europe. Dans le jargon, on les appelle les "travailleurs transfrontaliers", les "touristes du travail" ou les "faux migrants". Ces débrouillards défient les classifications traditionnelles. Ils traversent régulièrement une frontière de l'Union, généralement entre l'Europe de l'Est et l'Allemagne, et gagnent leur vie à l'intérieur de l'UE pour entretenir leur famille dans un pays non membre.

Combien sont-ils au juste ? Mystère. Mais quelques microétudes nous renseignent sur la façon dont ils opèrent. Dana Diminescu, chercheuse à l'École des hautes études en sciences sociales, a récemment découvert que onze villages de l'Oas, une région agricole pauvre du nord de la Roumanie, ont pris l'habitude d'envoyer régulièrement à Paris des immigrants clandestins, qui finissent presque tous par retourner chez eux. Pour entrer en France, ils se cachent dans des camions, font de l'auto-stop ou partent en groupe dans des minibus. Une fois sur place, ils travaillent pendant plusieurs mois d'affilée sur des exploitations ou des chantiers, ou vendent des journaux dans la rue. Les Français ont beau verrouiller à double tour leurs frontières, les gens de l'Oas trouvent toujours le moyen d'entrer. L'étude de ce nouveau modèle aide à se faire une idée des flux migratoires à venir. C'est aujourd'hui en Allemagne et en Autriche que l'immigration soulève le plus d'inquiétudes. L'opinion publique de ces pays craint qu'en 2003, lorsque l'UE admettra en son sein les cinq premiers candidats d'Europe centrale et orientale, les immigrants ne débarquent en masse. Jusqu'à quel point ces craintes sont-elles fondées ? Selon l'estimation la plus fiable, réalisée en décembre dernier par l'unité de recherche sur les migrations de l'University College de Londres, entre 55 000 et 278 000 personnes pourraient quitter chaque année les cinq pays candidats de la première vague - République tchèque, Hongrie, Estonie, Pologne et Slovaquie - à destination de l'UE. A raison de 200 000 personnes par an, sur quinze ans, cela reviendrait au départ de près de 3 % de la population totale de ces pays (ce qui ne représente guère que 0,8 % de la population actuelle de l'UE). De plus, beaucoup seraient probablement des travailleurs transfrontaliers, qui ne s'établiraient pas définitivement. L'Allemagne enregistre d'ores et déjà chaque année autant de départs que d'arrivées d'étrangers. A en croire les conclusions du rapport, *"il n'y aura pas d'immigration à grande échelle, ni à court, ni à moyen, ni à long terme"*.

Voilà qui devrait rassurer ceux qui redoutent jusqu'aux projets les plus prudents d'ouverture de l'Europe. Mais, dans le climat politique actuel, il semblerait que cela ne suffise pas. En Autriche, l'arrivée au pouvoir (comme partenaire de

Parmi ces demandeurs, certains ont réellement besoin d'un refuge. Mais les organismes d'aide aux réfugiés eux-mêmes reconnaissent que beaucoup fuient davantage la misère que la persécution. *"Il est incontestable que, pour bon nombre d'individus, la demande d'asile est la seule façon de régulariser leur situation"*, admet Friso Roscam Abbing, du bureau bruxellois du Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CERE)

En se faisant passer pour des réfugiés, les faux demandeurs d'asile sapent la tolérance des Européens à l'égard de ceux qui ont réellement besoin de protection. Mais les réprimer ne suffirait pas à arrêter le flux des migrants économiques, qui, comme les générations qui les ont précédés, ne sont coupables que d'aspirer à une vie meilleure dans le monde riche. Et, faute de pouvoir satisfaire cette ambition en toute légalité, ils enfreignent les règles en vigueur. *"Si l'on ouvrait en grand la porte de devant à l'immigration légale, les demandeurs d'asile se presseraient moins à la porte de derrière"*, estime un spécialiste de l'immigration de la Commission européenne. Pour l'heure, l'immigration reste du ressort de chaque Etat européen, même si les Quinze se sont mis d'accord pour tenter de remédier ensemble aux problèmes de l'asile.

Parmi ces demandeurs, certains ont réellement besoin d'un refuge. Mais les organismes d'aide aux réfugiés eux-mêmes reconnaissent que beaucoup fuient davantage la misère que la persécution. *"Il est incontestable que, pour bon nombre d'individus, la demande d'asile est la seule façon de régulariser leur situation"*, admet Friso Roscam Abbing, du bureau bruxellois du Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CERE).

En se faisant passer pour des réfugiés, les faux demandeurs d'asile sapent la tolérance des Européens à l'égard de ceux qui ont réellement besoin de protection. Mais les réprimer ne suffirait pas à arrêter le flux des migrants économiques, qui, comme les générations qui les ont précédés, ne sont coupables que d'aspirer à une vie meilleure dans le monde riche. Et, faute de pouvoir satisfaire cette ambition en toute légalité, ils enfreignent les règles en vigueur. *"Si l'on ouvrait en grand la porte de devant à l'immigration légale, les demandeurs d'asile se presseraient moins à la porte de derrière"*, estime un spécialiste de l'immigration de la Commission européenne. Pour l'heure, l'immigration reste du ressort de chaque Etat européen, même si les Quinze se sont mis d'accord pour tenter de remédier ensemble aux problèmes de l'asile.

L'Europe n'a pas encore admis son image de continent d'immigration, bien qu'au fil des siècles ses pays membres aient été rafraîchis par le sang neuf et la vitalité des émigrants venus de l'intérieur de ses frontières. Les politiques, qui redoutent cette vague de xénophobie et savent pertinemment que les besoins actuels en main-d'oeuvre peuvent disparaître au moindre coup d'arrêt de la reprise économique, ont peut-être tout intérêt à prôner le statu quo. Mais, comme le disait récemment Bronislaw Geremek, chef de la diplomatie polonaise jusqu'au 30 juin dernier, *"la question est de savoir si l'UE doit bâtir son avenir avec courage et imagination ou si la peur doit être le principal sentiment qui cimente l'Union"*.



UNION EUROPÉENNE

La peur d'ouvrir la porte

["The Economist"](#) (Londres)

"Une chance pour les grands pays européens"

propos recueillis, à Berlin, par Blandine Milcent

Günter Wallraff, journaliste allemand, a raconté, dans *Tête de Turc*, les conditions de vie d'Ali, travailleur immigré dont il avait pris l'identité.

Depuis la parution de *Tête de Turc*, en 1985, l'exploitation des clandestins est toujours aussi inhumaine. Notre grande capitale, Berlin, avec ses façades resplendissantes, a été érigée sur le dos des esclaves modernes du bâtiment. A l'époque, j'étais payé 7 marks de l'heure. Aujourd'hui, des Roumains, des Polonais ou des Russes travaillent pour l'équivalent de 3 à 4 marks de l'heure sur les chantiers. Leur situation s'est donc encore détériorée.

"Sans immigrés, notre régime de retraites, notre système de santé, nos chaînes de production, tout s'effondrerait"

Ce qui a changé dans ma perception de l'immigration, c'est le regard que je porte désormais sur ceux qui viennent s'installer dans nos pays démocratiques pour prêcher l'intolérance et le fanatisme. Quand des droits de l'homme sont ainsi menacés, il n'y a rien, pas même des différences de culture ou de religion, qui puisse le justifier. Mais je ne perçois pas pour autant l'immigration comme une menace pour l'Europe. Au contraire! On ne parle actuellement de ce sujet qu'en termes négatifs, mais c'est une chance pour les grands pays européens, qui doivent s'ouvrir s'ils veulent survivre. Dire que "le bateau est plein", c'est asséner un cliché primitif: tous les spécialistes estiment qu'il est au contraire à moitié vide et que bientôt il n'y aura plus personne pour ramer... Sans immigrés, notre régime de retraites, notre système de santé, nos hôpitaux, nos chaînes de production, tout s'effondrerait. L'Allemagne a largement profité de l'immigration, ce serait la moindre des choses que de le reconnaître. Elle devrait donc faire comme la France ou l'Espagne: légaliser régulièrement les sans-papiers, ces personnes qui vivent souvent depuis longtemps dans le pays, dans des conditions insupportables, et qui ne demandent qu'à s'intégrer.

Fermer les frontières ne résoudrait rien non plus. Il faudrait plutôt réduire de moitié les budgets de la Défense, utiliser ces fonds pour créer un cadre de vie humain dans les pays sous-développés et, parallèlement, établir un véritable concept d'immigration. Vouloir ne faire venir que des élites, comme le souhaite l'Allemagne actuellement, relève d'une vision à courte vue. Car ces élites ne veulent pas forcément rester. Il faudrait accueillir aussi des immigrés issus de couches populaires, dont les capacités et la volonté d'intégration sont souvent plus fortes. Tous les démographes le disent, nous sommes des peuples en voie de disparition et nous devrions être reconnaissants envers ceux qui veulent s'installer dans nos contrées froides, dans tous les sens du terme...



Le sang neuf du Vieux Continent



Selon une étude des Nations unies, près de la moitié des Européens auront passé l'âge de la retraite en 2050. D'où l'idée de rajeunir la population en favorisant l'immigration.

Des immigrés pour remplacer les bébés que nous ne faisons pas et payer nos retraites? L'Europe est déjà le premier continent d'immigration de la planète et cette tendance a toutes les chances de s'accroître au cours des prochaines décennies. "L'Europe entière, par sa faiblesse démographique, entre en dépendance migratoire", constate le démographe Jean-Claude Chesnais dans le dernier rapport annuel de l'Ifri (Institut français des relations internationales). Les Nations unies publieront au mois de mars une étude sur la population mondiale dont les principales conclusions, diffusées récemment dans un pré-rapport, sont explosives. Si rien ne vient perturber les évolutions actuelles, près de la moitié des Européens (47%) auront passé l'âge de la retraite en 2050. Les experts de l'ONU estiment que seule une immigration massive permettra de faire face à la pénurie de main-d'œuvre. Et chiffrent à 159 millions de personnes, d'ici à 2025, les besoins globaux des pays de l'Union européenne. Selon l'Office statistique des communautés, l'Union compte aujourd'hui 376,4 millions d'habitants. Mais, sur le million de nouveaux

Européens enregistrés en 1999, les trois quarts étaient des immigrés. Et l'accroissement naturel - 266000 - a été l'an dernier le plus faible de l'après-guerre. La France, où il domine encore, est parmi les moins mal lotis, avec l'Irlande et les Pays-Bas. Certains pays seraient d'ores et déjà, sans l'immigration, confrontés à une baisse de leur population. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suède et de l'Espagne, dont le taux de fécondité (1,07) est le plus bas du monde.

Une "épidémie culturelle"

Les raisons qui expliquent cette baisse de la natalité sont à peu près les mêmes partout: les femmes font davantage d'études, elles sont de plus en plus nombreuses à avoir une activité professionnelle, elles ont leur premier enfant plus tard. Les pays les plus touchés sont ceux dans lesquels les mesures permettant aux femmes d'avoir des enfants tout en continuant à travailler sont quasi inexistantes. C'est notamment le cas de l'Italie, pays longtemps prolifique où l'évolution est relativement récente, et de l'Espagne. "On essaie de dissuader les femmes de travailler, déplore Almuda Fontecha, secrétaire générale de l'UGT, un syndicat espagnol proche des socialistes. Il faut au contraire les aider à faire les deux à la fois. Aucune femme qui a fait des années d'études,




puis des boulots précaires, avant de commencer sa carrière ne veut laisser tout tomber." Cependant, même les mesures les mieux adaptées ne suffiront sans doute pas à renverser une tendance que le sociologue italien Giuseppe de Rita définit comme une "épidémie culturelle". D'où, depuis quelques années, la publication de rapports, d'études ou de documents qui soulignent la nécessité dans laquelle se trouvera l'Europe de faire plus largement appel à une main-d'œuvre immigrée dans les prochaines décennies.

En France, c'est en 1991 que, pour la première fois, un document de l'Insee évoquait la question, également soulevée, plus récemment, dans un rapport sur le travail du Commissariat général du plan. En Allemagne, l'Institut de recherche économique de Westphalie (RWI) avait publié en 1997 une étude dont il ressortait que les 7,3 millions d'étrangers présents dans le pays permettaient globalement d'économiser entre 20 et 35 milliards de marks, notamment à travers leurs cotisations aux caisses de retraite, plus importantes que les dépenses faites en leur faveur sous forme d'allocations chômage ou d'aide sociale. En octobre 1998, une commission d'enquête parlementaire avait également souligné l'apport des immigrés -le rajeunissement de la population et par conséquent son plus grand dyna-

misme- et mis en évidence la vocation de l'Allemagne à être un "pays d'immigration".

C'est aussi ce que l'Espagne est en train de découvrir pour elle-même. Le Parlement espagnol a finalement adopté, en décembre dernier, après plusieurs mois d'un débat difficile, une nouvelle loi sur les immigrés qui vise à améliorer leur intégration et qui prévoit un mécanisme de régularisation pour tous ceux qui ont un permis de travail ou qui peuvent justifier d'un séjour de plus de deux années dans le pays. Les opérations de régularisation ont commencé le 1er février. Hasard du calendrier, quelques jours plus tard l'assassinat d'une jeune femme provoquait une véritable ratonnade en Andalousie. "L'Espagne est une société qui progresse et qui vieillit, déclarait dans une récente interview le ministre du Travail et des Affaires sociales, Manuel Pimentel. Nous devons, de façon naturelle et ordonnée, envisager que des personnes du tiers-monde viennent travailler chez nous." "L'histoire de l'humanité, ajoutait-il, est l'histoire du métissage."

Craignant les réactions de l'opinion, peu d'hommes politiques tiennent en public un tel discours. La plupart d'entre eux traitent surtout du problème sous l'angle du renforcement des contrôles aux frontières... Résultat: le débat n'a



pas encore vraiment franchi, en Europe, le cercle restreint des experts. Alors même qu'il s'agit de l'un des enjeux majeurs des années à venir.

Un petit pas vers une réflexion commune

La perspective d'un afflux d'immigrés pose bien évidemment le problème de leur intégration et celui du multiculturalisme, avec tous les risques d'incompréhension qu'il soulève. Or il s'agit de questions difficiles que les Européens n'abordent pas tous de la même façon. En Grande-Bretagne, on estime que l'intégration ne se décrète pas, et on met en avant la notion de "communautés" fondées sur l'origine ethnique ou géographique. Le droit à la différence est respecté, mais le risque est celui de la ghettoïsation. La France est au contraire celui des pays qui affiche la plus forte volonté intégrationniste. Tout le monde est destiné à devenir français, quelle que soit sa race ou sa religion, mais on attend des immigrés qu'ils fassent l'effort de s'adapter à la culture républicaine. En Allemagne, il était jusqu'à l'an dernier presque impossible pour les étrangers d'obtenir leur naturalisation. L'introduction du droit du sol - par opposition au droit du sang - dans la législation allemande est significative de l'évolution récente d'un pays devenu le pre-

mier pays d'accueil d'Europe. On estime que, sur les 7,2 millions d'étrangers qui vivent outre-Rhin - surtout des Turcs - quelque 4 millions remplissent les conditions fixées par le nouveau Code de la nationalité et que 500000 au moins devraient être naturalisés dès cette année.

Un tout petit pas a été fait vers une réflexion commune lors du sommet européen des 15 et 16 octobre dernier à Tampere (Finlande) avec l'adoption d'un document sur l'immigration qui, pour la première fois, évoque la nécessité de réfléchir aux "conditions d'installation des étrangers dans l'Union européenne". Le texte écarte le "pari de l'immigration zéro" et la "liberté totale d'installation", qu'il juge l'un et l'autre irréalistes. Et souligne "l'inquiétude d'une partie de l'opinion". Mais on est loin de la définition d'une politique. Certains pays, pourtant, font depuis longtemps appel à l'immigration. C'est le cas des Etats-Unis, du Canada, ou de l'Australie. Réglementé - les portes sont plus largement ouvertes aux catégories de travailleurs qui correspondent aux besoins de l'économie - cet apport de sang neuf est sans aucun doute l'un des facteurs qui explique le dynamisme de ces sociétés.

Alice de Lagarde, Dominique Bellmond, François Geoffroy, Vanja Luksic, Blandine Milcent, Cécile Thibaud

Copyright L'Express du 17/02/2000

L'IMMIGRATION EN EUROPE

A quoi songe-t-on lorsque, dans les moments de fièvre électorale, on agite "*le problème de l'immigration?*". A qui fait-on ainsi implicitement référence? Le plus souvent à des gens qui pour beaucoup sont nés en France (donc pas des immigrés) et qui, pour une grande part aussi, sont français (donc pas des étrangers). A des gens qui n'ont pas pour problème l'obtention d'un titre de séjour, mais l'inégalité des chances et ce qui peut en résulter.

Parler de l'immigration, c'est entrer dans un champ où règnent la confusion des termes, la subjectivité et les sous-entendus; dans un débat brouillé.

On confond, comme disent les statisticiens dans leur jargon, "*les flux*" et les "*stocks*"; on confond la question de l'immigration au sens propre (le nombre des étrangers entrant annuellement en France) avec la question de l'insertion sociale de groupes de population qui n'ont pas forcément migré, ni même leurs parents, et qu'une certaine retenue empêche de désigner autrement: par leur origine ethnique ou la couleur de leur peau, notamment.

Catherine de Wenden, spécialiste de l'étude des migrations, explique, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, qu'*"il y a de moins en moins de liens entre la question des flux migratoires et celle de l'intégration"*, si l'on en juge par certaines études sur les "*nouvelles mobilités*" en Europe. Le cas des

Etats-Unis montre d'autre part que cet amalgame courant dans les opinions publiques européennes n'est pas inéluctable: dans la société américaine, qui n'est pas dépourvue de tensions intercommunautaires, l'immigration n'est pas mise en cause et les partisans d'y mettre des freins ne se font guère entendre.

Les mouvements populistes et xénophobes en Europe véhiculent tous le fantasme de l'invasion. Les statistiques - auxquelles, il est vrai, l'opinion n'est guère sensible dans un débat aussi passionnel - apportent cependant un correctif radical à l'idée d'une vague submergeante. Même si l'Europe est devenue le premier continent d'immigration du monde, les étrangers ne représentent que 5,1% de sa population; si on défalque de cette proportion les Européens de l'Union vivant dans un autre pays membre que le leur, ils ne sont plus que 3,5%, soit 13 millions de personnes sur près de 380 millions d'habitants.

Ces chiffres laissent de côté les clandestins, par définition non recensés. Certains avancent à leur propos l'évaluation d'"au moins 3 millions", une estimation que contestent des statisticiens de l'OCDE, en soulignant les risques de surévaluation des méthodes retenues. Quoi qu'il en soit, là encore les images des boat people qui tentent de gagner Gibraltar, les Canaries ou les Pouilles, les reportages sur les Kurdes et les Afghans qui s'entassent à Sangatte, ont vite fait d'en-



L'IMMIGRATION EN EUROPE suite

flammer les esprits et de donner le sentiment que tout le malheur du monde se presse aux portes de l'Europe. Non; les déshérités ne s'y pressent que lorsque existent des filières de passeurs, dont ils sont les premières victimes.

Les dirigeants européens, dans l'urgence actuelle, sont obligés de fournir une réponse simple à une question, qu'en général, ils savent infiniment plus complexe que celle qu'imposent en ce moment les extrêmes droites européennes à propos de l'immigration. Ils n'ont donc à la bouche ces temps-ci que la lutte contre l'immigration clandestine et le contrôle des frontières, c'est-à-dire des sujets très réels, mais qui ne datent pas d'hier et que l'Union européenne n'a jamais négligés depuis l'abolition de ses frontières intérieures; des sujets qui, de surcroît, donnent à nouveau de l'Union l'image d'une forteresse repliée sur elle-même et sur ses angoisses sécuritaires, ce qu'en réalité elle n'est pas.

Le temps où l'"immigration zéro" était un mot d'ordre en vogue en Europe, après le choc pétrolier des années 1970, et même le temps des années 1990, où la tendance générale était à freiner le nombre des entrées pour motifs économiques, ces temps-là n'ont plus cours. L'Europe a besoin de main-d'œuvre. Comme le note un autre spécialiste, Jean-Pierre Garson, "*s'il y a du neuf*", ce n'est pas que l'Europe se transforme en forteresse,

L'Europe est devenue le premier continent d'immigration du monde, mais les étrangers ne représentent que 5.1% de sa population

c'est "*qu'on note depuis deux ans, en particulier en Europe, un renouveau de l'immigration pour l'emploi*".

Dans l'économie mondialisée du XXI^e siècle, l'Union européenne devrait réfléchir à ses besoins nouveaux en matière d'immigration, que soulignent les milieux patronaux, et si possible les organiser. Cela fait d'ailleurs partie du programme qu'elle s'était fixé, il y a quelques années, en se donnant pour objectif "*une politique d'asile et d'immigration commune*". Mais la montée des populismes n'est guère un contexte favorable à une telle approche ouverte et rénovée de la question de l'immigration. Les gouvernants, soucieux de couper l'herbe sous le pied de ces mouvements, cèdent plus ou moins à la tentation du langage tout-sécuritaire. Ils savent aussi que si l'on s'y prend mal sur un sujet aussi sensible, si l'on donne l'impression que "*Bruxelles*" gère la question de l'immigration, l'Europe risque une fois de plus de faire les frais du sentiment diffus de "*l'insécurité*".

Claire Tréan

Le Monde - 9 juin 2002



Le sommet européen met fin à l'immigration zéro

La politique d'immigration rêvée par les patrons

Empreintes digitales des travailleurs, création d'un corps de police aux frontières européennes, tel est le genre de mesures que le sommet européen de Séville entend concrétiser ces 21 et 22 juin pour "lutter contre l'immigration clandestine".

Qu'est-ce que cela cache?

Le sommet européen de Séville marquera un moment important dans l'approche des migrations internationales. Il semble un fait acquis que l'immigration zéro n'est plus aujourd'hui d'actualité. *"Pour l'Union européenne, Séville doit démontrer que l'Europe est capable de combattre l'immigration clandestine et d'établir des flux migratoires ordonnés et positifs"*, a déclaré le Premier ministre espagnol Aznar.

Déplacés "vivant" dans les ruines en Sierra Léone. Plus de la moitié des cinq millions de Sierra Léonais sont réfugiés, soit dans leur propre pays, soit dans les pays limitrophes. A peine 7.853 de ces réfugiés ont demandé asile en Europe (chiffres de 2001).

L'économie européenne a de nouveau besoin de main-d'œuvre étrangère, comme le démontre l'exploitation des informaticiens indiens en Allemagne ou la nouvelle loi Bossi-Fini, en Italie, qui imposera à un non-Européen l'obligation d'avoir un contrat de travail pour bénéficier d'un permis de séjour (renouvelable) de deux ans. C'est aussi tout profit pour les patrons européens qui ne doivent pas payer les frais de formation de ces travailleurs et peuvent les renvoyer en temps voulu.

Pour la main d'œuvre non qualifiée - dans certains secteurs comme la construction, l'horesca ou l'agriculture - seule la clandestinité sera possible. Ce qui exercera une pression vers le bas sur l'ensemble des salaires. Comme chez nous à Tirlémont, où Tziganes et est-européen travaillent dans l'agriculture. Ou en Espagne, où, 350 sans papiers nord-africains manifestent actuellement, à l'Université de Séville pour avoir un permis de séjour et pour protester contre l'engagement de travailleurs est-européens qui viennent travailler pour moins cher qu'eux. C'est dire le niveau des salaires.

Mais comment allier les besoins du patronat et l'arrivée de ces travailleurs, prêts à s'organiser comme leurs prédécesseurs, fers de lance des acquis sociaux après la seconde guerre mondiale? Voilà la tâche que s'est assignée l'Union européenne. Elle va donc prendre des mesures concrètes, notamment lors du sommet de Séville dont la voie a été préparée par d'autres travaux ces derniers mois.

Les empreintes digitales de la gauche et de la droite

En février dernier, les ministres de la Justice et de l'intérieur ont approuvé "le Plan global contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains". Il prévoit notamment l'harmonisation de la politique des visas afin d'éviter qu'un consulat d'un pays européen n'accorde un visa à une personne refusée par un autre. Il prévoit également la création de bureaux communs de visas. Les données classiques du visa seraient complétées par une "photographie digitale" et des données concernant certains traits physiques.

Le 30 mai, à Rome, dans le cadre de ce plan, les Quinze plus les treize pays candidats à l'adhésion ont approuvé le rapport envisageant la création d'un corps de garde-frontières, composé d'un réseau d'officiers de liaison dans les aéroports et "d'unités de réponse rapide" qui interviendraient à la demande d'un Etat membre sujet à "une immigration clandestine massive". Europol, dont le budget 2002 vient d'augmenter de 45,9%, passant à 51,6 millions d'euros, jouerait un rôle important dans ce plan.

Pour empêcher qu'un demandeur débouté dans un pays de l'Union soit accepté dans un autre, l'Union européenne s'était déjà dotée en février d'un outil supplémentaire, l'Eurodac. Celui-ci devrait être opérationnel pour 2003. Les Etats européens devront prendre les empreintes digitales de tous les doigts des demandeurs d'asile ayant plus de 14 ans et transmettre ces données à l'unité centrale d'Eurodac, située à Luxembourg.

Le gouvernement anglais, socialiste, s'est déjà lancé dans la digitalisation des demandeurs. Le gouvernement italien, de droite et d'extrême droite, prévoit lui la digitalisation de tout extra-communautaire. La personne qui revient en Italie après expulsion est punissable d'un an de prison. Dans ces deux pays, on prévoit l'usage de la marine militaire pour empêcher les réfugiés d'entrer par la mer. Blair-Berlusconi, même combat.

"Tchio bouoé" (Tous ensemble)

Mais c'est oublier la capacité de résistance des travailleurs. En Italie, à Reggio Emilia, cinq mille grévistes (italiens et étrangers) ont manifesté contre la loi "inique et raciste" Bossi-Fini. La grève a été suivie par près de 80% des travailleurs de l'industrie. Sur le podium, un travailleur ghanéen a lancé dans sa langue un "Tchio bouoé" (Tous ensemble) repris par la foule.

"Il faut peu pour comprendre que la loi contre les immigrés et l'attaque contre l'article 18 (qui interdit un employeur de licencier un travailleur sans raison valable) sont des parents proches", ajoute Amabile Carretti, du syndicat CGIL.

Puisque le patronat européen fait le même coup que les différents patronats nationaux d'après guerre, les travailleurs répondront du tac au tac en portant l'unité des travailleurs au niveau européen lors des luttes sociales à venir.

La cause des migrations: les multinationales

Les multinationales n'ont de cesse de piller les ressources des pays de la planète. Là où il y a un marché à prendre à l'économie locale, là où il y a des matières premières à extirper, leurs relais politiques s'échinent à défendre leurs intérêts. Les dépenses du Nord pour la coopération ou les réfugiés sont nettement inférieures à ce que rapporte l'exploitation du Sud.

Les populations du tiers-monde n'ont alors pas d'autres choix (du moins ceux qui en ont la possibilité) que de migrer vers des cieux plus cléments. La situation dans les anciens pays d'Europe de l'Est illustre bien cette rapacité qu'ont les entreprises européennes à détruire le tissu économique historique pour accroître leur part de marché.

En Afrique, dans un pays diamantifère comme le Sierra Leone, le rôle joué par les multinationales est primordial pour comprendre la guerre qui a ravagé le pays. Chaque camp étant alimenté par l'une ou l'autre multinationale anglaise, française ou américaine. Par exemple le groupe franco-luxembourgeois Arcelor, n°1 mondial de l'acier, qui puise dans le sous-sol du pays le minerai de fer dont elle a besoin.

Plus de la moitié des cinq millions de Sierra Léonais se sont trouvés réfugiés soit à l'intérieur de leur propre pays, soit dans les pays limitrophes. A peine 7.853 de ces réfugiés ont demandé asile en Europe (chiffres de 2001). Et très peu sont acceptés.

Débat

L'immigration est-elle une menace pour l'Europe?

par Jean-Michel Demetz

Le Vieux Continent, à la faible natalité et au fort PIB, a besoin de travailleurs migrants. Les peuples des pays en développement ont besoin de travail. Peut-on satisfaire ces deux exigences sans provoquer un choc de cultures? L'Union doit-elle fermer ses frontières? Six personnalités européennes répondent.

Découverte de clandestins, principalement des Kurdes de Turquie et d'Irak, dans la soute d'un navire, à Crotona, en Italie, en octobre 2001.

Enfin, les langues se délient. Longtemps refoulée en France, à cause de l'instrumentalisation qu'en a faite Jean-Marie Le Pen, et ignorée ailleurs, la question de l'immigration est désormais au premier plan des enjeux politiques de l'Union. A Séville, au sommet des Quinze, les 21 et 22 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement dessineront une politique commune de lutte contre les filières clandestines. Mais, au-delà des modalités policières, c'est un débat d'une tout autre ampleur qui s'impose un peu partout. Le trop lent développement économique au sud de la Méditerranée, l'explosion démographique qui l'accompagne, l'instabilité politique qui en résulte, tout indique que la pression va s'accroître. "Il est permis de conclure, que, jusqu'ici, seule une petite fraction de migrants potentiels s'est mise en mouvement, note l'essayiste allemand Hans Magnus Enzensberger dans La Grande Migration. Il semblerait donc que les grandes invasions soient encore à venir". Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler que la population de l'Afrique va plus que doubler dans les cinquante prochaines années.

"Il semblerait donc que les grandes invasions soient encore à venir"

Aujourd'hui, contrairement à ce que l'on entend parfois dire, l'Europe est tout sauf fermée. Chaque année, les Quinze reçoivent 700000 immigrants réguliers, au titre de l'immigration de travail, du regroupement familial ou du droit d'asile -qui explose et souvent cache une immigration de misère- auxquels il faut ajouter de 400000 à 500000 clandestins. Selon la Commission européenne, ces derniers seraient au total 3 millions à vivre, se déplacer, parfois travailler, dans l'Union.

La perspective d'une immigration massive de peuplement n'est pas sans poser des questions, parfois déroutantes, auxquelles il n'est pas aisé de donner des réponses franches et convaincantes. Qu'on se représente l'Union comme une riche zone d'accueil où peuvent cohabiter des communautés aux valeurs différentes, même antagonistes, ou comme un espace doté d'une personnalité culturelle originale forgée par l'Histoire, on tire des conclusions différentes. Dans le premier cas, l'importation de populations plus jeunes est la réponse au vieillissement et donc à

notre survie. Mais à condition d'ouvrir totalement les frontières. Et l'Europe, alors, peut s'accommoder d'un modèle communautariste. Dans le second, pour prévenir un choc des cultures sans précédent en temps de paix, mieux vaudrait relancer une politique nataliste volontariste.

Rien n'est simple. Comment répondre aux besoins non satisfaits de main-d'œuvre de nos entreprises? Faut-il instaurer une politique de quotas? L'Etat est-il le mieux placé pour évaluer les besoins? Et comment trier et convaincre ceux que l'on veut faire venir? L'Allemagne avait, en 1999, libéré 30000 visas spéciaux pour attirer des informaticiens indiens: ce fut un échec. Partir à la chasse aux compétences, c'est aussi courir le risque de piller la matière grise du Sud et d'obérer les chances de son développement durable: chaque année, 3000 infirmières quittent les Philippines pour les Etats-Unis. Accueillir convenablement des migrants, enfin, c'est fournir un effort de dépense publique nécessaire pour leur éducation, leur formation et leur santé : sommes-nous prêts à l'accepter? Ou l'Europe est-elle en passe d'atteindre son "seuil de tolérance" comme de plus en plus de voix le suggèrent aux Pays-Bas, par exemple, le pays le plus dense du continent?

Un débat au-delà des clivages gauche-droite

Dans chaque pays, ces questions nourrissent un débat public qui commence à s'exprimer, au-delà des clivages gauche-droite. Au Royaume-Uni, secoué par les émeutes raciales de l'été dernier, le gouvernement du travailliste Tony Blair - qui compte, depuis peu, un ministre noir d'origine ghanéenne, Paul Boateng - a présenté au Parlement un rapport (voir L'Express du 28 février 2002) qui préconise, entre autres, une augmentation des quotas de travailleurs immigrés. Mais, au même moment, face à la menace d'une Europe submergée, l'essai au titre de mise en garde du démographe Alfred Sauvy, voilà vingt ans déjà, Tony Blair se dit prêt à envoyer la Royal Navy croiser en Méditerranée : fort d'une économie dynamique et d'une tradition de tolérance, le Royaume-Uni, il est vrai, renferme en son sein 1 million de clandestins. Sur le continent, l'Allemagne sociale-démocrate adopte des mesures pour limiter le regroupement familial, et l'Espagne du conservateur José Maria Aznar, "favorable à des flux ordonnés et positifs", est prête à suivre son exemple et à abolir le droit de séjour automatique pour les clandestins ayant séjourné au moins cinq ans dans le pays. En Italie, le gouvernement Berlusconi renforce la lutte contre les clandestins et lie l'obtention d'un "contrat de séjour" à un "contrat de travail".

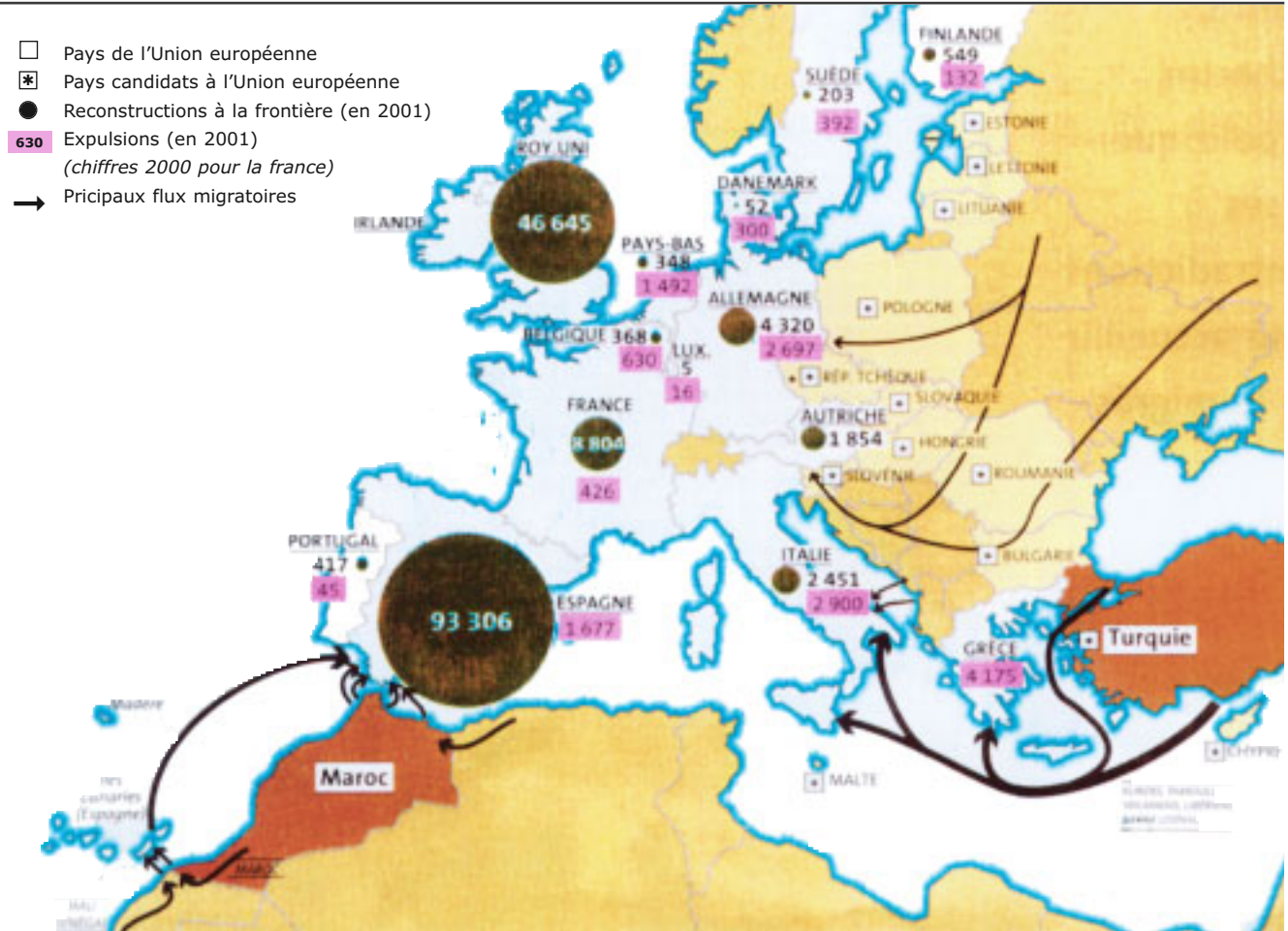
Seule certitude, il ne peut y avoir de réponse à la pression migratoire que coordonnée à l'échelon de l'Europe. Car chaque secousse dans un pays produit des échos chez les voisins. Quand l'East Sea s'échoue volontairement, le 18 février 2001, sur une plage du Var, les autorités françaises peuvent faire preuve de laxisme puisqu'elles savent que la plupart des Kurdes débarqués fileront rejoindre parents et amis en Allemagne. Lorsque l'Italie, en 1999, et l'Espagne, en 2000, régularisent leurs illégaux, ces deux pays connaissent un afflux massif de clandestins venus de France. Car, dans l'espace unique européen, un clandestin a toute latitude, une fois régularisé en Espagne, pour circuler en Finlande...

Cette priorité à la coordination devrait s'établir directement entre Etats. Sur ce dossier, les chefs de gouvernement européens jugent, en effet, sévèrement la Commission de Bruxelles, qui, à leurs yeux, n'a pas perçu l'urgence d'une réponse publique. Or le temps presse, comme l'a prouvé l'émergence de mouvements populistes, ces derniers mois, en Europe du Nord. Inquiets de la montée de l'insécurité ou de la pression sur les dépenses publiques, les citoyens européens veulent désormais que leurs dirigeants rendent des comptes et que, enfin, le débat s'ouvre. L'immigration est-elle, oui ou non, une menace pour l'Europe? Quelle politique adopter?

La nébuleuse des clandestins

Certaines organisations contrôlent un véritable trafic de main-d'œuvre

LES PORTES D'ENTRÉE DE L'IMMIGRATION ILLÉGALE



Source: Haut Conseil à l'intégration de l'UE

250 km

Les informations sur la migration clandestine sont, par nature, très imprécises. La première difficulté est celle de la définition de l'immigration clandestine. Le Bureau international du travail (BIT) définit les migrations clandestines ou illégales comme celles où les migrants se trouvent "au cours de leur voyage, à leur arrivée ou durant leur séjour ou de leur emploi, dans des conditions contrevenant aux accords internationaux ou à la législation nationale". *"L'immigration illégale est la manifestation d'un déséquilibre entre une offre limitée de candidats à l'émigration et l'acceptation limitée de nouvelles entrées par les pays récepteurs",*

"L'entrée illégale est la seule option qui s'offre aux candidats à la migration, exception faite du regroupement familial et des demandes d'asile"

souligne l'OCDE dans un rapport publié en 2000 et intitulé "Combattre l'emploi illégal d'étrangers". Dans une situation où les possibilités d'entrée et de séjour sont limitées, comme en Europe actuellement, *"l'entrée illégale"*

est la seule option qui s'offre aux candidats à la migration, exception faite du regroupement familial et des demandes d'asile", précise le rapport.

La clandestinité ne se réduit pas à la personne du migrant clandestin. L'OCDE parle d'une "chaîne de clandestinité" qui met en jeu une série d'acteurs: le migrant, l'intermédiaire qui facilite le passage, voire le placement, et l'entreprise où il travaille. Les circuits de l'immigration clandestine deviennent complexes, allant de la mise en contact directe du clandestin à l'entrepreneur à des organisations aux multiples ramifications, qui contrôlent un véritable trafic de main-d'œuvre. On arrive alors à un paradoxe relevé par Jean-Philippe Chauzy, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM): "La mise en place de contrôles plus stricts aux frontières profite aux organisations criminelles, qui s'organisent davantage et deviennent plus performantes dans l'acheminement des clandestins dans les pays-cibles". Selon M. Chauzy, la manne financière de ce trafic représente entre 600000 et 2 milliards de dollars par an.

Autre difficulté: l'estimation précise de l'immigration clandestine. L'OIM avance le chiffre de quelque 3 millions de migrants clandestins séjournant actuellement dans l'Union européenne, contre un peu moins de 2 millions en 1991. En France, leur nombre serait évalué à 500000 personnes. Pour obtenir de tels chiffres, l'organisation intergouvernementale utilise deux indicateurs: les interpellations aux frontières et les régularisations accordées par les gouvernements. L'OCDE, quant à elle, n'établit pas d'estimations globales. "Pour cela, il faudrait disposer de beaucoup plus de chiffres et de

méthodes d'estimations de la clandestinité, souligne un statisticien de l'OCDE. Par exemple, les clandestins qui sont plusieurs fois refoulés aux frontières, ne sont pas pris en compte. Les chiffres de l'immigration illégale sont toujours surévalués".

Au mieux, les spécialistes des questions d'immigration clandestine disposent d'observations partielles qui nécessitent des informations complémentaires, elles-mêmes souvent estimées, pour prétendre à une couverture satisfaisante du phénomène.

Au total, l'OCDE classe les clandestins en six catégories: les migrants entrés légalement dans le pays, qui possèdent ou non une autorisation de séjour, mais exerçant une activité illégale; les migrants entrés légalement, résidant illégalement mais inactifs; les migrants entrés illégalement, sans titre de séjour et exerçant ou non une activité illégale; les migrants entrés clandestinement, qui ont acquis un titre de séjour et qui exercent une activité illégale.

"La question n'est pas tant le nombre de migrants clandestins, précise le rapport de l'OCDE. Ce qui importe, ce sont les caractéristiques et les mécanismes de reproduction de la clandestinité, qui donnent sa véritable signification à l'effectif estimé. (...) L'immigration clandestine n'est pas un évènement exceptionnel et non renouvelable. Elle est un phénomène inéluctable qui est amené à prendre de l'extension dans le contexte de la mondialisation, de la transition économique et des conflits interethniques".

Le Monde - 9 juin 2002

L'Europe

Les grands flux de l'immigration illégale



Espagne

Le flot des clandestins

de notre correspondante **Cécile Thibaud**

Marocains, Nigériens ou Sierra-Léonais, ils ont été 13 000 depuis le début de l'année à franchir illégalement le détroit de Gibraltar. Nuits de veille avec la Garde civile.

Il s'appelle Anouar. Il a 20 ans, les yeux clairs et les cheveux très courts. Les voitures le frôlent sans le voir, le long de la nationale 340, qui longe la pointe sud de l'Espagne. Qui soupçonnerait que ce gamin en maillot de bain et en chemise Lacoste délavée vient de débarquer clandestinement du Maroc? Quelques heures plus tôt, un scooter des mers arrivé en trombe de Tanger, de l'autre côté du détroit de Gibraltar, l'a déposé sur une plage de Tarifa, à la barbe des contrôles espagnols.

"Je viens travailler. J'ai deux diplômes, coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames". Sous l'œil indifférent des véliplanchistes, Anouar a traversé la plage et filé dans la pinède. Maintenant, à la nuit tombante, le long de la route, il attend son contact. "Un ami", dit-il, qui doit l'emmener à Algésiras puis l'aider à rejoindre Barcelone, où sa sœur l'attend. "Je viens travailler, répète-t-il d'une voix tremblante. A Tanger, j'ai étudié la coiffure. J'ai deux diplômes. Coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames". Il serre nerveusement dans la paume de sa main un téléphone mobile, son seul bagage. Il a passé le coup de fil convenu. Une voiture doit venir le prendre à l'arrêt d'autocar, à la hauteur de Punta Paloma. Mais il sait que la police et la Garde civile patrouillent sans

cesse sur la route, à la recherche de ceux qui, comme lui, viennent tenter coûte que coûte leur chance en Europe. Ils ont été plus de 13000 depuis le début de l'année, selon le ministère de l'Intérieur espagnol, à franchir illégalement les 12 kilomètres du détroit de Gibraltar. Leur nombre croissant crispe les relations entre Madrid et Rabat. Les Espagnols accusent leurs voisins de ne pas surveiller leurs côtes et de favoriser l'existence de mafias et de réseaux de corruption. Les Marocains, pour leur part, rejettent la responsabilité du trafic sur Ceuta et Melilla, deux villes enclaves espagnoles sur le territoire marocain, propices à toutes les opérations louches.

Ces dernières semaines, le ton est encore monté. Après l'interception de 600 immigrants clandestins en un week-end sur les seules plages de Tarifa, le gouvernement de José Maria Aznar a sommé, une fois encore, les autorités marocaines de prendre leurs responsabilités.

"L'Europe devient une usine à fabriquer des sans-papiers"

A Tarifa, quand le temps est clair, on pourrait toucher l'Afrique du doigt. La surveillance des côtes est un travail de Sisyphe. Le petit négoce des pêcheurs, qui débarquaient les passagers de contrebande les nuits sans lune, s'est transformé, au fil des dix dernières

années, en un business plus rentable, dit-on, que le trafic de haschisch, et surtout moins risqué: 8000 francs par personne, à raison de 50 ou 60 passagers par embarcation... Les barques de bois ont cédé la place à des canots type Zodiac, quand il ne n'agit pas, comme pour Anouar, de scooters des mers. Ce soir, nuit claire, brise douce et mer plate. Les lumières de Tanger scintillent sur la rive d'en face. "Conditions optimales pour un voyage", pronostique Antonio José Sanchez, l'un des gardes civils qui prend son tour de nuit. "Les arrivées ont lieu par vagues, raconte-t-il. On voit quatre ou cinq canots d'un coup, qui débarquent en éventail pour essayer de nous déborder. On ne peut pas être sur toutes les plages à la fois". Ils seront cinq voitures à patrouiller jusqu'à l'aube, le long de la côte, balayant les flots avec leurs jumelles de vision nocturne. L'attente sera vaine. Mais nul ne se fait d'illusions sur la durée du répit.

"Nous sommes là pour surveiller la frontière et aussi pour éviter les catastrophes".

"Il ne s'agit pas du point de passage le plus fréquenté du pays. Il arrive davantage de gens venus d'Europe de l'Est par la frontière française. Mais c'est le plus périlleux", souligne le lieutenant-colonel Espinosa, qui dirige le groupement de la Garde civile d'Algésiras, dont dépend Tarifa. Il estime que ses hommes interceptent environ 70% des arrivants. "Nous sommes là pour surveiller la frontière et aussi pour éviter les catastrophes", insiste-t-il. La distance est courte, mais la zone est dangereuse. Le voyage peut virer au cauchemar pour de frêles embarcations. On a ramassé une cinquantaine de cadavres

sur les côtes espagnoles depuis le début de l'année.

Le travail de surveillance des frontières se double d'une assistance sanitaire et d'un travail humanitaire. Dès l'interception sur les plages, la Garde civile travaille main dans la main avec la Croix-Rouge, qui dispense les premiers soins.

A la grande loterie du passage du détroit, les chances ne sont pas les mêmes pour tous. Les Marocains et les Nigériens, citoyens de pays signataires d'accords d'extradition avec l'Espagne, seront expulsés dans les soixante-douze heures. Les autres, pour l'essentiel venus sans papiers d'Afrique de l'Ouest, se voient remis un ordre d'expulsion dans les quinze jours, qui ne sera jamais exécuté, faute d'accord avec les pays d'origine. Il ne leur reste plus qu'à disparaître et à se fondre dans la foule anonyme des travailleurs sans papiers, en Espagne, en France ou ailleurs en Europe. Les Marocains refoulés ne s'avouent pas vaincus pour autant. "Il nous arrive de voir revenir les mêmes, un mois plus tard, qui nous saluent comme des vieilles connaissances et nous disent : "Pas de chance! La prochaine fois...", raconte Juan Treveño, président du comité local de la Croix-Rouge. A l'efficacité des contrôles espagnols les passeurs ont répondu par une offre commerciale imparable: chaque candidat à l'immigration a droit à trois tentatives.

L'aide aux clandestins

Ceux qui passent à travers les mailles du filet connaissent la marche à suivre: gagner les monts autour de Tarifa, prévenir par téléphone mobile de

son arrivée, attendre l'indication d'un rendez-vous. "Tous les gens qui vivent ou travaillent dans les collines ont croisé des Marocains, perdus, qui mendient un peu d'eau ou de nourriture", raconte Mario Arias. Responsable de l'association Pro derechos humanos, il prône la désobéissance civile et l'aide aux clandestins. Au détour des chemins, lui et ses compagnons déposent une caisse de nourriture pour celui qui passe. Ils offrent parfois le gîte pour quelques nuits ou un billet d'autocar. Action illégale, ils le savent. "Comment la police va-t-elle nous arrêter, nous qui aidons ces hommes de façon désintéressée, alors qu'elle laisse prospérer les mafias qui abusent d'eux?" interroge Mario.

L'existence de "mafias de l'immigration" de part et d'autre du détroit ne fait ici pas l'ombre d'un doute, dans cette région habituée depuis toujours aux trafics et à la contrebande. Pas plus que l'arrivée des immigrants n'éveille de sentiments xénophobes. "Les gens d'ici ne sont pas meilleurs qu'ailleurs. Mais ils savent que les immigrants ne font que passer. Ils ne restent pas. Ici, il n'y a pas de travail", dit Luis Lopez, responsable local de Caritas. On sait que les arrivants sont attendus par des réseaux de "taxis", qui les conduisent vers les lieux où on a besoin de main-d'œuvre bon marché, soit, principalement, les exploitations agricoles de Murcie, d'Almeria ou de Huelva, selon les saisons. Tout le monde a vu les signes codés, qui annoncent les lieux de ramassage au bord des routes, un tee-shirt noué sur une barrière, deux canettes de soda l'une sur l'autre près d'un carrefour. "Il arrive qu'avant même

que les bateaux soient partis des côtes marocaines on remarque ici un mouvement de voitures immatriculées à Murcie ou Almeria qui guettent les arrivants", raconte Rodrigo Serrano, chef des services de la protection civile de Tarifa.

Avec le puissant système de radars et de caméras thermiques qui sera mis en service dans quelques mois, la surveillance des côtes sera parfaite. Plus un mouvement n'échappera au centre de contrôle d'Algésiras. Détection à 10 kilomètres, identification à 5 kilomètres des côtes, promet-on. Reste à savoir si le "blindage" du sud de l'Europe aura l'effet dissuasif requis. "La traversée va juste coûter plus cher. Les passeurs vont changer de tactique, prendre des destinations différentes, plus longues et plus dangereuses, alerte Fernando Garcia, militant de l'ONG Algesiras Acoge. En fermant les frontières, on livre pieds et poings liés les immigrants à leurs exploiters. L'Europe devient une usine à fabriquer des sans-papiers".

Copyright L'Express du 27/09/2001

Une main-d'œuvre étrangère recherchée

L'Europe

C'est un paradoxe européen: tandis que les chefs d'Etat et de gouvernement affichent leur volonté de durcir leur politique d'immigration, de nombreux patrons trépignent. Les premiers sont impressionnés par les récents résultats électoraux et la montée des partis populistes, les seconds sont confrontés à une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs. Le paradoxe est d'autant plus frappant que, même s'ils affichent leur ferme volonté de rassurer la partie de leur opinion qui s'inquiète, les dirigeants des Quinze savent que les politiques d'"immigration zéro" menées depuis trois décennies ne sont plus adaptées.

En mars 2000, un rapport des Nations unies laissait entendre que les "migrations de remplacement" pourraient jouer un rôle important en Europe. Envisageant uniquement la démographie, il estimait qu'une nouvelle vague d'immigration pourrait aider à la résolution des problèmes liés au vieillissement et au déclin démographique: à l'heure actuelle des pays comme l'Italie, l'Allemagne ou la Suède enregistrent déjà un taux d'accroissement naturel négatif (les naissances moins les décès). La France, comme les Pays-Bas et la Finlande, devrait, elle, connaître un taux d'accroissement élevé pendant quelques années encore. Il n'empêche: tous les spécialistes s'accordent pour dire que le "Vieux Continent" portera bien son nom dès 2015: sa population en âge de travailler diminuera et la part des plus de 65 ans atteindra quelque 22% (16% aujourd'hui).

De nouveaux immigrés pour assurer l'équilibre des systèmes de sécurité sociale? Solution intéressante, mais uniquement à court terme, juge la Commission européenne. Prudente et tirant les leçons politiques du passé, elle souligne que, faute de politiques d'intégration efficaces, ses coûts à long terme seraient exorbitants, en termes de discrimination et d'exclusion sociale notamment. Une fois installés, ajoute-t-elle, les immigrés adoptent progressivement les comportements de leur pays d'accueil en matière de fécondité. Traduction: ne comptons pas uniquement sur eux pour résoudre nos déficits démographiques.

Reste alors la question de la main-d'œuvre. L'économie européenne compte toujours quelque 15 millions de chômeurs et un taux d'emploi faible (61% des 15 à 64 ans en mesure de travailler; 51% pour les femmes). Des raisons suffisantes, aux yeux de la droite comme de la gauche, pour limiter l'accès du marché

du travail à de nouveaux immigrants. Problème: le chômage est de plus en plus structurel et marqué par de fortes disparités régionales. Parce qu'ils n'arrivent pas à remobiliser ou à recycler leurs chômeurs, ou parce qu'ils ne trouvent pas de candidats pour certaines fonctions (dans l'agriculture, les services ou l'industrie manufacturière), des pays mènent donc, depuis quelques années, des politiques de recrutement actif de "ressortissants des pays tiers". L'Allemagne a ouvert 20000 postes à des étrangers, Indiens et Est-Européens notamment, dans le domaine de l'IT (technologie de l'information), mais l'industrie se lamente de la lenteur du processus, indiquant que 75000 emplois sont vacants alors que les universités allemandes ne délivrent annuellement que 6000 diplômes. La Grande-Bretagne a elle aussi lancé une campagne de recrutement, octroyant des visas d'un an, renouvelables, à des techniciens.

Cent mille Indiens spécialisés s'envolent en fait chaque année vers les Etats-Unis ou l'Europe, ce qui entraîne une perte de quelque 2,2 milliards d'euros pour leur pays. Vingt mille professeurs, ingénieurs et médecins délaissent annuellement l'Afrique, estime l'Office international des migrations, alors que ce continent, qui aurait besoin d'un million d'ingénieurs et de scientifiques supplémentaires pour assurer son développement, n'en compte plus que 20000. Car même le Nigeria, le pays le plus riche du continent, n'a pu endiguer l'exode de quelque 40000 de ses diplômés.

L'Union européenne favorise donc un exode des cerveaux, qui est l'une des raisons des difficultés lancinantes de certains pays. Difficultés qui, elles-mêmes, expliquent la pression migratoire à laquelle l'Europe tente de résister. L'UE pourra, certes, objecter qu'elle suit, de très loin, un mouvement impulsé par les Etats-Unis, où 6,8 millions d'immigrants bénéficiant de permis temporaires sont embauchés. Il reste que les Quinze, qui sont d'ailleurs appelés à adopter prochainement une directive visant à favoriser et harmoniser une immigration dite "de travail", ne pourront plus faire longtemps comme si la fermeture des frontières était le seul thème devant être évoqué et la réponse à toutes les questions du moment.

EXODE DES COMPÉTENCES SANS CONTREPARTIE

Quand le Nord débauche les médecins du Sud

DANS tous les pays du monde, le recrutement et la formation des personnels médicaux se font par vagues, pas toujours bien synchronisées. Plus ou moins durables, ces déséquilibres engendrent un chômage important dans certains pays, tandis qu'ailleurs les autorités sanitaires ont recours à des médecins étrangers, qu'elles vont chercher de plus en plus loin. Or cette mondialisation des professions de santé se traduit par un transfert net, vers le Nord, de praticiens du Sud - pour un coût annuel évalué à 500 millions de dollars - et renforce encore l'apartheid sanitaire.

Par DOMINIQUE FROMMEL

Médecin, ancien enseignant aux universités du Minnesota, de Paris-V, d'Addis Abeba et de Calcutta.

- Nord-Sud
- Santé
- Tiers-monde
- Travail

Version anglaise :
Exporting health

recherche



date - sujet - pays

Réalisant que le bon fonctionnement du système de soins nécessitera de 8 000 à 10 000 praticiens supplémentaires d'ici à 2004, le gouvernement britannique lançait en décembre 2001 une campagne de recrutement de médecins étrangers. Quelques mois auparavant, l'Afrique du Sud, qui avait elle-même engagé 350 médecins cubains (1) pour compenser l'exode de diplômés nationaux, demandait au Canada de ne plus puiser dans le vivier sud-africain pour pallier la carence de généralistes en zone rurale. En octobre 2000, l'Irlande embauchait 55 médecins anesthésistes en Inde et au Pakistan. Même la Suède, nation-phare des prestations sociales, s'est récemment mise à chasser sur des terres étrangères, en recrutant, par exemple, 30 médecins polonais. Aux Etats-Unis, 23 % de la population médicale a obtenu son diplôme à l'étranger ; au Royaume-Uni, près de 20 % des praticiens sont asiatiques.

En France, environ 8 000 médecins sont titulaires d'un diplôme étranger, 4 400 l'ayant obtenu hors d'Europe. Ils assurent une grande part des gardes en pédiatrie, obstétrique et radiologie dans les hôpitaux publics, mais leurs statuts et leurs rémunérations diffèrent de ceux de leurs confrères français.

Les pays arabes du Golfe, quant à eux, comptent un peu plus de 20 000 médecins venus en majorité du sous-continent indien. Cependant, les migrations Sud-Sud sont en général temporaires (2).

Les conséquences de ces saignées sont considérables. Ainsi, seuls 360 des 1 200 médecins formés au Zimbabwe au cours de la décennie 1990 pratiquent dans leur pays en l'an 2000 ; la moitié des médecins formés en Ethiopie, au Ghana et en Zambie ont émigré. Néanmoins, nombreux sont ceux qui n'exercent plus leur profession dans le pays d'accueil. Les statistiques disponibles, qui regroupent les immigrants volontaires et les réfugiés, parfois les nationaux nés à l'étranger, ne permettent toutefois pas de brosser un tableau fidèle de ces mouvements (3).

Pour un nouveau pacte de santé

La pénurie de personnel infirmier est plus grande encore. En 2000, plus de 8 000 infirmières et sages-femmes non originaires de l'Union européenne ont été engagées par le ministère de la santé du Royaume-Uni et ont rejoint leurs 30 000 collègues étrangères déjà employées par les hôpitaux publics et privés. A l'horizon 2010, les projections faites aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne laissent entrevoir un déficit de plusieurs dizaines de milliers de diplômés.

De tout temps, la science s'est développée grâce à la circulation des êtres humains et des idées ; la médecine ne fait pas exception. Jadis, les médecins venaient étudier dans les prestigieuses écoles d'Alexandrie, de Cordoue, de Bologne ou de Montpellier. Plus tard, ils ont voyagé sur les bateaux emmenant les explorateurs. A partir de la révolution pasteurienne, ils ont parcouru le globe du nord au sud et ont fondé la médecine tropicale.

Actuellement, les soignants travaillant dans les missions d'obédience chrétienne se font rares et les experts occidentaux, venus pour d'autres tâches, ne les ont pas remplacés, pas plus que les missions humanitaires. Depuis les indépendances, le flux migratoire des professionnels de santé s'est inversé, en raison, d'une part, de la demande des pays industrialisés et, d'autre part, du laminage des budgets de la santé imposé, au tournant des années 1980, par les bailleurs de fonds internationaux au travers des plans d'ajustement structurel.

L'émigration n'est pas simplement due à la pauvreté, à des impératifs de survie ou même à l'évolution des comportements. Elle résulte avant tout du sentiment que les pays du Nord offrent aux professionnels qualifiés un mode de vie et un déroulement de carrière à la hauteur de leur savoir. L'instabilité du paysage politique, les préventions ethniques, les insatisfactions professionnelles (pesanteur de la bureaucratie, rémunérations ajournées, mandarinat, isolement), le décalage entre ce que l'on a appris et ce que l'on peut accomplir, la vie familiale représentent souvent des facteurs plus décisifs que l'attrait d'avantages matériels (4).

En effet, les raisons pour lesquelles un praticien perd le goût d'exercer une profession de santé dans son propre pays sont complexes. L'une d'elles, souvent occultée et qui affecte aussi bien le Nord que le Sud, réside dans la crise persistante de la pensée médicale. Consciemment ou non, le médecin se situe encore à l'époque de la « médecine triomphante », curative et forcément efficace. Cette vision, qui a fréquemment déterminé son choix professionnel, devient chimère, engendre frustration et colère, lorsque les moyens matériels font défaut.

Ne pas pouvoir prononcer un diagnostic en s'aidant de quelques examens de laboratoire, ne pas pouvoir administrer le médicament approprié, ne pas pouvoir satisfaire aux règles indispensables d'hygiène sont le lot d'une majorité des professionnels de santé dans les pays en voie de développement (PVD). Ceux qui peuvent envisager l'émigration sont alors confrontés à un dilemme : rester fidèle à leur pays ou à leur fonction de soignant ?

Les objectifs assignés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) aux pays du Sud - disposer, en l'an 2000, d'un médecin pour 5 000 habitants et d'un(e) infirmier(ère) diplômé(e) pour 1 000 habitants, améliorer l'accès aux soins dispensés par un personnel qualifié, notamment en zone rurale - ont volé en éclats en raison des lois du marché, de l'irréalisme des bailleurs de fonds et de l'incurie des autorités des pays concernés. Sur l'ensemble du globe, il existe 1 médecin pour 4 000 habitants, 1 pour 500 dans les pays occidentaux, 1 pour 2 500 en Inde et 1 pour 25 000 dans les vingt-cinq pays les plus pauvres. La libre circulation des médecins, infirmier(ère)s et techniciens de la santé a conduit à un véritable apartheid sanitaire dans les pays du Sud.

Face à ces disparités, les organismes internationaux chargés de définir les grandes lignes des politiques de santé et de lutter contre les inégalités sociales font preuve d'un singulier mutisme. Depuis 1979, ni l'OMS ni le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) n'ont publié d'analyses portant sur les conséquences de ces transferts de compétence sur la santé des populations ainsi désavantagées (5). Curieusement, la Banque mondiale, pourtant prolifique en études célébrant les bienfaits de l'ouverture des marchés, n'a pas présenté d'évaluation des flux financiers générés par les échanges de capital humain. Elle scotomise sans doute la résolution 2417 des Nations unies sur « *l'exode des cadres et du personnel technique qualifié des pays en voie de développement* », qui proscriit le « braconnage » des professionnels spécialisés (6). Il est vrai que les services de santé ne contribuent pas directement au produit national brut...

Les directives « Construire une OMS pour le XXI^e siècle », adoptées à partir de 1995, se focalisent sur les moyens nécessaires à une politique de santé globale, mais font l'impasse sur la régulation de la circulation des compétences sanitaires (7). En outre, l'exode des soignants n'est pas pris en compte par l'OMS dans le calcul des indices d'années de vie en bonne santé perdues - qui associe l'incidence sur la population des décès prématurés et des incapacités. Il ne l'est pas plus par le PNUD dans l'établissement de l'indice de développement humain de chaque pays. La souffrance des populations exclues des systèmes de soins, elle, ne peut être évaluée de manière comptable. La cause principale de l'arrêt de la décroissance des mortalités maternelle et infantile est pourtant bien lisible.

Dans un contexte critique de la mondialisation, le directeur général de l'OMS a mandaté une commission « Macroéconomie et santé » destinée à proposer un plan novateur d'investissement (8). Dans leur rapport, les commissaires récuse l'argument habituel selon lequel la santé s'améliore inmanquablement avec la croissance économique. Ils soulignent, à l'inverse, qu'une meilleure santé est déterminante pour le démarrage économique et le progrès social dans les pays à faible

1) Cuba, qui forme un nombre de médecins supérieur à ses besoins, passe des accords, incluant parfois des

Quand le Nord débauche les médecins du Sud

compensations financières, avec plusieurs pays africains.

(2) Sur l'évolution des politiques migratoires, lire Joaquín Arango, « Expliquer les migrations : un regard critique », *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, Paris, septembre 2000, et « **Mais pourquoi émigrent-ils ?** », par Saskia Sassen, *Le Monde diplomatique*, novembre 2000.

(3) Lire Sabine Cessou, « Fuite des cerveaux : l'Afrique part en croisade », *Marchés tropicaux*, n° 2789. Paris 23 février 2001. Stephen S-Mick, Shouu-Yih D. Lee, Walter P. Wodchis, « Variations in geographical distribution of foreign and domestically trained physicians in the United States : "safety net" or "surplus exacerbation" », *Social Science and Medicine*, Oxford, volume 50, janvier 2000.

(4) Lire Marc-Eric Gruénais et Roland Fourtier (sous la direction de), « La santé en Afrique », *Afrique contemporaine*, Paris, n° 195, juillet-septembre 2000, en particulier Marie Badaka, « Profession : médecin ».

(5) Alfonso Mejía, Helena Pizarki, Erica Royston, « Physician and Nurse Migration : Analysis and Policy Implications », Organisation mondiale de la santé, Genève, 1979.

(6) Assemblée générale - vingt-troisième session, résolution 2417 (XXIII), « Exode des cadres et du personnel technique qualifié de tous les niveaux qui quittent les pays en voie de développement pour s'établir dans les pays développés, ses causes, ses conséquences et mesures pratiques permettant de remédier aux problèmes qui en résultent », 1745^e séance plénière, 17 décembre 1968.

revenu. Leurs propositions d'un nouveau « pacte de santé » redéfinissant les relations entre pays donateurs et pays bénéficiaires restent toutefois étrangement évasives sur les besoins en personnels de santé nécessaires à la mise en oeuvre de ces approches. Or, pour répondre aux objectifs fixés, le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose devra maintenir ou constituer des encadrements médico-sociaux capables de gérer avec efficacité les actions préconisées, notamment le suivi des sujets traités par les médicaments antirétroviraux.

L'estimation des coûts de formation des professionnels est malaisée et varie significativement d'une région du monde à une autre. En outre, l'évaluation des impacts sur les systèmes de santé et sur le développement se calcule difficilement. Cependant, si l'on estime la formation d'un médecin non spécialiste dans un pays du Sud à environ 60 000 dollars et celle du personnel paramédical à 12 000 dollars par candidat, on peut estimer que les PVD « subventionnent » l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Australasie pour un montant annuel de quelque 500 millions de dollars (9). Et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui défend avec pugnacité les prérogatives des multinationales pharmaceutiques, porte manifestement des oeillères qui l'empêchent de voir l'importance des professionnels de santé comme prescripteurs et dispensateurs de biens marchands. L'OMC ferait-elle confiance aux revendeurs présents sur les marchés pour accroître la vente des médicaments(10) ?

Peut-on remédier, sans bourse délier, à l'appropriation des scientifiques originaires des pays à faible revenu par les pays riches, alors même que les migrations scientifiques internationales sont appelées à croître (11) ? Plusieurs solutions peuvent être envisagées.

La première, déjà ancienne, a été reprise récemment (12). Elle consiste en une compensation versée par les pays d'accueil aux pays qui ont assuré la formation. Toutefois, cette proposition est d'application aléatoire en l'absence d'une législation internationale contraignante. Les pays d'origine peuvent aussi rendre l'émigration plus difficile, ou la différer, en instaurant des services obligatoires avant l'obtention du diplôme, et les pays d'accueil en se montrant plus exigeants sur les qualifications professionnelles. Cependant, proscrire l'émigration ne prévient pas la dégradation des soins, et les décisions des Etats n'affectent guère la réalité migratoire.

La seconde solution revêt une portée plus étendue : elle porte sur la revalorisation culturelle et sociale de la fonction de soignant. En effet, la profession médicale peine à répondre effectivement aux besoins des populations du Sud parce qu'elle a été formée selon le modèle universaliste d'une médecine curative et scientifique qui, jusqu'à il y a peu, considérait l'enseignement de santé publique comme marginal. Par conséquent, pour doter les professionnels des outils intellectuels et pratiques leur permettant de s'identifier à l'essor de leur pays, une

(7) OMS, Bureau régional pour l'Europe, Health 21 - « Health for all in the 21st Century », OMS, Copenhague, 1999.

(8) Rapport de la commission « Macroéconomie et santé » (sous la direction de Jeffrey S. Sachs) : *Investir dans la santé pour le développement économique*, OMS, Genève, 20 décembre 2001. Lire également Amartya Sen, « Health in Development », *Bulletin de l'OMS*, volume 77, septembre 1999.

(9) Sophie Boukhari, dans « Diplômés aux enchères », *Courrier de l'Unesco*, Paris, septembre 1998, retient pour l'exode de l'ensemble des diplômés universitaires un montant de 10 milliards de dollars par an, et Marie-Claude Céleste dans « Les paradoxes du sous-développement », *Le Monde diplomatique*, mars 1981, plus de 20 milliards de dollars par an.

(10) Lire Jeanne Maritoux, Carinne Bruneton, Philippe Bouscharin, « Le secteur pharmaceutique dans les Etats africains francophones », *Afrique contemporaine*, juillet-septembre 2000, n° 195. En Afrique de l'Ouest, de 25 % à 40 % des médicaments seraient vendus à la sauvette sur les marchés.

(11) Le Bureau américain du travail indique que la croissance des services de santé et de soins augmentera de 30 % entre 1996 et 2006, et comptera 3,1 millions d'emplois, l'accroissement numérique le plus élevé de toutes les industries américaines, in « Occupational statistics outlook », *Statistics Handbook 1998-1999*. En France, de 35 000 à 80 000 nouveaux emplois hospitaliers devraient être créés d'ici à 2004.

(12) Peter E. Bundred, Cheryl Levitt, « Medical Migration : Who are the real losers ? », *The Lancet*, Londres, volume 356, 15

rupture quasi idéologique avec les programmes d'études légués par l'Occident s'avère nécessaire (13).

Une telle réforme donne la priorité à la préservation de la santé sur le traitement de la maladie, revendique une attention portée à la communauté plutôt qu'à l'individu, prescrit un travail en équipe, sur un mode multidisciplinaire, pour concilier les activités curatives et de prévention. Enfin, elle exige de ne plus considérer l'hôpital - qui ne bénéficie qu'à une minorité - comme l'unique lieu des soins médicaux de qualité. Ce changement astreint les autorités et le personnel sanitaire à rendre compte de leurs actions à la société et non plus aux seuls bailleurs de fonds internationaux.

Cependant, le passage d'une médecine universaliste à une médecine acculturée, empreinte de particularismes régionaux et valorisant les ressources des pays du Sud, risque de consacrer l'existence d'une médecine de riches et d'une médecine de pauvres. En outre, même si l'émigration devenait plus problématique en raison de la non-équivalence des qualifications professionnelles, cette réforme réduirait-elle l'exode des sujets les plus brillants, tels que les diplômés du All India Institute of Medical Sciences, dont 75 % poursuivent des études de troisième cycle en Occident (14) ? Et les médecins restés au pays ne risqueraient-ils pas de ne plus être tenus pour égaux par leurs collègues occidentaux et de voir leurs travaux scientifiques ignorés par la communauté internationale ?

Des réseaux de formation

Les pays du Sud ne formant pas un ensemble homogène, les stratégies et les modalités de coopération devront prendre en compte la diversité de leurs situations et des enjeux à court ou à long terme. Ainsi, certains pays (Cuba, l'Egypte, l'Espagne, l'Italie, Israël, les Philippines) forment plus de médecins qu'ils ne peuvent en embaucher. D'autres, comme les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, en forment un nombre insuffisant pour respecter le ratio médecin/habitants retenu comme satisfaisant. La solution à l'émigration des professionnels de santé ne réside donc pas dans une limitation de la mobilité individuelle.

Une troisième solution semble ouvrir des perspectives plus appropriées : rechercher les moyens incitant les personnels qualifiés à rester ou à se réinsérer dans leur pays d'origine, à corriger l'iniquité dans l'accès aux soins ainsi qu'à valoriser les investissements effectués dans l'éducation et la santé. L'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment, offre de multiples possibilités, comme la création d'ateliers de formation à distance et la constitution de réseaux interactifs.

Les premiers sont des campus virtuels qui associent une université du Sud à un centre européen ou nord-américain prenant en charge l'actualisation des programmes ; ils affranchissent leurs usagers de l'inaccessibilité aux bibliothèques spécialisées. Les seconds regroupent des expatriés et les connectent à leurs collègues restés au pays. Ces réseaux constituent une nouvelle forme de diaspora intellectuelle et scientifique dont les buts sont de susciter des collaborations Nord-Sud,

Quand le Nord débauche les médecins du Sud

juillet 2000.

(13) Dans les pays industrialisés, le cursus et le mode de financement de la formation médicale sont également remis en question. Lire notamment : Arnold S. Relman, « *The crisis of medical training in America. Why Johnny can't operate* », *The New Republic*, Washington DC, 10 février 2000.

(14) Sanjoy Kumar Nayak, « *International migration of physicians : Need for new policy directions. (Interpreting new evidence with reference to India)* », European Association of Development, Research and Training Institutes (EADI), 8e conférence générale, Vienne, 11-14 septembre 1996.

(15) Jacques Gaillard, Anne-Marie Gaillard, « *Fuite des cerveaux, retours et diasporas* » *Futuribles*, Paris, n° 228, février 1998. Jean-Baptiste Meyer, « *Expatriation des compétences africaines : l'option diaspora de l'Afrique du Sud* » *Afrique contemporaine*, n° 190, 2e trimestre 1999.

(16) Tildi Pang, Mary Ann Lansang et Andy Haines soumettent une proposition analogue dans « *Brain drain and health professionals* », *British Medical Journal*, Londres, volume 324, 2 mars 2002.

la mise en valeur sur la scène internationale des activités des confrères et la recherche des voies d'un retour temporaire ou, mieux, permanent

On recense déjà plus de quarante réseaux-diaspora implantés dans trente pays ; ils comptent entre quelques dizaines et plusieurs centaines de membres (15). En rétablissant des liens avec leur communauté nationale, tout en restant à l'étranger, les expatriés sont à même de contribuer au développement de leur pays d'origine. Cette politique de motivation au retour fait l'objet du programme Tokten (Transfer of knowledge through expatriate nationals), financé par le PNUD et l'Organisation internationale pour les migrations. Cependant, dans le domaine des sciences de la santé, son efficacité reste limitée.

En effet, effectuer des projections sur les besoins en ressources humaines en fonction d'une croissance démographique et économique malaisée à déterminer constitue une tâche épineuse. De plus, l'exode de compétences n'est pas un phénomène uniforme relevant d'une politique unique sur l'ensemble du globe. Il nécessite des approches tenant compte des particularismes humains, culturels et sociaux des pays d'émigration comme des pays d'accueil. Le sort du capital humain destiné à la santé ne peut être réglementé ni par les directives du commerce mondial édictées par les pays riches et l'OMC ni par des lois promulguées séparément par des pays pauvres.

Il est urgent que l'OMS s'acquitte de son mandat qui est de définir un ordre sanitaire global fondé sur les valeurs de solidarité et d'éthique. L'organisation pourrait, notamment, prendre l'initiative d'un débat sur l'avenir du « commerce des services publics » incluant l'ensemble des agences de l'ONU, les grands organismes économiques et financiers internationaux ainsi que des experts en droit international. L'objectif final serait l'élaboration d'une convention sur le recrutement international. Ce traité préciserait les conditions dans lesquelles les pays industrialisés sont autorisés à embaucher des personnels de santé en provenance des pays qui en manquent eux-mêmes (16). Il compléterait ainsi les accords internationaux concernant les qualifications professionnelles et concrétiserait le droit à la santé reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

DOMINIQUE FROMMEL.



migrations: **les enjeux!**

Défis pour l'économie et la cohésion sociale

Geschlossene Gesellschaft

In Deutschland fehlen Köche und Informatiker, Putzkräfte und Ingenieure. Trotzdem gilt Zuwanderung weithin als Gnadentat - ein teurer Irrtum

von Christian Tenbrock und Wolfgang Uchatius

das für ihn wichtigste Wort in der Debatte: "Begrenzung".

Dahinter steht ein ebenso alter wie gegenwärtiger Mythos: dass Zuwanderung Ausdruck eines Gnadentates ist - politisch manchmal nicht zu vermeiden, aber ökonomisch bis auf wenige Ausnahmen teuer und unnötig.

Akuter Ärztemangel in Sachsen

Eine seltsame Sicht der globalisierten Wirtschaft. "Wir erleben einerseits die Entwicklung grenzfreier Räume für Handel und Kapital, andererseits aber das Bestreben, die Einreise von Immigranten zu verhindern", sagt die amerikanische Globalisierungsforscherin Saskia Sassen. Richtig ist, dass Zuwanderung Geld kostet - für Schulen, Sprachkurse, Sozialleistungen. Aber gleichzeitig zahlen Zuwanderer Steuern und schaffen Arbeit. Das Urteil der meisten ökonomischen Studien: Der Saldo ist positiv.

Migration ist seit jeher Teil der wirtschaftlichen Entwicklung - auch in Deutschland. Von 1849 bis 1939 verließen 59 Millionen Europäer ihre Heimat, unter ihnen sechs Millionen Deutsche. Nach dem Zweiten Weltkrieg aber wurde die inzwischen hoch industrialisierte Republik zum Einwanderungsland und Europa zum Immigrationskontinent. Ein Drittel der deutschen Bevölkerung sind heute Nachkriegsmigranten und ihre Kinder. 22 Millionen Vertriebene, Flüchtlinge, Aussiedler, Asylanten und Gastarbeiter kamen zwischen 1945 und 1992 in die alte Bundesrepublik, halfen beim Wiederaufbau und sorgten für Aufschwung.

Früher brauchten die Deutschen Zuwanderer, weil die Wirtschaft boomte und nach Arbeitskräften rief. Heute benötigt Deutschland Ausländer, weil die Bevölkerung schrumpft. Es fehlen: über 60 000 Köche, Kellner, Küchenhilfen. Rund 50 000 Putzfrauen und Gebäudereiniger. Tausende Pflegekräfte und Handwerkslehrlinge. Aber auch Akademiker - in Sachsen beispielsweise herrscht akuter Ärztemangel. Im ganzen Land werden 40 000 Ingenieure

und Informatiker gesucht, so der Verein Deutscher Ingenieure (VDI). Trotz Green Card benötigen High-Tech-Firmen Techniker, Programmierer und Web-Designer. Die Vermutung, man könne diesen Mangel mit arbeitslosen deutschen IT-Fachleuten beheben, hat sich als Irrglaube erwiesen.

Von wegen Völkerwanderung

Während zuwanderungsfeindliche Politiker die Legende vom autarken Land erzählen, hat die Basis längst entschieden. Deutsche Familien, Bauunternehmen und Restaurants engagieren tschechische Putzfrauen, polnische Maurer und ghanaische Köche. Die sind mal als Touristen, mal ohne Visum im Land. Inzwischen, so der Göttinger Migrationsforscher Klaus Bade, liege die geschätzte Zahl der Illegalen in Deutschland bei bis zu 1,2 Millionen. Viele füllen die Nischen im Arbeitsmarkt, in denen es den Deutschen zu unbequem ist.

Selbst wenn es gelänge, mehr Deutsche zu Packern, Pflegern und Putzfrauen zu machen - es bleibt der Mangel an hoch qualifizierten Fachkräften. "Setzt sich der gegenwärtige Trend fort, wird in Deutschland der Anteil der Qualifizierten an der Erwerbsbevölkerung weiter abnehmen", prognostiziert Klaus Zimmermann, Chef des Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung in Berlin. Beispiel Ingenieure: "Der Mangel wird auch in den nächsten vier bis fünf Jahren nicht verschwinden", sagt VDI-Präsident Hubertus Christ. "Wir kennen ja die Zahl der Studienanfänger." Ausländische Fachkräfte kommen allerdings nur, wenn sie sich willkommen fühlen. Während aber niemand auf die Idee käme, die Einfuhr japanischer Autos zu verbieten, gilt im Umgang mit Einwanderern meistens die Devise: Grenzen zu.

Womöglich auch deshalb, weil nur ein Drittel aller Deutschen weiß, dass der Anteil der Ausländer an der Bevölkerung weniger als zehn Prozent beträgt. Jeder Zehnte glaubt, dass hierzulande mehr als 30 Prozent Ausländer leben. Die Politik ist nicht schuldlos an dieser Fehleinschätzung. In den Neunzigern beherrschte das Schlagwort von der "neuen Völkerwanderung" die Debatte, Helmut Kohl sprach 1992 von der Gefahr des "Staatsnotstands".

Die befürchtete Fluchtwelle aus dem Osten ist ausgeblieben. Mindestens vier, möglicherweise aber auch 25 Millionen Menschen würden sich nach dem Fall der Mauer auf den Weg nach Westen machen, hatten Experten vermutet - tatsächlich kamen zwischen 1992 und 1999 wenig mehr als 600 000 Migranten aus der früheren Sowjetunion, aus Polen oder Rumänien in die Bundesrepublik. Ohne die Aussiedler verzeichnete Deutschland Ende der Neunziger entgegen der öffentlichen Wahrnehmung einen negativen Wanderungssaldo: Mehr Ausländer verließen das vermeintlich gelobte Land als neue hinzukamen. "Was Deutsche und Europäer als Problem ansehen, hat mit der tatsächlichen Faktenlage nichts zu tun", urteilt Manolo Aballo, Migrationsexperte bei der Internationalen Arbeits-Organisation (ILO) in Genf.

Weltweit zählt die ILO 150 Millionen Migranten, die als Flüchtlinge oder auf der Suche nach Arbeit ihre Heimat verlassen haben. Das sind gerade einmal 2,5 Prozent der Weltbevölkerung. "Für die restlichen 97,5 Prozent gilt entgegen dem verbreiteten Vorurteil: Sie bleiben lieber Inländer, als Ausländer anderswo zu werden", sagt Thomas Straubhaar, Präsident des Hamburgischen Welt-Wirtschafts-Archivs (HWWA). Hinzu kommt: Die Wanderungsströme

fließen weitgehend an Europa vorbei. Nur fünf Prozent aller Migranten haben sich den alten Kontinent als Ziel erkoren. Dagegen wandern 50 Prozent im Süden der Welt: in Afrika, in Asien, aus Asien in den Nahen Osten.

Entwicklungs- und Schwellenländer, nicht Industrienationen nehmen die meisten Einwanderer auf. Südafrika, selbst kein Wirtschaftswunderland, zählt heute bis zu acht Millionen illegale Immigranten. 21 Prozent der Erwerbsbevölkerung Singapurs sind Ausländer. Malaysia beschäftigt mindestens 1,5 Millionen Gastarbeiter in der Landwirtschaft, auf Tankstellen, in Altersheimen und auf Golfplätzen. Nach der Asienkrise 1997 erwog die Regierung in Kuala Lumpur, die Migranten abzuschieben - nur um zu merken, dass es ohne sie nicht geht.

Ob Indonesier in Malaysia oder Filipinos in Singapur - angezogen werden sie von der Chance auf Arbeit. Zu allen Zeiten war die Hoffnung auf ein besseres Auskommen eine Ursache dafür, dass Menschen ihre Heimat verlassen. Andererseits: "Viele Länder mit großer Armut haben kaum Auswanderung zu verzeichnen", so die Erkenntnis der Globalisierungsforscherin Sassen. Erst wenn die größte Not überwunden ist, haben Menschen die Chance, sich auf den Weg zu machen. Der Ökonom Michael Vogler vom Institut zur Zukunft der Arbeit in Bonn, der die Migrationsströme für 86 Länder und 15 Jahre untersucht hat: "Mit zunehmendem Entwicklungsstand nimmt die Auswanderung zu. Erst nachdem größerer Wohlstand erreicht ist, gehen die Zahlen wieder zurück."

So war es in Europa, so ist es heute in der Dritten Welt. Erst wandern Menschen vom Land in die Städte, dann weiter ins Ausland. Kommunikation, Transportwege, wirtschaftliche und politische Kontakte lassen die notwendigen Netze zwischen Ein- und Auswanderernationen entstehen. Manchmal sind es auch militärische Konflikte: Die Einwanderung von Vietnamesen und Kambodschanern nach Amerika begann in großem Stil erst nach dem Vietnamkrieg.

Manchmal wird Auswanderung auch offiziell gefördert. In Korea sorgte der Staat mit Informationskampagnen und Förderprogrammen bis Ende der achtziger Jahre für einen stetigen Fluss von Auswanderern, in den Philippinen, die bereits mehr als vier Millionen ihrer Bürger ins Ausland geschickt haben, tut er es noch heute.

Für viele Entwicklungsländer sind ihre Auswanderer längst "zu einer Bank geworden, die man im Bedarfsfall anzapfen kann", wie es der frühere indische Premierminister Rajiv Gandhi formulierte: Ihre Geldüberweisungen an die alte Heimat sind zur zweitwichtigsten Devisenquelle des armen Südens geworden und liegen mit 105 Milliarden Dollar im Jahr fast doppelt so hoch wie die gesamte Entwicklungshilfe. El Salvador verdient an seinen Emigranten mehr Geld als mit dem Export.

Das lindert auch die negativen Folgen der Elitenwanderung aus dem Süden und Osten in den hoch entwickelten Norden. Bulgarien verlor allein im Jahr 1995 etwa 7000 Forscher und Fachleute an die westlichen Industrienationen, aus Ghana verabschiedeten sich Anfang der Neunziger jährlich 20 000 Spitzenkräfte. Etwa 1,5 Millionen Spezialisten aus Entwicklungsländern arbeiteten in den Staaten Westeuropas, in den USA, Japan und Australien tätig, schätzen Migrationsexperten. Und die Elitenwanderung, so die ILO, wachse in rasantem

Tempo. Im Silicon Valley gehören Migranten zu den eifrigsten Firmengründern, in London sind Ausländer - auch aus der Dritten Welt - Teil der ortsansässigen Finanzelite. Nicht aber in Deutschland: Hier fehlen die Fachkräfte aus Übersee.

Dann kommen die Mutigen

Dabei verkörpern die Eliten aus dem Süden am deutlichsten, was Einwanderer aus allen Schichten seit jeher zu den Motoren wirtschaftlicher Entwicklung macht: "Wenn man sie lässt", sagt Migrationsforscher Klaus Bade, "kommen nicht die Schwachen und Desorientierten, sondern die Mutigen, Innovativen und Unternehmungslustigen." Eliten machen im Ausland Karriere, weniger Gebildete schufteten dafür, dass es ihren Kindern besser geht. Für die einen existiert ein fast globaler Arbeitsmarkt, die anderen gehen dahin, wo Arbeit ist. Beide helfen sich und ihren Gastgebern.

Beide müssen dank billiger Flüge und Telefontarife, dank Internet und Satellitenfernsehen den Kontakt zur Heimat nicht verlieren. Dass Einwanderung vorübergehend das Entstehen von Migrantenghettos fördern kann, sagt Klaus Bade, "ist kein neues Phänomen". Neu ist, dass sich manche Einwanderer in mehreren Gesellschaften gleichzeitig bewegen. Damit füllt sich ein neuer Begriff mit Wirklichkeit. So wie es transnationale Unternehmen gebe, sagen Ökonomen, so würden transnationale Bevölkerungsgruppen zu einem Charakteristikum der globalen Wirtschaft. Die bisherigen deutschen Gesetze sind darauf ausgerichtet, ihnen den Zutritt zu verwehren.

Aber niemand kann ihnen verordnen zu bleiben. Nach Schätzung des Bundesforschungsministeriums verlässt inzwischen jeder fünfte deutsche Jungakademiker seine Heimat - meist in Richtung Amerika und oft mit der Absicht, nicht mehr zurückzukehren. Fast noch schlimmer, sagt Ökonom Straubhaar, sei ein zweiter Trend: Auch viele Ausländer mit großem wirtschaftlichen Potenzial seien die Gängelungen leid und wanderten aus Deutschland ab. "Und die kommen bestimmt nicht mehr zurück."



migrations: **les enjeux!**
Défis pour l'économie et la cohésion sociale

Pour une approche libérale quant à l'ouverture des frontières

Catherine Withol de Wenden

Catherine Withol de Wenden, éminente spécialiste dans le domaine des migrations, fut l'oratrice de la deuxième conférence qui a eu lieu dans les locaux de l'Asti, dans le cadre de la campagne "Migrations: les enjeux!". Elle a posé la question: Pourquoi dans un monde où circulent librement les capitaux, les biens, l'information et les idées, les hommes ne circulent-ils pas librement?

Après avoir fait l'analyse des migrations dans les principaux pays industrialisés, elle a constaté que le durcissement des politiques migratoires et la fermeture des frontières engendrent souvent des effets pervers et a conclu **qu'une maîtrise absolue des flux migratoires s'avère irréalisable et ne peut fonctionner de manière satisfaisante**, même dans des pays appliquant des quotas. Qui plus est, l'expérience des vingt dernières années démontre que le système de la fermeture des frontières, tout en n'ayant pas d'effet dissuasif, **entraîne la sédentarisation durable des populations qui auparavant étaient mobiles, ouvre les portes à l'immigration clandestine et porte atteinte aux droits de l'Homme**. En effet, selon l'oratrice, il existe un double discours politique qui considère l'émigration comme un sujet lié aux Droits de l'Homme tandis que l'immigration est traitée comme un sujet restrictif –car lié à l'exercice de souveraineté nationale.

Le phénomène des migrations est mondial et a toujours existé. La chercheuse constate que le **profil des migrants**

a changé depuis une vingtaine d'années: alors qu'avant, nous assistions à une émigration d'une population agraire peu scolarisée, de nos jours, ces migrants proviennent de couches sociales moyennes, urbaines et scolarisées. Le désir de mobilité fait aujourd'hui partie du mode de vie et constitue d'ailleurs un droit universel. Ce ne sont plus les pauvres qui décident de quitter leur pays d'origine, **les facteurs d'attraction sont plus importants** que les facteurs de pression: l'image d'Eldorado que se font les migrants des pays occidentaux prime. Il est par conséquent **difficile de brosser une typologie** du migrant que l'on retrouve aujourd'hui à tous les niveaux de la vie de travail. Si certains avaient tendance à penser que le **co-développement représentait une alternative aux migrations, ils doivent reconnaître maintenant que les deux phénomènes vont de pair**. Les devises envoyées par les migrants dans leur pays d'origine constituent, en effet, une part importante du développement.

Malgré l'ouverture des pays de l'Est et la suppression des visas depuis 2001, a affirmé l'oratrice, **on n'a pas assisté à l'invasion redoutée par certains**. Depuis les années 80, on assiste de plus en plus à la mise en place d'une politique de fermeture des frontières dans la plupart des pays européens : le concept d'une **Europe Forteresse** n'est donc pas un mythe. Or, cette politique mène à un échec, puisque régulièrement les pays doivent procéder à des régularisations de masse. L'oratrice a également réfuté un autre préjugé: **La crainte d'aucuns de voir, d'une part, des emplois occupés par des non-nationaux et, d'autre part, des nationaux sans emplois, n'est pas pertinente, car il ne s'agit en général pas des mêmes emplois**.

Il est certain, pour Catherine Withol de Wenden, que l'Europe se verra sous peu à nouveau confrontée à une pénurie de main d'œuvre de tous genres. A ce moment, la fermeture des frontières n'entravera-t-elle pas la bonne marche des économies nationales? Lors de sa conférence, l'oratrice n'a pas donné de réponses impératives. Elle s'est efforcée de faire un bilan des conséquences de la fermeture et de l'ouverture des frontières. Sa conclusion: Ne perd-on pas plus à fermer qu'à ouvrir?



migrations: les enjeux!

Défis pour l'économie et la cohésion sociale



migrations: **les enjeux!**
Défis pour l'économie et la cohésion sociale

Une politique communautaire en matière d'immigration basée sur les principes humanistes de l'Europe

António Vitorino

Le Commissaire chargé de la Justice et des Affaires intérieures de la Commission européenne, António Vitorino, fut le troisième invité de référence, dans le cadre de la campagne "Migrations: les enjeux!". Il juge que l'immigration est une question qui doit être abordée comme un sujet qui concerne tous les Européens. En effet, **on ne peut parvenir à une politique rationnelle en se laissant guider seulement par d'étroits intérêts nationaux.**

Le Commissaire part d'une analyse quantitative des migrations. Les flux migratoires dans les années 1990 ont été les plus importants depuis la Deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, **le solde migratoire de l'Union tourne autour de 700.000 personnes par an.** Le taux de migration nette dans l'Union a été, sur la période de 1990-1998, de 2,2% contre 3% aux Etats-Unis et 6% au Canada. De ces statistiques, il ressort clairement que **l'Union doit dorénavant se ranger parmi les grandes régions d'immigration** avec les Etats-Unis, le Canada et l'Australie.

Actuellement, l'ampleur de l'immigration illégale vers l'Union semble être en augmentation. Dans ce contexte, **une politique commune comprenant l'admission de migrants économiques par des canaux transparents et légaux,** remédiera certes à la situation, sans pour autant la faire disparaître complètement. Elle engendrera en tout cas une meilleure gestion des flux migratoires.



migrations: les enjeux!

Défis pour l'économie et la cohésion sociale

La situation démographique de l'Union est caractérisée par deux tendances: **le ralentissement de la croissance démographique et le vieillissement notable de la population.** Ainsi, dans l'ensemble de l'Union, c'est le solde migratoire qui est devenu la principale composante de la croissance démographique. L'Union a, et aura, besoin de main d'œuvre hautement qualifiée dans les secteurs des nouvelles technologies et de la médecine, mais aussi de compétences restreintes par exemple dans le domaine de l'agriculture et les services domestiques.

Les Etats membres se sont ainsi mis d'accord **d'accompagner la politique communautaire d'immigration par une politique européenne de l'emploi**, d'un côté pour diminuer le chômage, d'un autre côté, pour parer à d'évidentes pénuries de main d'œuvre.

Le Commissaire considère que la meilleure façon de répondre aux défis contemporains sera la mise en pratique d'une politique communautaire basée sur quatre axes: **une gestion des flux migratoires par une approche globale, le traitement équitable pour les ressortissants de pays tiers, le développement d'un vrai partenariat avec les pays d'origine et un régime commun pour l'asile.** Les initiatives législatives nécessaires à la concrétisation du cadre nominatif ont ou vont être déposées au Conseil. Il en va de même des propositions révisées relatives au regroupement familial, au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, à l'admission aux fins d'emploi ainsi qu'à l'admission aux fins d'études, de formation et d'autres fins.

António Vitorino conclut en insistant sur l'intensification des politiques d'intégration: "**le succès de notre politique d'immigration se mesurera en effet au succès de nos politiques d'intégration.** Nous devons construire un contrat de valeurs entre nos sociétés et les communautés ethniques qu'elles hébergent. Nous devons accueillir les immigrants et respecter la diversité de leurs cultures, de leurs religions et de leurs traditions. Par contre, les immigrants doivent de leur côté accepter nos valeurs traditionnelles tels qu'elles ont été développées dans la Charte européenne des droits fondamentaux."